

Volume 23 - Numéro 33

20 août 2026

Bulletin

Table des matières

1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers	6
1.1 Avis et communiqués	
1.2 Réglementation	
1.3 Autres décisions	
2. Tribunal administratif des marchés financiers	10
2.1 Rôle des audiences, décisions et autres publications du TMF	
2.2 Avis légaux de l'Autorité	
3. Distribution de produits et services financiers	45
3.1 Avis et communiqués	
3.2 Réglementation	
3.3 Autres consultations	
3.4 Retraits aux registres des représentants	
3.5 Modifications aux registres des inscrits	
3.6 Avis d'audiences	
3.7 Décisions administratives et disciplinaires	
3.8 Autres décisions	
4. Indemnisation	54
4.1 Avis et communiqués	
4.2 Réglementation	
4.3 Autres consultations	
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers	
4.5 Autres décisions	
5. Institutions financières	60
5.1 Avis et communiqués	

5.2 Réglementation et lignes directrices	
5.3 Autres consultations	
5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis	
5.5 Sanctions administratives	
5.6 Protection des dépôts	
5.7 Autres décisions	
6. Marchés de valeurs et des instruments dérivés	68
6.1 Avis et communiqués	
6.2 Réglementation et instructions générales	
6.3 Autres consultations	
6.4 Sanctions administratives pécuniaires	
6.5 Interdictions	
6.6 Placements	
6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré	
6.8 Offres publiques	
6.9 Information sur les valeurs en circulation	
6.10 Autres décisions	
6.11 Annexes et autres renseignements	
7. Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées	199
7.1 Avis et communiqués	
7.2 Réglementation de l'Autorité	
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées	
7.4 Autres consultations	
7.5 Autres décisions	
8. Mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière	264
8.1 Avis et communiqués	
8.2 Réglementation	
8.3 Sanctions administratives pécuniaires	
8.4 Décisions de révision	
8.5 Annexes et autres renseignements	
9. Régimes volontaires d'épargne-retraite	270
9.1 Avis et communiqués	
9.2 Réglementation	
9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire d'épargne-retraite	
9.4 Autres décisions	
10. Agents d'évaluation du crédit	275
10.1 Avis et communiqués	
10.2 Réglementation et lignes directrices	
10.3 Désignation à titre d'agent d'évaluation du crédit	
10.4 Sanctions administratives	

10.5 Autres décisions

Liste des acronymes et abréviation :

AMF :	Autorité des marchés financiers instituée en vertu de la LESF
TMF :	Tribunal administratif des marchés financiers
OAR :	Organismes d'autoréglementation
OCRI :	Organisme canadien de réglementation des investissements

1.

Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

- 1.1 Avis et communiqués
 - 1.2 Réglementation
 - 1.3 Autres décisions
-

1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

2.

Tribunal administratif des marchés financiers

2.1 Rôle des audiences, décisions et autres publications du TMF

2.2 Avis légaux de l'Autorité

2.1 RÔLE DES AUDIENCES ET DÉCISIONS DU TMF

2.1.1 Rôle des audiences



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
20 août 2026 – 14 h 00				
2026-011	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse NOSTRA IA prédictive inc. et David Banford Parties intimées 9208-3401 Québec Inc. Partie mise en cause Caisse Desjardins de Lévis et Valeurs mobilières Desjardins inc. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l. Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l.	Antonieta Melchiorre	<i>Audience pro forma</i> Avis de contestation suivant la décision ex <i>parte</i> Par visioconférence Salle Chambre de pratique ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
20 août 2026 – 14 h 00				
2023-022	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-Bernard Massé, 8868760 Canada Inc. et 9332-0547 Québec Inc. Parties intimées Banque canadienne impériale de commerce, Trust Banque Nationale, Banque TD, Caisse Populaire Desjardins et Banque de Montréal Gilles Bergeron Gestion SEGI Ltée Me Marie-Andrée Mallette Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Morgane Laloum, avocate Houle Légal inc. Me Marie-Andrée Mallette, avocate	Jean-Pierre Cristel	<i>Audience pro forma</i> Demande de prolongation des ordonnances de blocage <i>Conférence de gestion</i> Demande de levée partielle des ordonnances de blocage du mis en cause Gilles Bergeron Par visioconférence Salle Chambre de pratique ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
21 août 2026 – 9 h 30				
2024-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse ZYPTO SP ZOO, FCF inc, Jean Nasrallah, Alexandre Trudeau et Joseph Alexander Felix Parkin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Goulet Brière s.n.	Jean-Pierre Cristel	<i>Conférence préparatoire</i> Demande de prolongation des ordonnances de blocage Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
25 août 2026 – 9 h 30				
2025-018	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Haïssam Yehia Bassam, Marwa Samhat et Mohamed Hedi Bey Mahdi Bassam Parties intimées A.B., N.B, Banque Toronto Dominion, Banque Scotia, Caisses Desjardins des Grands Boulevards de Laval, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Banque Nationale du Canada, Banque de Montréal et Ginsberg Gingras & Associés inc. syndic dans la proposition de consommateur de Mahdi Bassam Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l.	Christine Dubé	<i>Conférence de gestion</i> Demande de modification et de prolongation d'ordonnances de blocage <i>Audience pro forma</i> Demande de prolongation d'ordonnances de blocage Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
25 août 2026 – 9 h 30				
2026-007	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Groupe Financier Multi-Culturel inc., Rodelio Casil Aguirre et Emmanuel Bognossi Lemou Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Nicolas Boutin-Wilkins	<i>Conférence de gestion</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 7 ID de réunion : 268 825 609 94 Code : Bu5baH

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
27 août 2026 – 9 h 30				
2026-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jérémy Bellisle, Antoine Normandin et Loup-Abel Côté Michael Dumoulin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Boro Frigon Gordon Jones	Jean-Pierre Cristel	<i>Conférence de gestion</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
27 août 2026 – 14 h 00				
2026-005	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Alcor et Mizar Stratégies inc. (Inscription no 606559) et Anne Martel (Certificat no 122929) Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Norton Rose Fulbright Canada s.e.n.c.r.l., s.r.l.	Christine Dubé	<i>Audience pro forma</i> Acte introductif Par visioconférence Salle Chambre de pratique ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
2026-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Simon Perras et 9426-2854 Québec inc. faisant affaires sous le nom MonConseillerHypothécaire.ca Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Christine Dubé	<i>Audience pro forma</i> Acte introductif Par visioconférence Salle Chambre de pratique ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
28 août 2026 – 9 h 30				
2025-033	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Financière Greatway inc. (Inscription No. 606502) et Marlon Antonio (Inscription No. 245079) Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Société d'avocats Torys s.e.n.c.r.l.	Christine Dubé	<i>Conférence de gestion</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
31 août 2026 – 14 h 00				
2026-004	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 9177-9496 Québec inc. (Inscription no 512996), Martin Houde-Bergeron (Certificat no 269761) et Sylvie Chartrand (Certificat no 106939) Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Langlois Avocats S.E.N.C.R.L.	Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Accord Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc
1er septembre 2026 – 9 h 30				
2026-013	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Yanick Tessier Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Nicolas Boutin-Wilkins	<i>Conférence de gestion</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 7 ID de réunion : 268 825 609 94 Code : Bu5baH

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
2 septembre 2026 – 9 h 30				
2024-035	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Serge Beausoleil et Martin Tremblay Johnson Joseph Leigh Hughes Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers LCM Avocats inc. Woods s.e.n.c.r.l.	Christine Dubé	<i>Conférence de gestion</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
2 septembre 2026 – 9 h 30				
2025-010	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jonathan Forte Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers FCA Légal S.EN.C.R.L.	Jean-Nicolas Boutin-Wilkins	<i>Conférence de gestion</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 7 ID de réunion : 268 825 609 94 Code : Bu5baH
2 septembre 2026 – 14 h 00				
2024-009	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Artéfacts Virtuels inc., Jean Dobey Ourega et Claude Lachance Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Christine Dubé	<i>Conférence préparatoire</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
3 septembre 2026 – 9 h 30				
2025-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Marie-Josée Tremblay (BDNI 1559691, certificat 133054) et Steeve Poulin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Lancot Avocats S.A.	Antonietta Melchiorre	<i>Conférence de gestion</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc
3 septembre 2026 – 14 h 00				
2020-028	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse David Cournoyer, Bertrand Lussier et Éric Marchant Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	<i>Audience au fond</i> Accord pour l'intimé Bertrand Lussier Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
3 septembre 2026 – 14 h 00				
2026-003	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Les Conseillers en placements Kerr inc., Robert Kerr et Kristina Kerr Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fasken Martineau DuMoulin s.e.n.c.r.l., s.r.l.	Antonietta Melchiorre	<i>Audience pro forma</i> Acte introductif Par visioconférence Salle Chambre de pratique ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
2026-018	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Samuel Parent Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers LCM Avocats inc.	Antonietta Melchiorre	<i>Audience pro forma</i> Acte introductif Par visioconférence Salle Chambre de pratique ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
3 septembre 2026 – 14 h 00				
2026-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 9413-3030 Québec inc., f.a.s Nord Est (Inscription no 3001943381) et Sotirios Kilakos (Certificat no 138687) Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fasken, Martineau DuMoulin, S.E.N.C.R.L., s.r.l.	Antonietta Melchiorre	<i>Audience pro forma</i> Acte introductif Par visioconférence Salle Chambre de pratique ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
2026-011	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse NOSTRA IA prédictive inc. et David Banford Parties intimées 9208-3401 Québec Inc. Partie mise en cause Caisse Desjardins de Lévis et Valeurs mobilières Desjardins inc. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l. Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l.	Antonietta Melchiorre	<i>Audience pro forma</i> Demande de prolongation d'ordonnances de blocage Par visioconférence Salle Chambre de pratique ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
8 septembre 2026 – 9 h 30				
2025-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Pierre-Charles Jolicoeur (Certificat n° 247812) Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	Jean-Pierre Cristel	<i>Conférence préparatoire</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
10 septembre 2026 – 9 h 30				
2026-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 9194-0577 Québec inc. (Inscription No. 513751) et Michel Paquette (Inscription No. 156834) Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Jean-Claude Dube, Avocats, S.A	Christine Dubé	<i>Conférence préparatoire</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
10 septembre 2026 – 9 h 30				
2025-030	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse S.-O.M. et A.M. F.D. P.P. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers LCM Avocats inc.	Jean-Nicolas Boutin-Wilkins	<i>Audience au fond</i> Demande en révocation des ordonnances de confidentialité et de mise sous scellés et Accord pour l'intimé F.D. Dans la salle d'audience Paul Fortugno et par visioconférence Salle d'audience virtuelle 7 ID de réunion : 268 825 609 94 Code : Bu5baH
10 septembre 2026 – 9 h 30				
2020-028	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse David Cournoyer, Bertrand Lussier et Éric Marchant Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	<i>Conférence préparatoire</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
10 septembre 2026 – 14 h 00				
2026-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Steve Saviuk Ronald Perry Martin Tremblay Leigh Hughes Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Osler, Hoskin & Harcourt, s.e.n.c.r.l./s.r.l. Woods s.e.n.c.r.l.	Christine Dubé	<i>Audience pro forma</i> Acte introductif Par visioconférence Salle Chambre de pratique ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
11 septembre 2026 – 9 h 30				
2026-009	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Regina Slobodianiouk (Certificat no 240358) Alain Raymond et 9203-3844 Québec inc. Guillaume Lagacé et Sébastien Monette Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Luft Légal s.e.n.c.r.l. De Grandpré JoliCoeur	Jean-Pierre Cristel	<i>Conférence préparatoire</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
11 septembre 2026 – 9 h 30				
2024-034	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Liam Idelson Turner Steven Finn Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers LCM Avocats inc. Battista Turcot Israel, s.e.n.c.	Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Accords Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
14 septembre 2026 – 9 h 30				
2024-035	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Serge Beausoleil et Martin Tremblay Johnson Joseph Leigh Hughes Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers LCM Avocats inc. Woods s.e.n.c.r.l.	Christine Dubé	<i>Audience au fond</i> Demande préliminaire de Serge Beausoleil Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
16 septembre 2026 – 14 h 00				
2026-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Fadi Sahyoun (Certificat no 154038) Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delisle Mathieu avocats	Jean-Pierre Cristel	<i>Conférence préparatoire</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
21 septembre 2026 – 9 h 30				
2026-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Magasin Bryan inc., Kokou Nouwozan Langueh et Degna Jean Marcel Sian Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
22 septembre 2026 – 9 h 30				
2023-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Photis Peter Pascali PyroGenèse Canada inc. Alan Curleigh Parties intimées KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L. MNP S.E.N.C.R.L., S.R.L. Procureur général du Québec Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Isabella Teolis Avocate Inc. Osler, Hoskin & Harcourt, s.e.n.c.r.l./s.r.l. Isabella Teolis Avocate Inc. Norton Rose Fulbright Canada s.e.n.c.r.l., s.r.l. / LLP Langlois Avocats s.e.n.c.r.l. Bernard, Roy (Justice - Québec)	Christine Dubé Antonietta Melchiorre	<i>Conférence de gestion</i> « Demande visant à faire déclarer inconstitutionnels les articles 15.1 et 15.5 de la Loi sur l'encadrement du secteur financier, casser les assignations et ordonner la remise des documents saisis » <i>Audience au fond</i> Demande en arrêt des procédures Dans la salle d'audience Paul Fortugno et par visioconférence Salle d'audience virtuelle 5 ID de réunion : 214 908 756 741 Code : KQEEM4
22 septembre 2026 – 9 h 30				
2026-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Magasin Bryan inc., Kokou Nouwozan Langueh et Degna Jean Marcel Sian Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
23 septembre 2026 – 9 h 30				
2023-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Photis Peter Pascali PyroGenèse Canada inc. Alan Curleigh Parties intimées KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L. MNP S.E.N.C.R.L., S.R.L. Procureur général du Québec Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Isabella Teolis Avocate Inc. Osler, Hoskin & Harcourt, s.e.n.c.r.l./s.r.l. Isabella Teolis Avocate Inc. Norton Rose Fulbright Canada s.e.n.c.r.l., s.r.l. / LLP Langlois Avocats s.e.n.c.r.l. Bernard, Roy (Justice - Québec)	Christine Dubé Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Demande en arrêt des procédures Dans la salle d'audience Paul Fortugno et par visioconférence Salle d'audience virtuelle 5 ID de réunion : 214 908 756 741 Code : KQEEM4
23 septembre 2026 – 9 h 30				
2026-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Magasin Bryan inc., Kokou Nouwozan Langueh et Degna Jean Marcel Sian Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
24 septembre 2026 – 9 h 30				
2023-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Photis Peter Pascali PyroGenèse Canada inc. Alan Curleigh Parties intimées KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L. MNP S.E.N.C.R.L., S.R.L. Procureur général du Québec Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Isabella Teolis Avocate Inc. Osler, Hoskin & Harcourt, s.e.n.c.r.l./s.r.l. Isabella Teolis Avocate Inc. Norton Rose Fulbright Canada s.e.n.c.r.l., s.r.l. / LLP Langlois Avocats s.e.n.c.r.l. Bernard, Roy (Justice - Québec)	Christine Dubé Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Demande en arrêt des procédures Dans la salle d'audience Paul Fortugno et par visioconférence Salle d'audience virtuelle 5 ID de réunion : 214 908 756 741 Code : KQEEM4
24 septembre 2026 – 9 h 30				
2026-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Magasin Bryan inc., Kokou Nouwozan Langueh et Degna Jean Marcel Sian Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
24 septembre 2026 – 14 h 00				
2026-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-Bernard Massé, 8868760 Canada inc. et 9332-547 Québec inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Morgane Laloum, avocate	Jean-Pierre Cristel	<i>Audience pro forma</i> Acte introductif Par visioconférence Salle Chambre de pratique ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
2025-028	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Rémy Ouimette-Scalabrini et Maricom inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus services juridiques inc.	Christine Dubé	<i>Audience pro forma</i> Acte introductif Par visioconférence Salle Chambre de pratique ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
28 septembre 2026 – 9 h 30				
2026-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Magasin Bryan inc., Kokou Nouwozan Langueh et Degna Jean Marcel Sian Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
29 septembre 2026 – 9 h 30				
2026-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Magasin Bryan inc., Kokou Nouwozan Langueh et Degna Jean Marcel Sian Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
30 septembre 2026 – 9 h 30				
2026-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Magasin Bryan inc., Kokou Nouwozan Langueh et Degna Jean Marcel Sian Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
30 septembre 2026 – 9 h 30				
2025-009	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jonathan Forte Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers FCA Légal S.E.N.C.R.L.	Jean-Nicolas Boutin-Wilkins	<i>Conférence préparatoire</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 7 ID de réunion : 268 825 609 94 Code : Bu5baH
1er octobre 2026 – 14 h 00				
2026-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Vanessa Adolphe, Martin Chénier et Gestion Immova inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Christine Dubé	<i>Audience pro forma</i> Acte introductif Par visioconférence Salle Chambre de pratique ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
5 octobre 2026 – 9 h 30				
2026-006	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Magasin Bryan inc., Kokou Nouwozan Langueh et Degna Jean Marcel Sian Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
6 octobre 2026 – 9 h 30				
2026-017	Me Sébastien Tisserand, ès qualités de syndic de la Chambre de l'assurance Partie demanderesse Olivier Hamel Partie intimée Comité de discipline de la Chambre de l'assurance Partie mise en cause	Therrien Couture Joli-Coeur s.e.n.c.r.l. CMB Avocats Me Sahar Abdullah (Chambre de l'assurance)	Jean-Nicolas Boutin-Wilkins	<i>Conférence préparatoire</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 7 ID de réunion : 268 825 609 94 Code : Bu5baH
6 octobre 2026 – 9 h 30				
2025-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Robert Dubois Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Antonietta Melchiorre	<i>Conférence préparatoire</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
7 octobre 2026 – 9 h 30				
2024-003	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Gestion Itradecoins inc., Jésusel Albernhe et Sébastien Lambert Parties intimées Banque Nationale du Canada, Paypal Canada Co. et Bitbuy Technologies inc. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Levasseur & Associés Avocats	Jean-Nicolas Boutin-Wilkins	<i>Conférence de gestion</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 7 ID de réunion : 268 825 609 94 Code : Bu5baH
8 octobre 2026 – 9 h 30				
2024-028	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michel Juneau-Katsuya et Pierre G. Fillion Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Arlette Nkurayija	Christine Dubé	<i>Conférence préparatoire</i> Demande en arrêt de procédures Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
8 octobre 2026 – 14 h 00				
2026-010	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 9332-9985 Québec inc. (Inscription no 605260) Nicolaos Caltabanis (Inscription no 234780) Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Dimitrios Strapatsas	Christine Dubé	<i>Audience pro forma</i> Acte introductif Par visioconférence Salle Chambre de pratique ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
9 octobre 2026 – 9 h 30				
2025-029	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean Nasrallah, Alexandre Trudeau et Joseph Alexander Felix Parkin Parties intimées FCF Inc. et ZYPTO SPOŁKA Z OGRANICZONĄ ODPOWIEDZIALNOŚCIĄ (f.a.s. ZYPTO SP ZOO) Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Goulet Brière s.n. Goulet Brière s.n.	Jean-Pierre Cristel	<i>Conférence préparatoire</i> Demande de précisions des parties intimées et mises en cause Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
13 octobre 2026 – 9 h 30				
2025-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Marie-Josée Tremblay (BDNI 1559691, certificat 133054) et Steeve Poulin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Lancot Avocats S.A.	Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
13 octobre 2026 – 9 h 30				
2024-011	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Vincent Latreille Trading Easy Keegan McDougall et Gabriel Martineau Samuel Dubois Cristel Berthiaume Parties intimées Guylain Latreille et Chantal Garneau Banque canadienne impériale de commerce (CIBC), Caisse Desjardins Hull-Aylmer, Banque de Nouvelle-Écosse (Banque Scotia), PayPal Canada Co., Shakepay inc., Binance Canada Capital Markets inc., Foris Dax inc., l'Officier du Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Gatineau et l'Officier de la publicité des droits personnels et réels mobiliers Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Donaldson Boissonneault Me Hedi Belabidi Donaldson Boissonneault Beaudry, Bertrand, s.e.n.c.r.l.	Jean-Pierre Cristel	<i>Conférence de gestion</i> Demande modifiée de levée des ordonnances de blocage de l'intimé Vincent Latreille Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
14 octobre 2026 – 9 h 30				
2025-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Marie-Josée Tremblay (BDNI 1559691, certificat 133054) et Steeve Poulin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Lanctot Avocats S.A.	Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc
15 octobre 2026 – 9 h 30				
2025-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Marie-Josée Tremblay (BDNI 1559691, certificat 133054) et Steeve Poulin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Lanctot Avocats S.A.	Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc
16 octobre 2026 – 9 h 30				
2025-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Marie-Josée Tremblay (BDNI 1559691, certificat 133054) et Steeve Poulin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Lanctot Avocats S.A.	Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
19 octobre 2026 – 9 h 30				
2025-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Marie-Josée Tremblay (BDNI 1559691, certificat 133054) et Steeve Poulin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Lanctot Avocats S.A.	Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc
20 octobre 2026 – 9 h 30				
2025-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Marie-Josée Tremblay (BDNI 1559691, certificat 133054) et Steeve Poulin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Lanctot Avocats S.A.	Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc
21 octobre 2026 – 9 h 30				
2025-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Marie-Josée Tremblay (BDNI 1559691, certificat 133054) et Steeve Poulin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Lanctot Avocats S.A.	Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
22 octobre 2026 – 9 h 30				
2025-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Marie-Josée Tremblay (BDNI 1559691, certificat 133054) et Steeve Poulin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Lanctot Avocats S.A.	Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc
22 octobre 2026 – 14 h 00				
2026-016	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse EIRM Excellence gestion de risques d'assurance ltée (Inscription no 512366) Jacques Blais (Certificat no 103392) Serge Demers Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Trivium Légal Inc. Jean-Claude Dubé, Avocats s.a.	Christine Dubé	<i>Audience pro forma</i> Acte introductif Par visioconférence Salle Chambre de pratique ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
27 octobre 2026 – 9 h 30				
2025-005	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Randy Howard Puritt Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Nicolas Boutin-Wilkins	<i>Conférence de gestion</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 7 ID de réunion : 268 825 609 94 Code : Bu5baH

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
27 octobre 2026 – 9 h 30				
2022-027	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jocelyn Robert, Les assurances Gaucher et Robert inc. et 7081898 Canada inc. Parties intimées Inter-Groupe assurances inc. Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Françoise Guénette, avocate Robinson Sheppard Shapiro S.E.N.C.R.L./LLP	Jean-Pierre Cristel	<i>Audience au fond</i> Accord Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 1 ID de réunion : 294 031 450 148 Code : 2LSWE8
29 octobre 2026 – 14 h 00				
2026-020	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Technologies Timechain inc. et Louis Cléroux Jérémy Picard Mathieu Cocher Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers FCA Légal s.e.n.c.r.l. Battista Turcot Israel, s.e.n.c.	Christine Dubé	<i>Audience pro forma</i> Acte introductif Par visioconférence Salle Chambre de pratique ID de réunion : 291 695 661 164 Code : swVijt
4 novembre 2026 – 9 h 30				
2024-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Vanessa Larivière Partie intimée Banque Toronto-Dominion, Banque de Montréal et FP Markets LLC Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Bureau d'aide juridique Longueuil - Droit civil	Antonietta Melchiorre	<i>Conférence de gestion</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
10 novembre 2026 – 9 h 30				
2025-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Richard Guay, Isabelle Guay, Geneviève Guay et Gabriel Guay Parties intimées Procureur général du Québec Procureur général du Canada Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fasken Martineau DuMoulin s.e.n.c.r.l., s.r.l. Bernard, Roy (Justice- Québec)	Christine Dubé Antonieta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> « Demande en irrecevabilité et en radiation d'allégations et d'une conclusion des intimés » Dans la salle d'audience Paul Fortugno et Salle d'audience virtuelle 5 ID de réunion : 214 908 756 741 Code : KQEEM4
17 novembre 2026 – 9 h 30				
2025-025	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michaël Beaudoin (Certificat no 239814) Partie intimée Planiprêt (7105843 Canada inc.) Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Picard Poitras Gervais avocats CRG avocats inc.	Christine Dubé Assesseurs : Claude Girard Sylvain Poirier	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
18 novembre 2026 – 9 h 30				
2025-025	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michaël Beaudoin (Certificat no 239814) Partie intimée Planiprêt (7105843 Canada inc.) Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Picard Poitras Gervais avocats CRG avocats inc.	Christine Dubé Assesseurs : Claude Girard Sylvain Poirier	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
19 novembre 2026 – 9 h 30				
2025-025	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michaël Beaudoin (Certificat no 239814) Partie intimée Planiprêt (7105843 Canada inc.) Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Picard Poitras Gervais avocats CRG avocats inc.	Christine Dubé Assesseeurs : Claude Girard Sylvain Poirier	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
20 novembre 2026 – 9 h 30				
2025-025	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michaël Beaudoin (Certificat no 239814) Partie intimée Planiprêt (7105843 Canada inc.) Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Picard Poitras Gervais avocats CRG avocats inc.	Christine Dubé Assesseeurs : Claude Girard Sylvain Poirier	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
23 novembre 2026 – 9 h 30				
2025-025	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michaël Beaudoin (Certificat no 239814) Partie intimée Planiprêt (7105843 Canada inc.) Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Picard Poitras Gervais avocats CRG avocats inc.	Christine Dubé Assesseeurs : Claude Girard Sylvain Poirier	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
24 novembre 2026 – 9 h 30				
2025-025	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michaël Beaudoin (Certificat no 239814) Partie intimée Planiprêt (7105843 Canada inc.) Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Picard Poitras Gervais avocats CRG avocats inc.	Christine Dubé Assesseeurs : Claude Girard Sylvain Poirier	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
25 novembre 2026 – 9 h 30				
2025-005	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Randy Howard Puritt Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Nicolas Boutin-Wilkins Assesseeurs : Claude Girard Sylvain Poirier	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 7 ID de réunion : 268 825 609 94 Code : Bu5baH
26 novembre 2026 – 9 h 30				
2025-005	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Randy Howard Puritt Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Nicolas Boutin-Wilkins Assesseeurs : Claude Girard Sylvain Poirier	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 7 ID de réunion : 268 825 609 94 Code : Bu5baH

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
27 novembre 2026 – 9 h 30				
2025-005	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Randy Howard Puritt Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Nicolas Boutin-Wilkins Assesseurs : Claude Girard Sylvain Poirier	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 7 ID de réunion : 268 825 609 94 Code : Bu5baH
11 janvier 2027 – 9 h 30				
2024-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Vanessa Larivière Partie intimée Banque Toronto-Dominion, Banque de Montréal et FP Markets LLC Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Bureau d'aide juridique Longueuil - Droit civil	Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc
12 janvier 2027 – 9 h 30				
2024-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Vanessa Larivière Partie intimée Banque Toronto-Dominion, Banque de Montréal et FP Markets LLC Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Bureau d'aide juridique Longueuil - Droit civil	Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
13 janvier 2027 – 9 h 30				
2024-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Vanessa Larivière Partie intimée Banque Toronto-Dominion, Banque de Montréal et FP Markets LLC Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Bureau d'aide juridique Longueuil - Droit civil	Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc
14 janvier 2027 – 9 h 30				
2024-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Vanessa Larivière Partie intimée Banque Toronto-Dominion, Banque de Montréal et FP Markets LLC Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Bureau d'aide juridique Longueuil - Droit civil	Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc
15 janvier 2027 – 9 h 30				
2024-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Vanessa Larivière Partie intimée Banque Toronto-Dominion, Banque de Montréal et FP Markets LLC Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Bureau d'aide juridique Longueuil - Droit civil	Antonietta Melchiorre	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 4 ID de réunion : 249 070 020 037 Code : d46xNc

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
18 janvier 2027 – 9 h 30				
2025-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Services financiers Wesley inc., Wesley Alexandre et Martin Bédard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Dussault De Blois Lemay Beauchesne s.e.n.c.r.l.	Christine Dubé	<i>Conférence de gestion</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
22 mars 2027 – 9 h 30				
2025-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Services financiers Wesley inc., Wesley Alexandre et Martin Bédard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Dussault De Blois Lemay Beauchesne s.e.n.c.r.l.	Christine Dubé	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
23 mars 2027 – 9 h 30				
2025-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Services financiers Wesley inc., Wesley Alexandre et Martin Bédard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Dussault De Blois Lemay Beauchesne s.e.n.c.r.l.	Christine Dubé	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
24 mars 2027 – 9 h 30				
2025-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Services financiers Wesley inc., Wesley Alexandre et Martin Bédard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Dussault De Blois Lemay Beauchesne s.e.n.c.r.l.	Christine Dubé	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
25 mars 2027 – 9 h 30				
2025-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Services financiers Wesley inc., Wesley Alexandre et Martin Bédard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Dussault De Blois Lemay Beauchesne s.e.n.c.r.l.	Christine Dubé	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
30 mars 2027 – 9 h 30				
2025-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Services financiers Wesley inc., Wesley Alexandre et Martin Bédard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Dussault De Blois Lemay Beauchesne s.e.n.c.r.l.	Christine Dubé	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
31 mars 2027 – 9 h 30				
2025-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Services financiers Wesley inc., Wesley Alexandre et Martin Bédard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Dussault De Blois Lemay Beauchesne s.e.n.c.r.l.	Christine Dubé	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
1er avril 2027 – 9 h 30				
2025-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Services financiers Wesley inc., Wesley Alexandre et Martin Bédard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Dussault De Blois Lemay Beauchesne s.e.n.c.r.l.	Christine Dubé	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV
2 avril 2027 – 9 h 30				
2025-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Services financiers Wesley inc., Wesley Alexandre et Martin Bédard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Dussault De Blois Lemay Beauchesne s.e.n.c.r.l.	Christine Dubé	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	JUGE(S) ADMINISTRATIF(S)	NATURE ET SALLES
6 avril 2027 – 9 h 30				
2025-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Services financiers Wesley inc., Wesley Alexandre et Martin Bédard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Dussault De Blois Lemay Beaudesne s.e.n.c.r.l.	Christine Dubé	<i>Audience au fond</i> Acte introductif Par visioconférence Salle d'audience virtuelle 2 ID de réunion : 256 724 440 690 Code : HdE8aV

19 août 2026

2.2 AVIS LÉGAUX DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Avis d'audiences
 - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.8 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Aucune information.

3.5 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DES INSCRITS

Aucune information.

3.6 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

4.

Indemnisation

- 4.1 Avis et communiqués
 - 4.2 Réglementation
 - 4.3 Autres consultations
 - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
 - 4.5 Autres décisions
-

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

4.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

5.

Institutions financières

- 5.1 Avis et communiqués
 - 5.2 Réglementation et lignes directrices
 - 5.3 Autres consultations
 - 5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis
 - 5.5 Sanctions administratives
 - 5.6 Protection des dépôts
 - 5.7 Autres décisions
-

5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

Aucune information.

5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

5.4 AVIS D'INTENTION DES ASSUJETTIS ET AUTRES AVIS

Aucune information.

5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

5.6 PROTECTION DES DÉPÔTS

Aucune information.

5.7 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.

Marchés de valeurs et des instruments dérivés

- 6.1 Avis et communiqués
 - 6.2 Réglementation et instructions générales
 - 6.3 Autres consultations
 - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
 - 6.5 Interdictions
 - 6.6 Placements
 - 6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré
 - 6.8 Offres publiques
 - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
 - 6.10 Autres décisions
 - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Aucune information.

6.2.2 Publication

DÉCISION N° 2026-PDG-0031

Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif

(Revue du modèle actuel de placeur principal)

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») de prendre le *Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif* (le « Règlement »), conformément aux paragraphes 16° et 19.5° de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM »);

Vu le pouvoir de l'AMF prévu à la LVM de prendre un règlement, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'AMF (le « Bulletin ») le 28 novembre 2024 [(2024) B.A.M.F., vol. 21, n° 47, section 6.2.1] du projet de Règlement accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R-18.1, conformément au troisième alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu les modifications apportées au projet de Règlement à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 11 juin 2026 [(2026) B.A.M.F., vol. 23, n° 23, section 6.2.2] du texte révisé du projet de Règlement;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 331.1 de la LVM au ministre des Finances (le « Ministre »), qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu le projet de Règlement présenté par la Direction principale de la gestion d'actifs ainsi que la recommandation du surintendant des marchés de valeurs et de la distribution de prendre le Règlement et d'autoriser sa transmission au Ministre pour approbation;

En conséquence :

L'AMF prend le *Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au Ministre pour approbation.

Fait le 23 juillet 2026.

Yves Ouellet
Président-directeur général

DÉCISION N° 2026-PDG-0032

Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif*

(Revue du modèle actuel de placeur principal)

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »), prévu à l'article 274 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM »), d'établir des instructions générales qui indiquent comment l'AMF entend exercer ses pouvoirs discrétionnaires aux fins de l'administration de la LVM;

Vu le pouvoir de l'AMF prévu à la LVM d'établir une instruction générale, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'AMF (le « Bulletin ») le 28 novembre 2024 [(2024) B.A.M.F., vol. 21, n° 47, section 6.2.1] du projet de modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif* (l'« instruction générale »);

Vu les modifications apportées au projet de modification de l'instruction générale à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 11 juin 2026 [(2026) B.A.M.F., vol. 23, n° 23, section 6.2.2] du texte révisé du projet de modification de l'instruction générale;

Vu la décision n° 2026-PDG-0031 en date du 23 juillet 2026, par laquelle l'AMF a pris le *Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif*, et a autorisé sa transmission au ministre des Finances pour approbation, conformément à l'article 331.2 de la LVM;

Vu l'article 298 de la LVM prévoyant l'obligation de publier les instructions générales au Bulletin;

Vu le projet de modification de l'instruction générale présenté par la Direction principale de la gestion d'actifs ainsi que la recommandation du surintendant des marchés de valeurs et de la distribution de l'approuver et d'autoriser sa publication;

En conséquence :

L'AMF établit la modification à l'*Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise sa publication au Bulletin.

La modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif* prend effet le 1^{er} octobre 2026.

Fait le 23 juillet 2026.

Yves Ouellet
Président-directeur général

DÉCISION N° 2026-PDG-0033

Règlements concordants au Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif

(Revue du modèle actuel de placeur principal)

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») de prendre les règlements énumérés ci-dessous (collectivement, les « règlements concordants »), conformément aux paragraphes 1°, 3°, 4.1°, 8°, 11° et 16° de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM ») :

- *Règlement modifiant le règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (paragraphes 1°, 3°, 4.1° et 8°);
- *Règlement modifiant le règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif* (paragraphes 1° et 8°);
- *Règlement modifiant le règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* (paragraphes 11° et 16° LVM;

Vu le pouvoir de l'AMF prévu à la LVM de prendre un règlement, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'AMF (le « Bulletin ») le 28 novembre 2024 [(2024) B.A.M.F., vol. 21, n° 47, section 6.2.1] des projets de règlements concordants accompagnés de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R-18.1, conformément au troisième alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu les modifications apportées aux projets de règlements concordants à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 11 juin 2026 [(2026) B.A.M.F., vol. 23, n° 23, section 6.2.2] des textes révisés des projets de règlements concordants;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 331.1 de la LVM au ministre des Finances (le « Ministre »), qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu la décision n° 2026-PDG-0031 en date du 23 juillet 2026, par laquelle l'AMF a pris le *Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif* et a autorisé sa transmission au Ministre pour approbation, conformément à l'article 331.2 de la LVM;

Vu les projets de règlements concordants présentés par la Direction principale de la gestion d'actifs ainsi que la recommandation du surintendant des marchés de valeurs et de la distribution de prendre les règlements concordants et d'autoriser leur transmission au Ministre pour approbation;

En conséquence :

L'AMF prend les règlements concordants, dans leurs versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au Ministre pour approbation.

Fait le 23 juillet 2026.

Yves Ouellet
Président-directeur général

DÉCISION N° 2026-PDG-0034

Modifications des instructions générales concordantes au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif

(Revue du modèle actuel de placeur principal)

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »), prévu à l'article 274 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM »), d'établir des instructions générales qui indiquent comment l'AMF entend exercer ses pouvoirs discrétionnaires aux fins de l'administration de la LVM;

Vu le pouvoir de l'AMF prévu à la LVM d'établir une instruction générale, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'AMF (le « Bulletin ») le 28 novembre 2024 [(2024) B.A.M.F., vol. 21, n° 47, section 6.2.1] des projets de modifications des instructions générales concordantes au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif énumérées ci-dessous (collectivement, les « instructions générales concordantes ») :

- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement*;

Vu la publication pour information au Bulletin le 11 juin 2026 [(2026) B.A.M.F., vol. 23, n° 23, section 6.2.2] du texte des projets de modification des instructions générales concordantes;

Vu la décision n° 2026-PDG-0031 en date du 23 juillet 2026, par laquelle l'AMF a pris le *Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif*, et a autorisé sa transmission au ministre des Finances pour approbation, conformément à l'article 331.2 de la LVM;

Vu l'article 298 de la LVM prévoyant l'obligation de publier les instructions générales au Bulletin;

Vu les projets de modification des instructions générales concordantes présentés par la Direction principale de la gestion d'actifs ainsi que la recommandation du surintendant des marchés de valeurs et de la distribution de les approuver et d'autoriser leur publication;

En conséquence :

L'AMF établit les modifications aux instructions générales concordantes, dans leurs versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et autorise leur publication au Bulletin.

Les modifications aux instructions générales concordantes prennent effet aux dates suivantes :

- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* : le 1^{er} janvier 2027;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* : le 1^{er} octobre 2026.

Fait le 23 juillet 2026.

Yves Ouellet
Président-directeur général

Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif et ses concordants – Modèle du placeur principal'

L'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») publie, en versions française et anglaise, les règlements suivants :

- *Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif;*
- *Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites ;*
- *Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif ;*
- *Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, les textes révisés, en versions française et anglaise, des instructions générales suivantes :

- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81 102 sur les fonds d'investissement.*

Avis de publication

Les règlements ont été pris par l'AMF le 23 juillet 2025, ont reçu l'approbation ministérielle requise et entreront en vigueur le **1^{er} octobre 2026, sauf exceptions**.

Les arrêtés ministériels approuvant les règlements ont été publiés dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 19 août 2026 et sont reproduits ci-dessous. Les instructions générales prendront effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur des règlements, sauf exceptions.

Le 20 août 2026

ⁱ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

A.M., 2026-19

**Arrêté numéro V-1.1-2026-19 du ministre
des Finances en date du 6 août 2026**

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif

VU que les paragraphes 16° et 19.5° de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les premier et cinquième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que, conformément aux troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi, le projet de règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif a été publié pour consultation au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers volume 21, n° 47 du 28 novembre 2024 avec avis qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de sa publication;

VU que l'Autorité des marchés financiers a pris, par la décision n° 2026-PDG-0031 du 23 juillet 2026, le Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif avec modifications;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve, sans modification, le Règlement modifiant le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif, annexé au présent arrêté.

Le 6 août 2026

Le ministre des Finances,
ERIC GIRARD

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-105 SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 16° et 19.5°)

1. Le Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif (chapitre V-1.1, r. 41) est modifié par l'insertion, après l'article 2.3, du suivant :

« 2.4. Placeurs principaux

Le placeur principal de l'OPC ne peut agir à ce titre pour un autre OPC, sauf si ce dernier fait partie de la même famille. ».

2. L'article 4.2 de ce règlement est modifié par l'insertion, avant le paragraphe 1, du suivant :

« 0.1) Le placeur principal de l'OPC qui est également placeur principal d'un autre OPC faisant partie de la même famille d'OPC ne peut adopter pour aucun de ses représentants des mesures l'incitant à recommander un OPC dont il est placeur principal plutôt qu'un autre OPC dont il est placeur principal. ».

3. L'article 7.1 de ce règlement est abrogé.

Dispositions transitoires

4. Avant le 1^{er} octobre 2028, le fonds d'investissement n'est pas tenu de se conformer à ce règlement, tel qu'il est modifié par le présent règlement, s'il respecte ce règlement dans sa version en vigueur le 30 septembre 2026.

Date d'entrée en vigueur

5. 1° Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} octobre 2026.

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 1^{er} octobre 2026.

88814



**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU
RÈGLEMENT 81-105 SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES DES ORGANISMES DE
PLACEMENT COLLECTIF**

1. L'article 2.2 de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif* est modifié par le remplacement, dans le texte français du paragraphe 1, de « elle fixe les normes » par « il fixe les normes ».
2. L'article 9.1 de cette instruction générale est abrogé.

A.M., 2026-17

**Arrêté numéro V-1.1-2026-17 du ministre
des Finances en date du 6 août 2026**

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites

VU que les paragraphes 1°, 3°, 4.1° et 8° de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les premier et cinquième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que, conformément aux troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi, le projet de règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites a été publié pour consultation au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers volume 21, n° 47 du 28 novembre 2024 avec avis qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de sa publication;

VU que l'Autorité des marchés financiers a pris, par la décision n° 2026-PDG-0033 du 23 juillet 2026, le Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites avec modifications;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve, sans modification, le Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites, annexé au présent arrêté.

Le 6 août 2026

Le ministre des Finances,
ERIC GIRARD

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION ET LES OBLIGATIONS CONTINUES DES PERSONNES INSCRITES

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 3^o, 4.1^o et 8^o)

1. L'article 14.17 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites (chapitre V-1.1, r. 10) est modifié par l'ajout, après le sous-paragraphe *u* du paragraphe 1, du suivant :

« *v*) la mention suivante, ou une mention semblable pour l'essentiel, dans une note de bas de page si, pendant la période couverte par le rapport :

- i*) le client détenait des titres d'un OPC qui est émetteur assujéti;
- ii*) la société inscrite était le placeur principal de ces titres au sens de l'article 1.1 du Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 39);
- iii*) la société inscrite a reçu un paiement, autre que ceux indiqués aux paragraphes *g* et *h*, relativement aux services qu'elle a fournis au gestionnaire ou à l'OPC en sa qualité de placeur principal :

« Nous [détenons le droit exclusif de placer les titres des OPC gérés par [nom du gestionnaire de l'OPC] / disposons d'un avantage concurrentiel important en vue du placement des titres des OPC gérés par [nom du gestionnaire de l'OPC] / détenons le droit exclusif de placer les titres des OPC gérés par [nom du gestionnaire de l'OPC] ou disposons d'un avantage concurrentiel important en vue de leur placement]. [Nom du gestionnaire de l'OPC] nous verse jusqu'à un maximum de [pourcentage des frais de gestion] % des frais de gestion de l'OPC pour les services fournis à titre de placeur principal. » ».

Dispositions transitoires

2. Avant le 1^{er} janvier 2029, la société inscrite n'est pas tenue de se conformer à ce règlement, tel qu'il est modifié par le présent règlement, si elle respecte ce règlement dans sa version en vigueur le 31 décembre 2026.

Date d'entrée en vigueur

3. 1^o Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2027.

2^o En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 1^{er} janvier 2027.

88812



MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION ET LES OBLIGATIONS CONTINUES DES PERSONNES INSCRITES

1. L'article 14.17 de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* est modifié par l'insertion, après l'alinéa sous l'intitulé « **Information à présenter en cas de recours à des approximations** », de ce qui suit :

« Paiements effectués à des placeurs principaux par des gestionnaires de fonds d'investissement

La société inscrite qui est le placeur principal de l'OPC peut avoir conclu une entente avec le gestionnaire de fonds d'investissement pour lequel elle agit à ce titre. Pour faire preuve de transparence relativement aux intérêts du placeur principal dans ces circonstances, il importe de fournir aux investisseurs l'information sur les paiements reçus. Plus précisément, il peut arriver que le placeur principal reçoive un pourcentage des frais de gestion perçus par le gestionnaire de fonds d'investissement. Dans certains cas, ce pourcentage peut varier en fonction du total des actifs gérés dont le placement est confié au placeur principal. Le sous-paragraphe v du paragraphe 1 de l'article 14.17 exige du placeur principal qu'il indique, dans une note de bas de page, le pourcentage maximal des frais de gestion qui lui est versé par le gestionnaire de fonds d'investissement pour les services fournis à ce dernier et à l'OPC.

Nous ne nous attendons pas à ce que les sociétés inscrites présentent également en vertu du sous-paragraphe g du paragraphe 1 de l'article 14.17 de l'information sur un paiement qui est exigée au sous-paragraphe v de ce paragraphe. ».

A.M., 2026-16

**Arrêté numéro V-1.1-2026-16 du ministre
des Finances en date du 6 août 2026**

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le
Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des
organismes de placement collectif

VU que les paragraphes 1^o et 8^o de l'article 331.1
de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1)
prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut
adopter des règlements concernant les matières visées à
ces paragraphes;

VU que les premier et cinquième alinéas de l'arti-
cle 331.2 de cette loi prévoient que tout règlement pris en
vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modi-
fication, par le ministre des Finances et qu'il entre en
vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du
Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que, conformément aux troisième et quatrième
alinéas de l'article 331.2 de cette loi, le projet de règlement
modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospec-
tus des organismes de placement collectif a été publié
pour consultation au Bulletin de l'Autorité des marchés
financiers volume 21, n° 47 du 28 novembre 2024 avec
avis qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être
édicte avant l'expiration d'un délai de 90 jours à compter
de sa publication;

VU que l'Autorité des marchés financiers a pris, par
la décision n° 2026-PDG-0033 du 23 juillet 2026, le
Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime
de prospectus des organismes de placement collectif avec
modifications;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'approuver ce règle-
ment sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances
approuve, sans modification, le Règlement modifiant le
Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des orga-
nismes de placement collectif, annexé au présent arrêté.

Le 6 août 2026

Le ministre des Finances,
ERIC GIRARD

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-101 SUR LE RÉGIME DE PROSPECTUS DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1° et 8°)

1. L'annexe 81-101A1 du Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif (chapitre V-1.1, r. 38) est modifiée, dans rubrique 10 de la Partie A :

1° par l'insertion, au début du premier alinéa, de « 1) »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, des paragraphes suivants :

« 2) Si l'OPC a un placeur principal, inscrire une mention semblable pour l'essentiel à la suivante :

« [Nom du placeur principal] détient le droit exclusif de placer les titres de l'OPC ou dispose d'un avantage concurrentiel important en vue de leur placement. Se reporter à la rubrique « Rémunération du courtier » pour plus de renseignements, y compris une description des services qui ont été fournis à l'OPC ou à [nom du gestionnaire de l'OPC] par [nom du placeur principal]. ».

« 3) Si l'OPC a un placeur principal qui reçoit un paiement autre qu'une commission de suivi relativement aux services qu'il fournit à l'OPC ou à son gestionnaire, inscrire une mention semblable pour l'essentiel à la suivante :

« [Nom du gestionnaire de l'OPC] verse jusqu'à un maximum de [pourcentage des frais de gestion à payer au placeur principal] % des frais de gestion à [nom du placeur principal] pour les services fournis à [nom du gestionnaire de l'OPC] ou à l'OPC en sa qualité de placeur principal. ».

« 4) Si les frais à payer au placeur principal varient en vertu de la convention conclue par le placeur principal et le gestionnaire de l'OPC, décrire les variables utilisées dans la détermination de ces frais et le calcul de ceux-ci. »;

3° par le remplacement, partout où ceci se trouve dans les paragraphes 5 et 7 de la rubrique 9.1, de « frais et charges » par « frais ».

2. L'annexe 81-101A3 de ce règlement est modifiée par l'insertion, après le paragraphe 4 de la rubrique 1.3 de la partie II, des suivants :

« 4.1) Si l'OPC a un placeur principal, inclure une mention semblable pour l'essentiel à la suivante :

« [Nom du placeur principal] détient le droit exclusif de placer les titres de ce fonds ou dispose d'un avantage concurrentiel important en vue de leur placement. ».

« 4.2) Si l'OPC a un placeur principal qui reçoit un paiement autre qu'une commission de suivi relativement aux services qu'il fournit à l'OPC ou à son gestionnaire, inclure une mention semblable pour l'essentiel à la suivante :

« [Nom du gestionnaire de l'OPC] verse jusqu'à un maximum de [pourcentage des frais de gestion à payer au placeur principal] % des frais de gestion à [nom du placeur principal] pour les services fournis à [nom du gestionnaire de l'OPC] ou à l'OPC en sa qualité de placeur principal. ».

« 4.3) Si les frais à payer au placeur principal varient en vertu de la convention conclue par le placeur principal et le gestionnaire de l'OPC, décrire les variables utilisées dans la détermination de ces frais et le calcul de ceux-ci. ».

Dispositions transitoires

3. Avant le 1^{er} octobre 2028, un fonds d'investissement n'est pas tenu de se conformer à ce règlement, tel qu'il est modifié par le présent règlement, s'il respecte ce règlement dans sa version en vigueur le 30 septembre 2026.

Date d'entrée en vigueur

4. 1^o Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} octobre 2026.

2^o En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 1^{er} octobre 2026.

88811



A.M., 2026-18

**Arrêté numéro V-1.1-2026-18 du ministre
des Finances en date du 6 août 2026**

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le
Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement

VU que les paragraphes 11^o et 16^o de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les premier et cinquième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que, conformément aux troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi, le projet de règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement a été publié pour consultation au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers volume 21, n° 47 du 28 novembre 2024 avec avis qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de sa publication;

VU que l'Autorité des marchés financiers a pris, par la décision n° 2026-PDG-0033 du 23 juillet 2026, le Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement avec modifications;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve, sans modification, le Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement, annexé au présent arrêté.

Le 6 août 2026

Le ministre des Finances,
ERIC GIRARD

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-102 SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 11° et 16°)

1. Le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 39) est modifié par l'insertion, après l'article 10.2, du suivant :

« 10.2.1. Interdiction de frais de rachat

Le gestionnaire ne peut exiger aucuns frais des porteurs de l'OPC pour le rachat de leurs titres. ».

Dispositions transitoires

2. L'article 10.2.1 de ce règlement ne s'applique pas aux frais qui y sont mentionnés si ces derniers sont exigibles en vertu d'une entente relative aux frais qui existait avant le 1^{er} juin 2022 et qui est toujours en vigueur.

Date d'entrée en vigueur

3. 1° Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} octobre 2026.

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 1^{er} octobre 2026.

88813



MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 81-102 SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT

1. L'*Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* est modifiée par l'insertion, après l'article 10.6, du suivant :

« 10.7. Interdiction de frais de rachat

L'article 10.2.1 du règlement interdit au gestionnaire d'exiger des frais du porteur pour le rachat de titres de l'OPC. Le gestionnaire ne pourrait donc pas exiger des porteurs, pour tout rachat, des frais établis selon l'option des frais d'acquisition en vertu de laquelle les titres ont été initialement souscrits. Cette interdiction n'a aucune incidence sur les frais exigés des investisseurs par un OPC (par opposition à un gestionnaire) relativement au rachat de titres de l'OPC qui ne sont pas fonction de l'option des frais d'acquisition, comme les frais sur les opérations à court terme et les ordres de rachat volumineux. »

M.O., 2026-19**Order number V-1.1-2026-19 of the Minister
of Finance dated 6 August 2026**

Securities Act
(chapter V-1.1)

CONCERNING the Regulation to amend Regulation 81-105 respecting mutual fund sales practices

WHEREAS paragraphs 16 and 19.5 of section 331.1 of the Securities Act (chapter V-1.1) provide that the *Autorité des marchés financiers* may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of section 331.2 of the said Act provide that every regulation made under section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation;

WHEREAS in accordance with the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act, the draft regulation to amend Regulation 81-105 respecting mutual fund sales practices was published for consultation in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* vol. 21, no. 47 of November 28, 2024, with a notice that it may not be submitted for approval or be made until 90 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the *Autorité des marchés financiers* made, on 23 July 2026, by the decision no. 2026-PDG-0031, Regulation to amend Regulation 81-105 respecting mutual fund sales practices with amendments;

WHEREAS it is expedient to approve this Regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment the Regulation to amend Regulation 81-105 respecting mutual fund sales practices, attached to this Ministerial Order.

6 August 2026

ERIC GIRARD
Minister of Finance

REGULATION TO AMEND REGULATION 81-105 RESPECTING MUTUAL FUND SALES PRACTICES

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (16) and (19.5))

1. Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices (chapter V-1.1, r. 41) is amended by inserting, after section 2.3, the following:

“2.4. Principal Distributors

A principal distributor of a mutual fund shall not be a principal distributor of another mutual fund unless the other mutual fund is a member of the same mutual fund family.”.

2. Section 4.2 of the Regulation is amended by inserting, before paragraph (1), the following:

“(0.1) A principal distributor of a mutual fund that is also a principal distributor of another mutual fund that is in the same mutual fund family as the first-mentioned mutual fund shall not provide an incentive for any of its representatives to recommend a mutual fund of which it is a principal distributor over another mutual fund of which it is a principal distributor.”.

3. Section 7.1 of the Regulation is repealed.

Transition

4. Before 1 October 2028, an investment fund is not required to comply with the Regulation, as amended by this Regulation, if the investment fund complies with the Regulation as it was in force on 30 September 2026.

Effective Date

5. (1) This Regulation comes into force on 1 October 2026.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after 1 October 2026, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

108366



**CHANGES TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-105 RESPECTING
MUTUAL FUND SALES PRACTICES**

1. *Policy Statement to Regulation 81-105 respecting Mutual Fund Sales Practices* is amended by replacing “elle fixe les normes”, in the French text of paragraph (1), by “il fixe les normes”.
2. The Policy Statement is amended by repealing section 9.1.

M.O., 2026-17**Order number V-1.1-2026-17 of the Minister
of Finance dated 6 August 2026**

Securities Act
(chapter V-1.1)

CONCERNING the Regulation to amend Regulation 31-103 respecting registration requirements, exemptions and ongoing registrant obligations

WHEREAS paragraphs 1, 3, 4.1 and 8 of section 331.1 of the Securities Act (chapter V-1.1) provide that the *Autorité des marchés financiers* may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of section 331.2 of the said Act provide that every regulation made under section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation;

WHEREAS in accordance with the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act, the draft regulation to amend Regulation 31-103 respecting registration requirements, exemptions and ongoing registrant obligations was published for consultation in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* vol. 21, no. 47 of November 28, 2024, with a notice that it may not be submitted for approval or be made until 90 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the *Autorité des marchés financiers* made, on 23 July 2026, by the decision no. 2026-PDG-0033, Regulation to amend Regulation 31-103 respecting registration requirements, exemptions and ongoing registrant obligations with amendments;

WHEREAS it is expedient to approve this Regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment the Regulation to amend Regulation 31-103 respecting registration requirements, exemptions and ongoing registrant obligations, attached to this Ministerial Order.

6 August 2026

ERIC GIRARD
Minister of Finance

REGULATION TO AMEND REGULATION 31-103 RESPECTING REGISTRATION REQUIREMENTS, EXEMPTIONS AND ONGOING REGISTRANT OBLIGATIONS

Securities Act

(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (3), (4.1) and (8))

1. Section 14.17 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations (chapter V-1.1, r. 10) is amended by adding, after subparagraph (u) of paragraph (1), the following:

“(v) the following notification, or a notification that is substantially similar, disclosed in a footnote to the report, if during the period covered by the report:

- (i) the client owned securities of a mutual fund that is a reporting issuer,
- (ii) the registered firm was a principal distributor, as defined in section 1.1 of Regulation 81-102 respecting Investment Funds (chapter V-1.1, r. 39), of those securities, and
- (iii) the registered firm received a payment, other than a payment reported under subparagraphs (g) or (h), in connection with services that the registered firm provided to the manager or to the mutual fund as a principal distributor:

“We have [an exclusive right to distribute/a material competitive advantage over others in distributing/an exclusive right to distribute or a material competitive advantage over others in distributing] the securities of mutual funds managed by [insert name of the fund]. [Insert name of fund manager] pays us up to a maximum of [insert percentage of the management fee] % of the fund’s management fee for providing services as a principal distributor.”.

Transition

2. Before 1 January 2029, a registered firm is not required to comply with the Regulation, as amended by this Regulation, if the registered firm complies with the Regulation as it was in force on 31 December 2026.

Effective Date

- 3. (1) This Regulation comes into force on 1 January 2027.
- (2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after 1 January 2027, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

108364

CHANGES TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 31-103 RESPECTING REGISTRATION REQUIREMENTS, EXEMPTIONS AND ONGOING REGISTRANT OBLIGATIONS

1. Section 14.17 of *Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* is amended by inserting, after the paragraph under the title “**Reporting information when approximations are used**”, the following:

“Payments from Investment Fund Managers Received by Principal Distributors

A registered firm that is a mutual fund’s principal distributor may have an arrangement with the investment fund manager for which they act as principal distributor. In order to provide transparency regarding the interests of the principal distributor in such circumstances, it is important to provide investors with information regarding payments received by principal distributors. In particular, there may be circumstances where the principal distributor might receive a percentage of the management fees collected by the investment fund manager. In some cases, the percentage received may vary depending on the total level of assets under management attributed to the principal distributor. Principal distributors must provide, in a footnote, information disclosing the maximum percentage of the management fee that is paid to them by an investment fund manager for principal distributor services provided to the investment fund manager and the funds, as required under paragraph 14.17(1)(v).

For greater clarity, we do not expect registered firms to also disclose under paragraph 14.17(1)(g) a payment which is required to be disclosed under paragraph 14.17(1)(v).”.

M.O., 2026-16**Order number V-1.1-2026-16 of the Minister
of Finance dated 6 August 2026**

Securities Act
(chapter V-1.1)

CONCERNING the Regulation to amend
Regulation 81-101 respecting mutual fund prospectus
disclosure

WHEREAS paragraphs 1 and 8 of section 331.1 of the
Securities Act (chapter V-1.1) provide that the *Autorité
des marchés financiers* may make regulations concerning
the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of sec-
tion 331.2 of the said Act provide that every regulation
made under section 331.1 must be approved, with or
without amendment, by the Minister of Finance and comes
into force on the date of its publication in the *Gazette
officielle du Québec* or on any later date specified in the
regulation;

WHEREAS in accordance with the third and fourth
paragraphs of section 331.2 of the said Act, the draft regu-
lation to amend Regulation 81-101 respecting mutual fund
prospectus disclosure was published for consultation in
the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* vol. 21,
no. 47 of November 28, 2024, with a notice that it may not
be submitted for approval or be made until 90 days have
elapsed since its publication;

WHEREAS the *Autorité des marchés financiers* made,
on 23 July 2026, by the decision no. 2026-PDG-0033,
Regulation to amend Regulation 81-101 respecting mutual
fund prospectus disclosure with amendments;

WHEREAS it is expedient to approve this Regulation
without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance
approves without amendment the Regulation to amend
Regulation 81-101 respecting mutual fund prospectus
disclosure, attached to this Ministerial Order.

6 August 2026

ERIC GIRARD
Minister of Finance

REGULATION TO AMEND REGULATION 81-101 RESPECTING MUTUAL FUND PROSPECTUS DISCLOSURE

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (8))

1. Form 81-101F1 of Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure (chapter V-1.1, r. 38) is amended, in item 10 of Part A:

- (1) by inserting, at the beginning of the first paragraph, “(1)”;
- (2) by inserting, after the first paragraph, the following:

“(2) If a mutual fund has a principal distributor, state in substantially the following words:

“[Insert name of principal distributor] has an exclusive right to distribute or has a material competitive advantage over others in distributing the securities of the mutual fund(s). Please see “Dealer Compensation” for more information, including a description of the services provided by [insert name of principal distributor] to the fund(s) or [insert name of manager of the mutual fund].”.

“(3) If a mutual fund has a principal distributor that receives a payment, other than a payment that is a trailing commission, in connection with services provided by the principal distributor to the manager of the mutual fund or the mutual fund, state in substantially the following words:

“[Insert name of manager of the mutual fund] pays up to a maximum of [insert percentage of the management fee payable to principal distributor] % of the management fee to [insert name of principal distributor] for providing services to [insert name of manager of the mutual fund] or the mutual fund(s) as the principal distributor.”.

“(4) If the fee payable to a principal distributor varies under an agreement between the principal distributor and the manager of the mutual fund, describe the variables that are used in the determination of the fee and how that fee is calculated.”;

(3) by replacing all occurrences of “frais et charges” in the French text of paragraphs (5) and (7) of item 9.1 by “frais”.

2. Form 81-101F3 of the Regulation is amended by inserting, after paragraph (4) of item 1.3 of Part II, the following:

“(4.1) If a mutual fund has a principal distributor, include a statement using wording substantially similar to the following:

“[Insert name of principal distributor] has an exclusive right to distribute or has a material competitive advantage over others in distributing the securities of this fund.”.

“(4.2) If a mutual fund has a principal distributor that receives a payment, other than a payment that is a trailing commission, in connection with services provided by the principal distributor to the manager of the mutual fund or the mutual fund, include a statement using wording substantially similar to the following words:

“[Insert name of manager of the mutual fund] pays up to a maximum of [insert percentage of the management fee payable to principal distributor] % of the management fee to [insert name of principal distributor] for providing services to [insert name of manager of the mutual fund] or the mutual fund as the principal distributor.”.

“(4.3) If the fee payable to a principal distributor varies under an agreement between the principal distributor and the manager of the mutual fund, describe the variables that are used in the determination of the fee and how that fee is calculated.”.

Transition

3. Before 1 October 2028, an investment fund is not required to comply with the Regulation, as amended by this Regulation, if the investment fund complies with the Regulation as it was in force on 30 September 2026.

Effective Date

4. (1) This Regulation comes into force on 1 October 2026.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after 1 October 2026, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

108363



M.O., 2026-18**Order number V-1.1-2026-18 of the Minister
of Finance dated 6 August 2026**

Securities Act
(chapter V-1.1)

CONCERNING the Regulation to amend
Regulation 81-102 respecting investment funds

WHEREAS paragraphs 11 and 16 of section 331.1 of the Securities Act (chapter V-1.1) provide that the *Autorité des marchés financiers* may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of section 331.2 of the said Act provide that every regulation made under section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation;

WHEREAS in accordance with the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act, the draft regulation to amend Regulation 81-102 respecting investment funds was published for consultation in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* vol. 21, no. 47 of November 28, 2024, with a notice that it may not be submitted for approval or be made until 90 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the *Autorité des marchés financiers* made, on 23 July 2026, by the decision no. 2026-PDG-0033, Regulation to amend Regulation 81-102 respecting investment funds with amendments;

WHEREAS it is expedient to approve this Regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment the Regulation to amend Regulation 81-102 respecting investment funds, attached to this Ministerial Order.

6 August 2026

ERIC GIRARD
Minister of Finance

REGULATION TO AMEND REGULATION 81-102 RESPECTING INVESTMENT FUNDS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (11) and (16))

1. Regulation 81-102 respecting Investment Funds (chapter V-1.1, r. 39) is amended by inserting, after section 10.2, the following:

“10.2.1. Prohibition of Fees for Redemptions

A manager must not charge a fee to a securityholder of a mutual fund for a redemption by the securityholder of securities of the mutual fund.”

Transition

2. Section 10.2.1 of the Regulation does not apply to a fee referred to in that section if the fee is charged under a fee arrangement that existed before 1 June 2022, and the fee arrangement is still in effect.

Effective Date

3. (1) This Regulation comes into force on 1 October 2026.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after 1 October 2026, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

108365



CHANGES TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-102 RESPECTING INVESTMENT FUNDS

1. *Policy Statement to Regulation 81-102 respecting Investment Funds* is amended by inserting, after section 10.6, the following:

“10.7. Prohibition of Fees for Redemptions

Section 10.2.1 of the Regulation prohibits a manager from charging a fee to a securityholder for the redemption of mutual fund securities. This would have the effect of prohibiting a manager from charging a fee to securityholders for redemptions based on the sales charge option under which the securities were initially purchased. This prohibition does not impact fees charged by a mutual fund (as opposed to a manager) to investors in connection with the redemption of mutual fund securities that are not based on the sales charge option, such as fees for short-term trading and large redemption orders.”.

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

L'AMF publie dans cette section la liste des décisions imposant une sanction administrative pécuniaire à l'encontre des émetteurs, des initiés et des preneurs fermes. Les décisions de révision de ces sanctions administratives pécuniaires sont publiées à la section 6.4.4, distinctement des sections 6.4.1, 6.4.2 et 6.4.3 qui contiennent les décisions initiales imposées à la suite d'un défaut de respecter (i) une disposition prévue au titre III de la Loi sur les valeurs mobilières (« LVM »), (ii) les articles 96 à 98 LVM ou encore (iii) les articles 6.1 (1) et 6.2 (2) du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (article 274.1 LVM, et articles 271.13, 271.13.1 et 271.14 du Règlement sur les valeurs mobilières (« RVM »)).

6.4.1 Émetteurs assujettis (Documents d'information périodique)

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs assujettis à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la LVM (article 274.1 LVM et articles 271.13 et 271.15 RVM).

271.13 RVM

Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information périodique, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ par émetteur au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

271.15 RVM

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'AMF.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'émetteur concerné, la date à laquelle la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire a été rendue ainsi que le montant imposé.

Émetteur	N° référence	Date de décision	Montant imposé
FNB FIDELITY TOUTES ACTIONS CANADIENNES	2026-SPI-1051848	2026-08-11	100,00 \$

6.4.2 Initiés (Déclarations)

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de sanctions administratives pécuniaires imposées aux initiés à la suite d'un défaut de respecter les articles 96 à 98 de la LVM et les articles 271.14 et 271.15 RVM.

271.14 RVM

Tout initié ou tout dirigeant ou administrateur réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

271.15 RVM

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.14 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'AMF.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'initié, dirigeant ou administrateur concerné, la date à laquelle la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire a été rendue ainsi que le montant imposé.

Nom de l'initié	Émetteur	N° référence	Date de décision	Montant imposé
STEVENS, DAVID JOHN	GRUPE DYNAMITE INC.	2026-IC-1048004	2026-08-10	100,00 \$

6.4.3 Émetteurs ou Preneurs fermes (Déclarations de placement avec dispense)

Les tableaux publiés dans cette section présentent les décisions de sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs et aux preneurs fermes à la suite d'un défaut de déposer une déclaration de placement avec dispense dans le délai prévu au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (article 274.1 LVM, articles 271.13.1 et 271.15 RVM).

271.13.1 RVM

Tout émetteur ou tout preneur ferme qui contrevient au paragraphe 2 de l'article 6.1 et au paragraphe 2 de l'article 6.2 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (chapitre V-1.1, r. 21), parce qu'il a fait défaut de déposer une déclaration de placement avec dispense, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par déclaration pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de

5 000 \$ par émetteur ou preneur ferme, selon le cas, au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

271.15 RVM

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13.1 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'AMF.

Les tableaux produits ci-dessous indiquent le nom de l'émetteur ou du preneur ferme concerné, la date à laquelle la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire a été rendue ainsi que le montant imposé.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Émetteur ou preneur ferme	N° référence	Date de décision	Montant imposé
EQUITON RESIDENTIAL GROWTH FUND I TRUST	2026-IC-1050942	2026-08-07	100,00 \$
LIFE INSURANCE LIQUIDITY OPTIONS LP	2026-IC-1051134	2026-08-07	300,00 \$
OURCROWD (INVESTMENT IN DAF VIII) L.P.	2026-IC-1051161	2026-08-07	100,00 \$

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Aucune information.

6.4.4 Décisions de révision

Les tableaux ci-dessous présentent les informations relatives aux décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires.

Il s'agit plus particulièrement des cas où l'AMF, dans le cadre d'un processus de révision, a décidé de maintenir, de réduire ou encore d'annuler le montant de la sanction administrative pécuniaire précédemment imposée.

6.4.4.1 Émetteurs assujettis (Documents d'information périodique)

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les émetteurs assujettis.

Aucune information.

6.4.4.2 Initiés (Déclarations)

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les initiés.

Aucune information.

6.4.4.3 Émetteurs ou Preneurs fermes (Déclarations de placement avec dispense)

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les déclarations de placement avec dispense des émetteurs ou preneurs fermes.

Aucune information.

6.5 INTERDICTIONS

6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

Aucune information.

6.5.2 Révocations d'interdiction

Glen Eagle Resources Inc. (l'« émetteur »)
Révocations d'interdiction

Le 13 août 2026

Glen Eagle Resources Inc. (l'« émetteur »)

LEVÉE D'INTERDICTION D'OPÉRATIONS

En vertu de la législation en valeurs mobilières
 du Québec (la « législation »)

Contexte

1. L'émetteur fait l'objet d'une interdiction d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt (l'« interdiction d'opérations ») prononcée par l'Autorité des marchés financiers (l'« autorité principale ») le 6 mai 2024.
2. L'émetteur a déposé tous les documents d'information continue périodique prévus par la législation.
3. L'émetteur a déposé une demande auprès de l'autorité principale en vue d'obtenir la levée de l'interdiction d'opérations.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V-1.1, r. 3, dans le *Règlement 14-501Q sur les définitions*, RLRQ, c. V-1.1, r. 4 ou dans l'Instruction générale 11-207 *relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires* ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

Déclarations

4. La présente décision est fondée sur les déclarations de faits soumises par l'émetteur dans le cadre de sa demande de levée.

Décision

5. L'autorité principale estime que la décision de lever l'interdiction d'opérations respecte les critères prévus par la législation qui lui permet de la rendre.

6. La décision de l'autorité principale en vertu de la législation est de lever l'interdiction d'opérations.

Martine Barry
Directrice de la surveillance des sociétés

Décision n° : 2026-IC-1052574

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'AMF ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'AMF en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
APOTEX HEALTH CORP.	2026-08-12	Ontario
AVANTIS CIBC ALL-EQUITY ASSET ALLOCATION ETF FUND	2026-08-14	Ontario
AVANTIS CIBC INTERNATIONAL EQUITY ETF FUND		
CIBC ALL-EQUITY GROWTH ETF PORTFOLIO	2026-08-14	Ontario
MAPLE LEAF CRITICAL MINERALS 2026-II ENHANCED FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP - NATIONAL CLASS	2026-08-14	Colombie-Britannique
MAPLE LEAF CRITICAL MINERALS 2026-II ENHANCED FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP - QUEBEC CLASS	2026-08-14	Colombie-Britannique
PREMIUM GLOBAL INCOME SPLIT FUND	2026-08-17	Ontario
PREMIUM GLOBAL INCOME SPLIT FUND	2026-08-17	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
PROBITY MINING 2026-II SHORT DURATION FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP - BRITISH COLUMBIA CLASS	2026-08-13	Colombie-Britannique
PROBITY MINING 2026-II SHORT DURATION FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP - NATIONAL CLASS	2026-08-13	Colombie-Britannique
PROBITY MINING 2026-II SHORT DURATION FLOW-THROUGH LIMITED PARTNERSHIP - QUEBEC CLASS	2026-08-13	Colombie-Britannique
REVIVAL GOLD INC.	2026-08-18	Ontario

¹ Si l'AMF agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR+ à l'adresse : www.sedarplus.ca.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'AMF ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'AMF en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport*. Il contient également la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus préalable de base de l'émetteur établi bien connu pour lequel le visa est réputé octroyé par l'AMF en vertu du paragraphe 1 de l'article 9B.5 du *Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable*:

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
APOTEX HEALTH CORP.	2026-08-18		Ontario
CIBC ALTERNATIVE CREDIT STRATEGY	2026-08-14		Ontario
FONDS À RENDEMENT FLEXIBLE RENAISSANCE			

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
FONDS ACCENT MONDIAL RENAISSANCE			
FONDS CHINE PLUS RENAISSANCE			
FONDS COMMUN DE BASE DE TITRES À REVENU FIXE CIBC			
FONDS COMMUN DE BASE PLUS DE TITRES À REVENU FIXE CIBC			
FONDS COMMUN PRUDENT DE TITRES À REVENU FIXE CIBC			
FONDS D'INNOVATION MONDIALE RENAISSANCE (AUPARAVANT LE FONDS DE SCIENCES ET DE TECHNOLOGIES MONDIAL RENAISSANCE)			
FONDS D'OBLIGATIONS DE PREMIÈRE QUALITÉ 2028 CIBC			
FONDS D'OBLIGATIONS DE PREMIÈRE QUALITÉ 2029 CIBC			
FONDS D'OBLIGATIONS DE PREMIÈRE QUALITÉ 2030 CIBC			
FONDS D'ACTIONS AMÉRICAINES DE CROISSANCE NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE			
FONDS D'ACTIONS AMÉRICAINES DE CROISSANCE RENAISSANCE			
FONDS D'ACTIONS AMÉRICAINES DE VALEUR RENAISSANCE			
FONDS D'ACTIONS AMÉRICAINES RENAISSANCE			
FONDS D'ACTIONS			

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
CANADIENNES TOUTES CAPITALISATIONS RENAISSANCE			
FONDS D'ACTIONS INTERNATIONALES NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE			
FONDS D'ACTIONS INTERNATIONALES RENAISSANCE			
FONDS DE CRÉANCES MONDIALES CIBC			
FONDS DE CROISSANCE CANADIEN RENAISSANCE			
FONDS DE CROISSANCE MONDIAL NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE			
FONDS DE CROISSANCE MONDIAL RENAISSANCE			
FONDS DE DIVIDENDES CANADIEN RENAISSANCE			
FONDS DE DIVIDENDES INTERNATIONAL RENAISSANCE			
FONDS DE MARCHÉS ÉMERGENTS RENAISSANCE			
FONDS DE PETITES CAPITALISATIONS CANADIEN RENAISSANCE			
FONDS DE PETITES CAPITALISATIONS MONDIAL RENAISSANCE			
FONDS DE REVENU À COURT TERME RENAISSANCE			
FONDS DE REVENU À TAUX VARIABLE RENAISSANCE			
FONDS DE REVENU AVANTAGE			

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
CIBC			
FONDS DE REVENU AVANTAGE EN DOLLARS AMÉRICAINS CIBC			
FONDS DE REVENU D'ACTIONS AMÉRICAINES RENAISSANCE			
FONDS DE REVENU DIVERSIFIÉ EN DOLLARS AMÉRICAINS RENAISSANCE			
FONDS DE REVENU DIVERSIFIÉ RENAISSANCE			
FONDS DE REVENU ÉLEVÉ RENAISSANCE			
FONDS DE REVENU MENSUEL CANADIEN RENAISSANCE			
FONDS DE SCIENCES DE LA SANTÉ MONDIAL RENAISSANCE			
FONDS DE TITRES À REVENU FIXE DIVERSIFIÉ CIBC			
FONDS DE VALEUR DE BASE CANADIEN RENAISSANCE			
FONDS DES MARCHÉS MONDIAUX RENAISSANCE			
FONDS D'INFRASTRUCTURE MONDIAL NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE			
FONDS D'INFRASTRUCTURE MONDIAL RENAISSANCE			
FONDS D'OBLIGATIONS À HAUT RENDEMENT RENAISSANCE			
FONDS D'OBLIGATIONS AMÉRICAINES DE PREMIÈRE QUALITÉ 2026 CIBC			

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
FONDS D'OBLIGATIONS AMÉRICAINES DE PREMIÈRE QUALITÉ 2027 CIBC			
FONDS D'OBLIGATIONS CANADIENNES RENAISSANCE			
FONDS D'OBLIGATIONS DE PREMIER ORDRE 2026 CIBC			
FONDS D'OBLIGATIONS DE PREMIER ORDRE 2027 CIBC			
FONDS D'OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS EN DOLLARS AMÉRICAINS RENAISSANCE			
FONDS D'OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS RENAISSANCE			
FONDS D'OBLIGATIONS DES MARCHÉS ÉMERGENTS EN MONNAIE LOCALE CIBC			
FONDS D'OBLIGATIONS MONDIALES RENAISSANCE			
FONDS DU MARCHÉ MONÉTAIRE AMÉRICAIN RENAISSANCE			
FONDS DU MARCHÉ MONÉTAIRE RENAISSANCE			
FONDS ÉQUILIBRÉ CANADIEN RENAISSANCE			
FONDS ÉQUILIBRÉ DE CROISSANCE MONDIAL CIBC			
FONDS IMMOBILIER MONDIAL NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE			
FONDS IMMOBILIER MONDIAL RENAISSANCE			
MANDAT PRIVÉ D'ACTIONS AMÉRICAINES NEUTRE EN DEVISES CIBC (AUPARAVANT			

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
LE MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS AMÉRICAINES NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE)			
MANDAT PRIVÉ D'ACTIFS RÉELS CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ D'ACTIFS RÉELS RENAISSANCE)			
MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS AMÉRICAINES CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS AMÉRICAINES RENAISSANCE)			
MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS CANADIENNES CIBC (AUPARAVANT MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS CANADIENNES RENAISSANCE)			
MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS DES MARCHÉS ÉMERGENTS CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS DES MARCHÉS ÉMERGENTS RENAISSANCE)			
MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS INTERNATIONALES CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS INTERNATIONALES RENAISSANCE)			
MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS MONDIALES CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ D' ACTIONS MONDIALES RENAISSANCE)			
MANDAT PRIVÉ DE REVENU D' ACTIONS CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ DE REVENU D' ACTIONS RENAISSANCE)			
MANDAT PRIVÉ DE REVENU FIXE CANADIEN CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT			

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
PRIVÉ DE REVENU FIXE CANADIEN RENAISSANCE)			
MANDAT PRIVÉ DE REVENU FIXE MULTISECTORIEL CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ DE REVENU FIXE MULTISECTORIEL RENAISSANCE)			
MANDAT PRIVÉ D'OBLIGATIONS MONDIALES CIBC (AUPARAVANT LE MANDAT PRIVÉ D'OBLIGATIONS MONDIALES RENAISSANCE)			
PORTEFEUILLE 100 ACTIONS AXIOM			
PORTEFEUILLE CANADIEN DE CROISSANCE AXIOM			
PORTEFEUILLE D'ÉPARGNE-ÉTUDES CIBLE 2030 CIBC			
PORTEFEUILLE D'ÉPARGNE-ÉTUDES CIBLE 2035 CIBC			
PORTEFEUILLE D'ÉPARGNE-ÉTUDES CIBLE 2040 CIBC			
PORTEFEUILLE D'ÉPARGNE-ÉTUDES CIBLE 2045 CIBC			
PORTEFEUILLE DE CROISSANCE À LONG TERME AXIOM			
PORTEFEUILLE DE TITRES ÉTRANGERS DE CROISSANCE AXIOM			
PORTEFEUILLE DIVERSIFIÉ DE REVENU MENSUEL AXIOM			
PORTEFEUILLE ÉQUILIBRÉ DE CROISSANCE AXIOM			
PORTEFEUILLE ÉQUILIBRÉ DE			

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
REVENU AXIOM			
PORTEFEUILLE MONDIAL DE CROISSANCE AXIOM			
PORTEFEUILLE NOUVEAUX DIPLÔMÉS CIBC			
PORTEFEUILLE OPTIMAL D' ACTIONS MONDIALES RENAISSANCE			
PORTEFEUILLE OPTIMAL DE CROISSANCE ET DE REVENU RENAISSANCE			
PORTEFEUILLE OPTIMAL DE REVENU PRUDENT RENAISSANCE			
PORTEFEUILLE OPTIMAL DE REVENU RENAISSANCE			
STRATÉGIE DE RENDEMENT ABSOLU D'ACTIFS MULTIPLES CIBC			
COUNSEL CANADIAN VALUE	2026-08-18		Ontario
COUNSEL GLOBAL DIVIDEND			
COUNSEL GLOBAL LISTED PRIVATE EQUITY POOL			
COUNSEL HIGH YIELD FIXED INCOME			
COUNSEL INTERNATIONAL GROWTH			
COUNSEL MONEY MARKET			
COUNSEL SHORT TERM BOND			
COUNSEL U.S. GROWTH			
COUNSEL U.S. GROWTH EQUITY			

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
CROISSANCE CANADIENNE COUNSEL			
DIVIDENDE CANADIEN COUNSEL			
FONDS D'ÉPARGNE À INTÉRÊT ÉLEVÉ COUNSEL			
IMMOBILIER MONDIAL COUNSEL			
MANDAT DE CROISSANCE ÉQUILIBRÉ VISIO COUNSEL (AUPARAVANT, MANDAT CROISSANCE ÉQUILIBRÉE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC)			
MANDAT DE CROISSANCE VISIO COUNSEL (AUPARAVANT, MANDAT CROISSANCE VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC)			
MANDAT DE REVENU ÉQUILIBRÉ VISIO COUNSEL (ANCIENNEMENT, MANDAT REVENU ÉQUILIBRÉ VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC)			
MANDAT DE REVENUE VISIO COUNSEL (ANCIENNEMENT, MANDAT REVENU VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC)			
MANDAT ÉQUILIBRÉ VISIO COUNSEL (ANCIENNEMENT, MANDAT ÉQUILIBRÉ VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC)			
MANDAT MONDIAL ÉQUILIBRÉ AVANTAGES VISIO COUNSEL (AUPARAVANT, MANDAT MONDIAL ÉQUILIBRÉ AVANTAGES VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC)			
MANDAT MONDIAL ÉQUILIBRÉ DÉCOUVERTES VISIO COUNSEL (ANCIENNEMENT,			

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
MANDAT MONDIAL ÉQUILIBRÉ DÉCOUVERTES VISIO PATRIMOINE PRIVÉ IPC			
PETITES CAPITALISATIONS MONDIALES COUNSEL			
PORTEFEUILLE CONSERVATEUR COUNSEL			
PORTEFEUILLE CROISSANCE COUNSEL			
PORTEFEUILLE ÉQUILIBRÉ COUNSEL			
PORTEFEUILLE FNB DE CROISSANCE COUNSEL (ANCIENNEMENT, PORTEFEUIL LE DES ESSENTIELS CROISSANCE COUNSEL			
PORTEFEUILLE FNB DE REVENU COUNSEL (ANCIENNEMENT, PORTEFEUILLE REVENU CONSERVATEUR COUNSEL)			
PORTEFEUILLE FNB ÉQUILIBRÉ COUNSEL (ANCIENNEMENT, PORTEFEUILLE DES ESSENTIELS ÉQUILIBRÉ COUNSEL)			
PORTEFEUILLE FNB PRUDENT COUNSEL (ANCIENNEMENT, PORTEFEUILLE DES ESSENTIELS REVENU COUNSEL)			
PORTEFEUILLE FOCUS ACTIONS COUNSEL			
PORTEFEUILLE FOCUS CONSERVATEUR COUNSEL			
PORTEFEUILLE FOCUS CROISSANCE COUNSEL			

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
PORTEFEUILLE FOCUS ÉQUILIBRÉ COUNSEL PORTEFEUILLE MONDIAL REVENU ET CROISSANCE COUNSEL PORTEFEUILLE REVENU MENSUEL COUNSEL PORTEFEUILLE TOUTES ACTIONS COUNSEL REVENU FIXE COUNSEL			
DRI HEALTHCARE TRUST		2026-08-14	Ontario
ENBRIDGE GAS INC.		2026-08-17	Ontario
FNB INDICIEL MONDIAL DE LA DÉFENSE ET DE L'AÉROSPATIALE EVOLVE	2026-08-13		Ontario
HYDRO ONE LIMITED		2026-08-14	Ontario
IG STRATEGIC WEALTH - EUROPEAN EQUITY POOL IG STRATEGIC WEALTH - GLOBAL CORE FIXED INCOME POOL IG STRATEGIC WEALTH - GLOBAL MANAGED BETA POOL IG STRATEGIC WEALTH - GLOBAL SMALL CAP EQUITY POOL	2026-08-13		Manitoba
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DEFINITY		2026-08-11	Ontario

¹ (EEBC) : Émetteur établi bien connu.

² Si l'AMF agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR+ à l'adresse : www.sedarplus.ca.

6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'AMF ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'AMF en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport*. Il contient également la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus préalable de base de l'émetteur établi bien connu pour laquelle le visa de modification du prospectus est réputé octroyé par l'AMF en vertu du paragraphe 2 de l'article 9B.5 du *Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
FONDS ALTERNATIF D'OCCASIONS MANUVIE FONDS À REVENU STRATÉGIQUE PLUS MANUVIE	2026-08-12		Ontario
PORTEFEUILLE ÉLÉMENTS ÉQUILIBRÉ AGF PORTEFEUILLE ÉLÉMENTS CONSERVATEUR AGF PORTEFEUILLE ÉLÉMENTS MONDIAL AGF PORTEFEUILLE ÉLÉMENTS CROISSANCE AGF CATÉGORIE PORTEFEUILLE ÉLÉMENTS ÉQUILIBRÉ AGF CATÉGORIE PORTEFEUILLE ÉLÉMENTS CONSERVATEUR AGF CATÉGORIE PORTEFEUILLE ÉLÉMENTS MONDIAL AGF CATÉGORIE PORTEFEUILLE ÉLÉMENTS CROISSANCE AGF	2026-08-17		Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
FNB ACTIF TACTIQUE D'OBLIGATIONS DYNAMIQUE	2026-08-12		Ontario
FNB ACTIF D'OBLIGATIONS CANADIENNES DYNAMIQUE			
FNB ACTIF D'OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS AMÉRICAINES DE QUALITÉ DYNAMIQUE			
FNB ACTIF D'OBLIGATIONS CROISÉES DYNAMIQUE			
FNB ACTIF INTERNATIONAL DYNAMIQUE			
FNB ACTIF DE SERVICES FINANCIERS MONDIAUX DYNAMIQUE			
FNB ACTIF DE SOCIÉTÉS AMÉRICAINES MOYENNES DYNAMIQUE			
FNB ACTIF MARCHÉS ÉMERGENTS DYNAMIQUE			
FNB GLOBAL X INDICE D'INFRASTRUCTURES D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE	2026-08-17		Ontario
FNB GLOBAL X RÉPARTITION ÉQUILIBRÉE DE L'ACTIF			
FNB GLOBAL X RÉPARTITION DE L'ACTIF TOUTES ACTIONS À RENDEMENT AMÉLIORÉ			
FNB GLOBAL X INDICE DE BANQUES CANADIENNES À PONDÉRATION ÉGALE			
FNB GLOBAL X INDICE D'ASSURANCES CANADIENNES À PONDÉRATION ÉGALE			
FNB GLOBAL X CROISSANCE RÉPARTITION DE L'ACTIF			
FNB GLOBAL X INDICE TOP 10 D' ACTIONS DE VALEUR SÛRE EN INNOVATION			
FNB GLOBAL X OPTIONS D'ACHAT COUVERTES MSCI			

Nom de l'émetteur	Date du visa	Date du visa réputé octroyé (EEBC) ¹	Autorité principale ²
EAFE FNB GLOBAL X OPTIONS D'ACHAT couvertes Russell 2000 (« RSCC »)			
FNB HARVEST D' ACTIONS À REVENU ÉLEVÉ AMAZON FNB HARVEST D' ACTIONS À REVENU ÉLEVÉ MICROSOFT FNB HARVEST D' ACTIONS À REVENU ÉLEVÉ NVIDIA	2026-08-12		Ontario
FONDS INTERNATIONAL MACKENZIE IVY	2026-08-18		Ontario

¹ (EEBC) : Émetteur établi bien connu.

² Si l'AMF agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR+ à l'adresse : www.sedarplus.ca.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'AMF un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'AMF ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières. Il contient également la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'AMF un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable de base de l'émetteur établi bien connu pour lequel un visa est réputé avoir été octroyé par l'AMF :

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
ALTUS MINERALS CORPORATION	2026-07-16	2026-06-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-10	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-14	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-14	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-14	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-15	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-20	2024-09-19
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-14	2025-05-29

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-14	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-14	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-14	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-15	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-16	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-16	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-16	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-16	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-16	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-16	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-16	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-16	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-16	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-16	2025-05-29

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-16	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-17	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-20	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-20	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-20	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-20	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-20	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-20	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-20	2025-05-29
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-14	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-14	2026-06-26

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-14	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-14	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-14	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-14	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-14	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-14	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-14	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-14	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-15	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-15	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-15	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-15	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-15	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-15	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-15	2026-06-26

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-15	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-15	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-15	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-16	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-16	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-16	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-16	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-16	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-16	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-16	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-16	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-16	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-17	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-17	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-17	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-17	2026-06-26

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-17	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-17	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-17	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-17	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-20	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-20	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-20	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-20	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-20	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-20	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-20	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-20	2026-06-26
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-10	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-13	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-13	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-13	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-13	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-13	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-13	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-13	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-13	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-13	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-14	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-14	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-15	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-16	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-16	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-16	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-16	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-16	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-16	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-17	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-17	2026-03-25
BROMPTON SPLIT BANC CORP.	2026-07-15	2025-05-22
FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC	2026-07-16	2025-03-31
FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC	2026-07-16	2025-03-31
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-14	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-14	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-14	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-14	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-14	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-15	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-16	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-16	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-17	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-17	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-20	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-20	2024-09-03
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-20	2026-03-12
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-14	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-14	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-14	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-14	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-14	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-14	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-14	2024-09-09

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-14	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-14	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-15	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-15	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-15	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-15	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-15	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-16	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-16	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-16	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-16	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-16	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-16	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-16	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-16	2024-09-09

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-17	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-17	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-17	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-17	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-17	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-17	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-20	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-20	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-20	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-20	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-20	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-20	2024-09-09
SCORPIO GOLD CORPORATION	2026-07-17	2026-07-06
Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
ABRASILVER RESOURCE CORP.	2026-07-24	2025-12-16
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-17	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-21	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-21	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-21	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-22	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-23	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-24	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-07-27	2024-09-19
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-21	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-21	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-22	2025-05-29

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-23	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-23	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-23	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-23	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-23	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-23	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-23	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-23	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-23	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-24	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-27	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-27	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-27	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-27	2025-05-29
BANQUE DE MONTRÉAL	2026-07-27	2025-05-29
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-21	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-21	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-21	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-21	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-21	2026-06-26

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-21	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-21	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-22	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-23	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-23	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-23	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-23	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-23	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-23	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-23	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-23	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-23	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-23	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-24	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-24	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-24	2026-06-26

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-24	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-24	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-24	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-24	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-24	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-24	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-24	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-27	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-27	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-27	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-27	2026-06-26
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2026-07-27	2026-06-26
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-17	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-20	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-21	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-21	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-21	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-21	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-21	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-22	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-22	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-22	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-22	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-22	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-22	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-22	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-22	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-22	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-22	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-22	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-22	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-23	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-23	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-23	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-23	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-23	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-23	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-23	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-24	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-24	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-24	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-24	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-24	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-24	2026-03-25

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-27	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-27	2026-03-25
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-07-27	2026-03-25
CARS AND PARS PROGRAMME	2026-07-20	2025-10-23
FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC	2026-07-23	2025-03-31
FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC	2026-07-23	2025-03-31
GREEN BRIDGE METALS CORPORATION	2026-07-24	2026-06-22
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-21	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-21	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-21	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-21	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-21	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-21	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-21	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-21	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-21	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-21	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-21	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-21	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-21	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-22	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-22	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-22	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-22	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-22	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-22	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-22	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-22	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-22	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-22	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-22	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-22	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-22	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-23	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-23	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-23	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-23	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-23	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-23	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-23	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-23	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-23	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-23	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-23	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-23	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-23	2026-03-12

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-23	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-24	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-27	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-27	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-27	2026-03-12
LA BANQUE DE NOUVELLE - ECOSSE	2026-07-28	2026-03-12
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-21	2024-09-09

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-21	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-21	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-21	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-22	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-22	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-22	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-22	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-23	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-23	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-24	2024-09-09

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable, du prospectus préalable de base de l'(EEBC) ¹ ou du prospectus simplifié
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-24	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-27	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-27	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-27	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-27	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-27	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-27	2024-09-09
LA BANQUE TORONTO-DOMINION	2026-07-27	2024-09-09

¹ (EEBC) : Émetteur établi bien connu.

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR+ à l'adresse : www.sedarplus.ca.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Aucune information.

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'AMF, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'AMF publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (« Règlement 45-106 ») et au *Règlement 45-513 sur la dispense de prospectus pour placement de titres auprès de porteurs existants* (« Règlement 45-513 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513, selon le cas, avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les émetteurs concernés. L'AMF ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

Depuis le 1^{er} octobre 2015, l'information sur les placements avec dispense est présentée sous un nouveau format.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
ANTRIM BALANCED MORTGAGE FUND LTD.	2026-08-06 au 2026-08-13	6 055 284 \$
AON GLOBAL PRIVATE INFRASTRUCTURE FUND	2026-08-06	120 000 \$
APNIMED, INC.	2026-08-03	5 600 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE	2026-08-11	3 000 000 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-08-12	2 925 300 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-08-07	2 934 000 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-08-12	2 949 000 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-08-10	2 929 214 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-08-07	2 650 000 \$
BANQUE ROYALE DU CANADA	2026-08-06	2 943 780 \$
BRAVEHEART BIO, INC.	2026-08-07	131 635 \$
BROOKFIELD PRIVATE EQUITY FUND (CANADA)	2026-08-04	21 053 745 \$
BROOKFIELD REAL ESTATE INCOME CORP.	2026-08-04	743 000 \$
CANTEX MINE DEVELOPMENT CORP.	2026-08-12	1 929 900 \$
CD&R FUND XIII, L.P.	2026-07-31	1 300 137 575 \$
CENTURION APARTMENT REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2026-08-04	1 348 732 \$
CINVEN SAPIENCIA LIMITED PARTNERSHIP	2026-08-05	3 776 349 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
CMLS MORTGAGE FUND	2026-08-04	5 236 742 \$
DEMAFI TECHNOLOGIES CORP.	2026-08-14	200 000 \$
DIF VALUE-ADD IV COÖPERATIEF U.A.	2026-08-05	162 000 000 \$
DIF VALUE-ADD IV SCSP	2026-08-05	162 000 000 \$
ERP OPERATING LIMITED PARTNERSHIP	2026-08-06	1 399 497 \$
FAIRCHILD GOLD CORP.	2026-07-29	2 241 500 \$
FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER MARGAUX	2026-08-11	200 000 \$
FINNING INTERNATIONAL INC.	2026-08-12	300 000 000 \$
FONDS DES MARCHÉS PRIVÉS MONDIAUX D'ADAMS STREET CI	2026-06-30	5 552 312 \$
FONDS MINI-ENTREPÔTS BROCCOLINI S.E.C.	2025-06-30	22 775 000 \$
FONDS MINI-ENTREPÔTS BROCCOLINI S.E.C.	2024-11-26	20 215 000 \$
FORUM REAL ESTATE INCOME AND IMPACT FUND	2026-07-31	3 705 082 \$
FUELPOSITIVE CORPORATION	2026-08-05	2 183 146 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
GREYBROOK U.S. MULTIFAMILY INCOME & GROWTH FUND	2026-08-04	2 194 589 \$
INTERNATIONAL FRONTIER RESOURCES CORPORATION	2026-07-08	2 836 000 \$
KAIROS GOLD INC.	2026-07-16	9 824 341 \$
LODE GOLD RESOURCES INC.	2026-07-28 au 2026-07-31	9 715 229 \$
MANIPAL HEALTH ENTERPRISES LIMITED	2026-08-03	18 345 944 \$
MDA SPACE LTD.	2026-08-05	600 000 000 \$
MED PLATFORM III FEEDER (EUR) SCSP	2026-08-03	129 160 000 \$
NATIONAL GRID ELECTRICITY TRANSMISSION PLC	2026-08-12	1 250 000 000 \$
NORTH VALLEY RESOURCES LTD.	2026-08-06	1 981 084 \$
NURAN WIRELESS INC.	2026-08-14	7 600 000 \$
OAKTREE STRATEGIC CREDIT TRUST (CANADIAN FEEDER)	2026-08-04	29 600 583 \$
ORACLE CORPORATION	2022-11-09	201 844 128 \$
OURCROWD (INVESTMENT IN PC9) L.P.	2026-08-07	149 215 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
PACCAR FINANCIAL CORP.	2026-08-10	1 045 \$
PEER CAPITAL CORPORATION	2026-08-04 au 2026-08-14	565 880 \$
PERMIRA VIII - 1 SCSP	2022-06-03	242 802 000 \$
PLACEMENTS APPALACHE LIMITÉE	2026-08-06	64 \$
PLATFORM ADVISOR, LLC	2026-08-06	6 998 \$
PLATFORM ADVISOR, LLC	2026-08-05	6 998 \$
PLATFORM ADVISOR, LLC	2026-08-13	6 940 \$
PLATFORM ADVISOR, LLC	2026-08-07	359 458 \$
PLATFORM ADVISOR, LLC	2026-08-13	6 969 \$
REFORMATION INC.	2026-07-31	231 478 \$
RHM ENCORE FUND	2026-01-31	51 535 600 \$
SATURN OIL & GAS INC.	2026-07-30	990 805 000 \$
SHH CIP RESORT MONOPOLI LIMITED PARTNERSHIP	2026-07-30	3 599 851 \$
SKYLINE INDUSTRIAL REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2026-08-07 au 2026-08-12	2 535 340 \$
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AXIUM INFRASTRUCTURE CANADA II	2026-08-04	50 000 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AXIUM INFRASTRUCTURE NA	2026-08-04	14 300 000 \$
THE WALT DISNEY COMPANY	2026-02-12	67 716 574 \$
TOWER RESOURCES LTD.	2026-07-17	640 200 \$
VEGAIN NUTRITION INC.	2026-07-30	19 747 \$
WASTE CONNECTIONS, INC. (FORMERLY PROGRESSIVE WASTE SOLUTIONS LTD.)	2026-08-04	577 837 080 \$
YORKVILLE HEALTH CARE FUND	2026-08-05	7 871 265 \$

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
FONDS ACCRÉDITIVE MEI II	2026-07-22 au 2026-07-22	1 048 260 \$

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'AMF.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Société financière Definity (l'« émetteur »)
Demande de dispense

Vu la demande présentée par l'émetteur auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») le 28 juillet 2026 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2.2(2) et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu la Loi, le *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V-1.1, r. 3, le *Règlement 41-101*, le *Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable*, RLRQ, c. V-1.1, r. 17 et les termes définis suivants :

« dispense permanente » : la dispense de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française du prospectus et des suppléments établissant les placements au cours du marché;

« prospectus » : le prospectus préalable de base que l'émetteur prévoit déposer auprès de l'AMF le ou vers le 3 août 2026, ainsi que toute version modifiée de celui-ci;

« suppléments établissant les placements au cours du marché » : les suppléments de prospectus préalable relatifs au prospectus qui établiront les placements au cours du marché;

Vu l'acte d'autorisation de signature de certains actes, documents ou écrits pris en vertu de l'article 24.1 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1 et les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de cette même loi;

Vu la demande visant à obtenir la dispense permanente;

Vu les considérations suivantes :

1. L'émetteur est un émetteur assujéti dans tous les territoires du Canada;
2. L'émetteur compte effectuer un placement au cours du marché;
3. Dans le cadre d'un placement au cours du marché, l'émetteur peut placer ses titres auprès de souscripteurs québécois;
4. Un émetteur qui entend procéder au placement de ses titres au Québec est tenu d'établir un prospectus;
5. Dans le cadre d'un placement au cours du marché, les souscripteurs acquièrent leurs titres directement sur le marché et l'émetteur est dispensé de leur remettre le prospectus;
6. La version anglaise du prospectus et des suppléments établissant les placements au cours du marché sera déposée auprès de l'AMF;

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'AMF accorde la dispense permanente à la condition que le prospectus et tout supplément relatif au prospectus autre que les suppléments établissant les placements au cours du marché soient établis en français et déposés auprès de l'AMF avant que l'émetteur place des titres auprès de souscripteurs québécois dans le cadre d'un placement autre qu'au cours du marché.

Fait le 31 juillet 2026.

Martine Barry
Directrice de la surveillance des sociétés

Décision n° : 2026-FS-1049621

Brookfield Infrastructure L.P. (l'« émetteur »)
Demande de dispense

Vu la demande présentée par l'émetteur auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») le 31 juillet 2026 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2.2(2) et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, RLRQ, c. V-1.1, r. 24 (le « Règlement 51-102 »);

Vu la Loi, le *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V-1.1, r. 3, le *Règlement 41-101*, le *Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable*, RLRQ, c. V-1.1, r. 17 et les termes définis suivants :

« annexes » : les annexes au rapport annuel sur formulaire américain 20-F de BIP pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 ainsi que toute version modifiée de celles-ci, lesquelles seront intégrées par renvoi dans le prospectus, ainsi que les annexes à tout autre document américain de BIP préparé conformément à la Loi de 1934, lorsqu'elles seront intégrées par renvoi dans le prospectus;

« BIP » : Brookfield Infrastructure Partners L.P.;

« dispense permanente » : la dispense de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française des annexes;

« prospectus » : le prospectus préalable de base que l'émetteur prévoit déposer auprès de l'AMF le ou vers le 7 août 2026, ainsi que toute version modifiée de celui-ci;

Vu l'acte d'autorisation de signature de certains actes, documents ou écrits pris en vertu de l'article 24.1 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1 et les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de cette même loi;

Vu la demande visant à obtenir la dispense permanente;

Vu les considérations suivantes :

1. L'émetteur n'est pas un émetteur assujetti dans un territoire du Canada;
2. BIP est un émetteur assujetti dans tous les territoires du Canada;
3. BIP est assujetti à la Loi de 1934 et se conforme à celle-ci;
4. BIP est dispensé de certaines obligations d'information continue prévues au Règlement 51-102 pourvu qu'il dépose auprès de l'AMF tous les documents qu'il doit déposer aux termes de la Loi de 1934;

5. L'émetteur est dispensé de certaines obligations d'information continue prévues au Règlement 51-102 pourvu qu'il dépose auprès de l'AMF les documents de BIP;
6. Le dépôt par l'émetteur des documents de BIP sous la forme exigée en vertu de la Loi de 1934 a pour conséquence d'intégrer les annexes par renvoi dans le prospectus;
7. En vertu de la législation en valeurs mobilières du Québec, les documents contenus aux annexes n'auraient pas eu à être intégrés par renvoi dans le prospectus, n'eût été l'intégration par renvoi dans le prospectus des documents sous la forme exigée en vertu de la Loi de 1934;
8. Tout document intégré par renvoi dans un prospectus fait partie intégrante de celui-ci;
9. Du fait de leur intégration par renvoi dans le prospectus, les annexes doivent être établies en français ou en français et en anglais;
10. Tous les documents pour lesquels une version française est exigée par la législation en valeurs mobilières du Québec seront traduits;

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'AMF accorde la dispense permanente.

Fait le 6 août 2026.

Olivier Girardeau
Directeur principal du financement des sociétés

Décision n° : 2026-FS-1051414

Revival Gold Inc. (l'« émetteur »)
Demande de dispense

Vu la demande présentée par l'émetteur auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») le 10 août 2026 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2.2(2) et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu la Loi, le *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V-1.1, r. 3, le *Règlement 41-101*, le *Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable*, RLRQ, c. V-1.1, r. 17 et les termes définis suivants :

« dispense permanente » : la dispense de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française du prospectus et des suppléments établissant les placements au cours du marché;

« prospectus » : le prospectus préalable de base que l'émetteur prévoit déposer auprès de l'AMF le ou vers le 12 août 2026, ainsi que toute version modifiée de celui-ci;

« suppléments établissant les placements au cours du marché » : les suppléments de prospectus préalable relatifs au prospectus qui établiront les placements au cours du marché;

Vu l'acte d'autorisation de signature de certains actes, documents ou écrits pris en vertu de l'article 24.1 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1 et les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de cette même loi;

Vu la demande visant à obtenir la dispense permanente;

Vu les considérations suivantes :

1. L'émetteur est un émetteur assujéti dans tous les territoires du Canada sauf le Québec;
2. L'émetteur compte effectuer un placement au cours du marché;
3. Dans le cadre d'un placement au cours du marché, l'émetteur peut placer ses titres auprès de souscripteurs québécois;
4. Un émetteur qui entend procéder au placement de ses titres au Québec est tenu d'établir un prospectus;
5. Dans le cadre d'un placement au cours du marché, les souscripteurs acquièrent leurs titres directement sur le marché et l'émetteur est dispensé de leur remettre le prospectus;
6. La version anglaise du prospectus et des suppléments établissant les placements au cours du marché sera déposée auprès de l'AMF;

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'AMF accorde la dispense permanente à la condition que le prospectus et tout supplément relatif au prospectus autre que les suppléments établissant les placements au cours du marché soient établis en français et déposés auprès de l'AMF avant que l'émetteur place des titres auprès de souscripteurs québécois dans le cadre d'un placement autre qu'au cours du marché.

Fait le 11 août 2026.

Martine Barry
Directrice de la surveillance des sociétés

Décision n° : 2026-FS-1052230

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.7 AGRÉMENTS, AUTORISATIONS ET OPÉRATIONS SUR DÉRIVÉS DE GRÉ À GRÉ

Aucune information.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION**RAPPORTS TRIMESTRIELS**

	Date du document
49 NORTH RESOURCES INC.	2026-06-30
ABAXX TECHNOLOGIES INC.	2026-06-30
ABRASILVER RESOURCE CORP.	2026-06-30
ACCORD FINANCIAL CORP.	2026-06-30
ADCORE INC.	2026-06-30
ALPHA COGNITION INC.	2026-06-30
AMAPÁ MINERALS HOLDINGS INC.	2026-06-30
AMERICAS GOLD AND SILVER CORPORATION	2026-06-30
ANFIELD ENERGY INC	2026-06-30
APOTEX HEALTH CORP.	2026-06-30
APPILI THERAPEUTICS INC.	2026-06-30
ARBUTUS BIOPHARMA CORPORATION	2026-06-30
ASCEND WELLNESS HOLDINGS, INC.	2026-06-30
ATICO MINING CORPORATION	2026-06-30
AUTOCANADA INC.	2026-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
AUTOMOTIVE PROPERTIES REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2026-06-30
AUXLY CANNABIS GROUP INC.	2026-06-30
AYA OR & ARGENT INC.	2026-06-30
BARRANTAGH SMALL CAP CANADIAN EQUITY FUND	2026-06-30
BIOMIND LABS INC.	2026-06-30
BIRCHCLIFF ENERGY LTD.	2026-06-30
BITCOIN WELL INC.	2026-06-30
BLUE MOON METALS INC	2026-06-30
BOSTON PIZZA ROYALTIES INCOME FUND	2026-06-30
BOYD GROUP SERVICES INC.	2026-06-30
BRAGG GAMING GROUP INC. (FORMERLY BREAKING DATA CORP.)	2026-06-30
BROOKFIELD CORPORATION	2026-06-30
BROOKFIELD PROPERTY PARTNERS L.P.	2026-06-30
BROOKFIELD WEALTH SOLUTIONS LTD.	2026-06-30
BRUNSWICK EXPLORATION INC.	2026-06-30
BSR REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2026-06-30
BTQ TECHNOLOGIES CORP.	2026-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

Date du document

CADILLAC MINES CORPORATION	2026-06-30
----------------------------	------------

CAE INC.	2026-06-30
----------	------------

CALIAN GROUP LTD.	2026-06-30
-------------------	------------

CANASIA ENERGY CORP.	2026-06-30
----------------------	------------

CANLAN ICE SPORTS CORP.	2026-06-30
-------------------------	------------

CANOE EIT INCOME FUND	2026-06-30
-----------------------	------------

CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DESJARDINS	2026-06-30
---	------------

CAPSTONE INFRASTRUCTURE CORPORATION	2026-06-30
-------------------------------------	------------

CARDIOL THERAPEUTICS INC.	2026-06-30
---------------------------	------------

CCL INDUSTRIES INC.	2026-06-30
---------------------	------------

CHARLOTTE'S WEB HOLDINGS, INC.	2026-06-30
--------------------------------	------------

CHEMTRADE LOGISTICS INCOME FUND	2026-06-30
---------------------------------	------------

CI FINANCIAL CORP.	2026-06-30
--------------------	------------

CLARKE INC.	2026-06-30
-------------	------------

CLUB LESPRI CHATEAU BEAUVALLON, ULC	2026-06-30
-------------------------------------	------------

CONDOR ENERGIES INC.	2026-06-30
----------------------	------------

CORPORATION PÉTROLIÈRE PERISSON	2026-06-30
---------------------------------	------------

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
CYBIN INC.	2026-06-30
CYMBRIA CORPORATION	2026-06-30
DEEP SEA MINERALS CORP.	2026-06-30
DEFI TECHNOLOGIES INC.	2026-06-30
DENISON MINES CORP.	2026-06-30
DIGI POWER X INC.	2026-06-30
DISCOVERY MINING LTD.	2026-06-30
DIVERSIFIED ROYALTY CORP.	2026-06-30
ECN CAPITAL CORP.	2026-06-30
EDGE COPPER CORPORATION	2026-06-30
ELECTRA BATTERY MATERIALS CORPORATION	2026-06-30
ENCORE ENERGY CORP.	2026-06-30
ENTREPRISES MINIÈRES GLOBEX INC.	2026-06-30
ERDENE RESOURCE DEVELOPMENT CORPORATION	2026-06-30
EXPLORATION MIDLAND INC.	2026-06-30
FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC	2026-06-30
FENNEC PHARMACEUTICALS INC.	2026-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

Date du document

FINDEV INC. (FORMERLY, TRANSGAMING INC.)	2026-06-30
--	------------

FIRM CAPITAL MORTGAGE INVESTMENT CORPORATION	2026-06-30
--	------------

FONDS CANADIEN D'OBLIGATIONS MAWER	2026-06-30
------------------------------------	------------

FONDS D'ACTIONS AMÉRICAINES DE MOYENNES CAPITALISATIONS MAWER	2026-06-30
---	------------

FONDS D'ACTIONS AMÉRICAINES MAWER	2026-06-30
-----------------------------------	------------

FONDS D'ACTIONS CANADIENNES MAWER	2026-06-30
-----------------------------------	------------

FONDS D'ACTIONS INTERNATIONALES MAWER	2026-06-30
---------------------------------------	------------

FONDS D'ACTIONS MARCHÉS ÉMERGENTS MAWER	2026-06-30
---	------------

FONDS D'ACTIONS MONDIALES MAWER	2026-06-30
---------------------------------	------------

FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER CANADIEN NET	2026-06-30
--	------------

FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER COMINAR	2026-06-30
---------------------------------------	------------

FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER H&R	2026-06-30
-----------------------------------	------------

FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER PRO	2026-06-30
-----------------------------------	------------

FONDS D'OBLIGATIONS CANADIENNES DE QUALITÉ SUPÉRIEURE RIDGEWOOD	2026-06-30
---	------------

FONDS ÉQUILIBRÉ AVANTAGE FISCAL MAWER	2026-06-30
---------------------------------------	------------

FONDS ÉQUILIBRÉ MAWER	2026-06-30
-----------------------	------------

RAPPORTS TRIMESTRIELS

Date du document

FONDS ÉQUILIBRÉ MONDIAL MAWER 2026-06-30

FONDS INTERNATIONAL DE GRANDES CAPITALISATIONS MAWER 2026-06-30

FONDS MARCHÉ MONÉTAIRE CANADIEN MAWER 2026-06-30

FONDS MONDIAL DE PETITES CAPITALISATIONS MAWER 2026-06-30

FONDS NOUVEAU DU CANADA MAWER 2026-06-30

FOREMOST INCOME FUND 2026-06-30

FORTUNE MINERALS LIMITED 2026-06-30

FOUNTAIN ASSET CORP. 2026-06-30

FRONTERA ENERGY CORPORATION 2026-06-30

FURY GOLD MINES LIMITED 2026-06-30

G MINING VENTURES CORP. 2026-06-30

GENERATION MINING LIMITED 2026-06-30

GLASS HOUSE BRANDS INC. 2026-06-30

GLOBAL ATOMIC CORPORATION 2026-06-30

GLOBAL REAL ASSETS TRUST 2026-06-30

GLOBAL WATER RESOURCES, INC. 2026-06-30

GO RESIDENTIAL REAL ESTATE INVESTMENT TRUST 2026-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

Date du document

GOLD RESERVE LTD.

2026-06-30

GRACE THERAPEUTICS, INC.

2026-06-30

GRAPHITE ONE INC.

2026-06-30

GROUPE ALITHYA INC.

2026-06-30

GROUPE AURIFÈRE OSISKO INC.

2026-06-30

GROUPE DYNACOR INC.

2026-06-30

GUNNISON COPPER CORP.

2026-06-30

HERITAGE GLOBAL INC.

2026-06-30

HIGHLANDER SILVER CORP.

2026-06-30

HIVE DIGITAL TECHNOLOGIES LTD.

2026-06-30

HYDRO ONE INC.

2026-06-30

HYDRO ONE LIMITED

2026-06-30

IFABRIC CORP.

2026-06-30

IM CANNABIS CORP.

2026-06-30

INPLAY OIL CORP.

2026-06-30

INTERMAP TECHNOLOGIES CORPORATION

2026-06-30

INVESQUE INC.

2026-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

Date du document

JAGUAR MINING INC.	2026-06-30
--------------------	------------

KARTOON STUDIOS, INC. (FORMERLY KNOWN AS GENIUS BRANDS INTERNATIONAL, INC.)	2026-06-30
---	------------

KENSINGTON PRIVATE EQUITY FUND	2026-06-30
--------------------------------	------------

KONTROL TECHNOLOGIES CORP.	2026-06-30
----------------------------	------------

LARAMIDE RESOURCES LTD.	2026-06-30
-------------------------	------------

LARGO INC.	2026-06-30
------------	------------

LES ALIMENTS MAPLE LEAF INC.	2026-06-30
------------------------------	------------

LIBERTY GOLD CORP.	2026-06-30
--------------------	------------

LI-FT POWER LTD.	2026-06-30
------------------	------------

LIGHT AI INC., FORMERLY, MOJAVE BRANDS INC.	2026-06-30
---	------------

LITHIUM AMERICAS CORP.	2026-06-30
------------------------	------------

LUMINA METALS CORP.	2026-06-30
---------------------	------------

MADISON PACIFIC PROPERTIES INC.	2026-06-30
---------------------------------	------------

MAGELLAN AEROSPACE CORPORATION	2026-06-30
--------------------------------	------------

MARIMACA COPPER CORP.	2026-06-30
-----------------------	------------

MARITIME LAUNCH SERVICES INC.	2026-06-30
-------------------------------	------------

MATTR CORP.	2026-06-30
-------------	------------

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
MAWER GLOBAL CREDIT OPPORTUNITIES FUND	2026-06-30
MAYFAIR GOLD CORP.	2026-06-30
MEDICURE INC	2026-06-30
MEDICUS PHARMA LTD.	2026-06-30
METALLA ROYALTY AND STREAMING LTD.	2026-06-30
MICROBIX BIOSYSTEMS INC.	2026-06-30
MILESTONE PHARMACEUTIQUES INC.	2026-06-30
MINING AMERICAS INC. (FORMERLY MINERA ALAMOS INC.)	2026-06-30
MOUNT LOGAN CAPITAL INC.	2026-06-30
NERVGEN PHARMA CORP.	2026-06-30
NEUPATH HEALTH INC.	2026-06-30
NEW FOUND GOLD CORP.	2026-06-30
NEXGOLD MINING CORP.	2026-06-30
NEXLIVING COMMUNITIES INC.	2026-06-30
NEXT HYDROGEN SOLUTIONS INC.	2026-06-30
NGTL LIMITED PARTNERSHIP	2026-06-30
NI-CO ÉNERGIE INC.	2026-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

Date du document

NORTH AMERICAN CONSTRUCTION GROUP LTD. 2026-06-30

NORTHLAND POWER INC. 2026-06-30

NOUVEAU MONDE GRAPHITE INC. 2026-06-30

ONCOLYTICS BIOTECH INC. 2026-06-30

ONEX CORPORATION 2026-06-30

ONTARIO POWER GENERATION INC. 2026-06-30

ORBUS PHARMA INC. 2026-06-30

OREZONE GOLD CORPORATION 2026-06-30

PAN AMERICAN SILVER CORP. 2026-06-30

PAPIERS TISSU KP INC. 2026-06-30

PARTNERS VALUE INVESTMENTS INC. 2026-06-30

PARTNERS VALUE INVESTMENTS L.P. 2026-06-30

PARTNERS VALUE SPLIT CORP. 2026-06-30

PIVOTREE INC. 2026-06-30

PLANET 13 HOLDINGS INC. 2026-06-30

POET TECHNOLOGIES INC. 2026-06-30

POLLARD BANKNOTE LIMITED 2026-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
PRAIRIE PROVIDENT RESOURCES INC.	2026-06-30
QUANTUM BIOPHARMA LTD.	2026-06-30
QUARTERHILL INC.	2026-06-30
QUINSAM CAPTIAL CORPORATION	2026-06-30
RAVENSOURCE FUND (FORMERLY THE FIRST ASIA INCOME FUND)	2026-06-30
REALCAP HOLDINGS LIMITED	2026-06-30
RECONNAISSANCE ENERGY AFRICA LTD.	2026-06-30
REOCITO CAPITAL INC.	2026-06-30
RESSOURCE VANADIUMCORP INC.	2026-07-31
RESSOURCES ALTAI INC.	2026-06-30
RESSOURCES PMET INC.	2026-06-30
RESVERLOGIX CORP.	2026-06-30
RFA FINANCIAL INC.	2026-06-30
SERVICES IMMOBILIERS BRIDGEMARQ INC.	2026-06-30
SHERRITT INTERNATIONAL CORPORATION	2026-06-30
SILVER MOUNTAIN RESOURCES INC.	2026-06-30
SIR ROYALTY INCOME FUND	2026-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

Date du document

SKYE BIOSCIENCE, INC.	2026-06-30
-----------------------	------------

SOCIETE MINIERE EMPIRE INC	2026-06-30
----------------------------	------------

SOL STRATEGIES INC.	2026-06-30
---------------------	------------

SOLANA COMPANY	2026-06-30
----------------	------------

SOUTHGOBI RESOURCES LTD.	2026-06-30
--------------------------	------------

SPIRE GLOBAL, INC.	2026-06-30
--------------------	------------

SPROTT PHYSICAL COPPER TRUST	2026-06-30
------------------------------	------------

SPROTT PHYSICAL GOLD AND SILVER TRUST	2026-06-30
---------------------------------------	------------

SPROTT PHYSICAL GOLD TRUST	2026-06-30
----------------------------	------------

SPROTT PHYSICAL PLATINUM AND PALLADIUM TRUST	2026-06-30
--	------------

SPROTT PHYSICAL SILVER TRUST	2026-06-30
------------------------------	------------

SPROTT PHYSICAL URANIUM TRUST	2026-06-30
-------------------------------	------------

STANTEC INC.	2026-06-30
--------------	------------

STAR DIAMOND CORPORATION	2026-06-30
--------------------------	------------

STLLR GOLD INC.	2026-06-30
-----------------	------------

SUNSHINE BIOPHARMA, INC.	2026-06-30
--------------------------	------------

TALON METALS CORP.	2026-06-30
--------------------	------------

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
TELESAT CORPORATION	2026-06-30
TERAGO INC.	2026-06-30
TERRAVEST INDUSTRIES INC.	2026-06-30
THE CANADIAN CHROME COMPANY INC. (FORMERLY KWG RESOURCES INC.)	2026-06-30
THE WESTAIM CORPORATION	2026-06-30
TIDEWATER MIDSTREAM AND INFRASTRUCTURE LTD.	2026-06-30
TIDEWATER RENEWABLES LTD.	2026-06-30
TITAN MINING CORPORATION	2026-06-30
TORONTO HYDRO CORPORATION	2026-06-30
TOTAL ENERGY SERVICES INC.	2026-06-30
TOUCHSTONE EXPLORATION INC.	2026-06-30
TREE ISLAND STEEL LTD.	2026-06-30
TRUE NORTH COMMERCIAL REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	2026-06-30
TUDOR GOLD CORP.	2026-06-30
TVI PACIFIC INC.	2026-06-30
VERSAMET ROYALTIES CORPORATION (PREVIOUSLY SANDBOX ROYALTIES CORP.)	2026-06-30

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
VERSUS SYSTEMS INC.	2026-06-30
VERTICALSCOPE HOLDINGS INC.	2026-06-30
VITAL INFRASTRUCTURE PROPERTY TRUST	2026-06-30
VOLATUS AEROSPACE INC. (FORMERLY, DRONE DELIVERY CANADA CORP.)	2026-06-30
WALLBRIDGE MINING COMPANY LIMITED	2026-06-30
WESDOME GOLD MINES LTD.	2026-06-30
WEST SIDE SQUARE DEVELOPMENT FUND	2026-06-30
WESTERN FOREST PRODUCTS INC.	2026-06-30
WORLD COPPER LTD,	2026-06-30
ZEDCOR INC.	2026-06-30

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
VVC EXPLORATION CORPORATION	2026-01-31

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
VVC EXPLORATION CORPORATION	2026-01-31

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

Date du document

CYBIN INC.

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES
DU QUÉBEC (FTQ)

HEALTHCARE SPECIAL OPPORTUNITIES FUND

LEGEND POWER SYSTEMS INC.

MEDEXUS PHARMACEUTICALS INC.

SPACKMAN EQUITIES GROUP INC. FORMERLY, CENTIVA CAPITAL
INC.**NOTICE ANNUELLE**

Date du document

AUCUNE INFORMATION DISPONIBLE

AVIS D'EMPLOI DU PRODUIT

Date du document

AUCUNE INFORMATION DISPONIBLE

7.

Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

7.3.1 Consultation

Cboe SEF, LLC – Demande de dispense de reconnaissance à titre de bourse et des obligations des Règlements 21-101, 23-101 et 23-103.

L'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») publie la demande de dispense (i) de reconnaissance à titre de bourse en vertu de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 et (ii) des obligations prévues au *Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché*, RLRQ, c. V-1.1, r. 5, au *Règlement 23-101 sur les règles de négociation*, RLRQ, c. V-1.1, r. 6 et au *Règlement 23-103 sur la négociation électronique et l'accès électronique direct aux marchés*, RLRQ, c. V-1.1, r. 7.1, déposée par Cboe SEF, LLC.

(Le texte est reproduit ci-après.)

Commentaires

Toute personne désirant soumettre des commentaires est invitée à les faire parvenir par écrit, au plus tard le 17 septembre 2026 à :

Me Philippe Lebel
Secrétaire général et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : 514 864-63811
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Information complémentaire

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Pascal Bancheri
Analyste expert aux OAR
Direction de l'encadrement des marchés et des dérivés et des affaires internationales
Autorité des marchés financiers
Téléphone : 514 395-0337, poste 4354
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4354
Télécopieur : 514 873-7455
Courrier électronique : pascal.bancheri@lautorite.qc.ca

Kim Legendre
Analyste aux OAR
Direction l'encadrement des marchés et des dérivés et des affaires internationales
Autorité des marchés financiers
Téléphone : 514 395-0337, poste 4368
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4368
Télécopieur : 514 873-7455
Courrier électronique : kim.legendre@lautorite.qc.ca



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

June 22, 2026

Via Email

Autorité des marchés financiers
800 Square Victoria, 22nd Floor
C.P. 246, Tour de la Bourse
Montréal, Québec
Canada, H4Z 1G3

Attention: Monsieur Pascal Bancheri and Monsieur Serge Boisvert

RE: Cboe SEF, LLC – Application for Exemption from Recognition as an Exchange

Dear Sir or Madam,

Cboe SEF, LLC ("Cboe SEF"), is pleased to submit this application ("Application") to the Autorité des marchés financiers ("AMF") for an order for the following decisions:

- (a) a decision under Section 86 of the *Derivatives Act* (Québec) (the "Derivatives Act") exempting Cboe SEF from the requirement to be recognised by the AMF as an exchange under Section 12 of the Derivatives Act in relation to the operation of a swap execution facility located in the United States, facilitating the trading of derivatives in the province;
- (b) a decision exempting Cboe SEF from the requirements of *Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation* ("Regulation 21-101");
- (c) a decision exempting Cboe SEF from the requirements of *Regulation 23-101 respecting Trading Rules* ("Regulation 23-101"); and
- (d) a decision exempting Cboe SEF from the requirements of *Regulation 23-103 respecting Electronic Trading and Direct Electronic Access to Marketplaces* ("Regulation 23-103").

BACKGROUND TO CBOE SEF

Cboe SEF operates an electronic trading system (the "System") that offers its Participants (as defined below) the opportunity to trade in certain non-deliverable foreign exchange forwards ("FX NDFs") through its electronic systems. The core service (the "Service") that Cboe SEF offers on the System is an electronic trading venue for executing FX NDF transactions ("NDF



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

Transactions"). Cboe SEF provides an electronic order book for its Participants¹ to transact in FX NDFs. FX NDFs are cash-settled forward contracts in non-convertible currencies (the "Reference Currency") against a freely-traded currency (the "Settlement Currency").² The profit (or loss) on the contract is calculated on the valuation date by applying the difference between the rate agreed at execution of the NDF Transaction and the spot rate determined on the valuation date to an agreed-upon notional amount. Any profits or losses are then settled by the parties to the NDF Transaction on the settlement date. The settlement date is the date indicated as such on the transaction confirmation.

All FX NDFs listed for trading on Cboe SEF use U.S. dollars as the Settlement Currency, although other Settlement Currencies may be used in the future. FX NDFs are available in a number of currency pairs that may include Reference Currencies such as Brazilian Real, Indian Rupee, Korean Won, and New Taiwan Dollar.³

As the provider of access to the System and the Service, Cboe SEF is not a party to any NDF Transaction entered into by the Participants, as more fully described below, and does not take principal positions in any NDF Transactions. Cboe SEF does not provide any credit lines or trade in any market, it only offers the System and Service to allow Participants of Cboe SEF to enter into NDF Transactions with one another. Cboe SEF does not hold client funds in any context.

Cboe SEF's revenues are primarily based on charging Participants transaction fees, set by Cboe SEF from time-to-time and applied equally to all Participants of the System.⁴ Cboe SEF allows any eligible Participant to access its markets and market services on an impartial basis provided that such eligible Participant complies with the documentation and eligibility requirements set forth in the Cboe SEF Rules.⁵

Cboe SEF is a wholly-owned, indirect subsidiary of Cboe Global Markets, Inc. ("CGM").⁶ CGM is a leading global markets operator with a long history of innovation in equity derivatives. Since launching the world's first listed options exchange in 1973, Cboe has pioneered landmark products, including the introduction of S&P 500® index options and the creation of the VIX® Index, the world's leading gauge of market volatility, reshaping how investors manage risk and access opportunity. Today, Cboe operates derivatives, equities, and FX markets, providing trading, clearing, and investment solutions for customers worldwide.

Cboe SEF is a swap execution facility ("SEF") licensed and regulated by the U.S. Commodity Futures Trading Commission ("CFTC"). As part of CGM's global network of market infrastructure, Cboe SEF endeavors to operate in a manner consistent with the expectations of a regulated

¹ See the definition of "Participant" in Chapter 1 (Defined Terms) of the Cboe SEF, LLC Rulebook ("**Rule**", "**Rules**" or "**Rulebook**"), available here: https://cdn.cboe.com/resources/hotspotfx/resources/Cboe_SEF_Rulebook.pdf.

² For the full set of product specifications for the FX NDFs, see Rule 1001 (Non-Deliverable Forwards).

³ *Id.*

⁴ See Rule 317 (Fees and Assessments).

⁵ See Rule 324 (Impartial Access to the SEF).

⁶ See <https://www.cboe.com/>.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

market.⁷ In particular, it maintains effective control functions, including three lines of defense.⁸ Similarly, Cboe SEF has implemented several industry-wide best practice standards with respect to order handling and market conduct. Foremost, Cboe SEF endeavors to handle orders in a consistent operational manner, with transparency, to facilitate the objective of a fair and orderly market.⁹

Cboe SEF's Platform

A SEF is required to offer, at a minimum, an order book trading functionality.¹⁰ Accordingly, Cboe SEF makes available to its Participants an electronic order book structure, including at least one all-to-all order book in accordance with Rule 506, to which each Participant may request access and through which Participants may view and interact with Orders (as defined in the Rules) submitted by other Participants that have elected to participate in such all-to-all liquidity pool.

In addition, Cboe SEF also offers Participants access to permissioned order books that may be operated such that only a subset of Participants have access to it; access to such a "configured" order book may be conditioned on certain documentation, credit limit or liquidity requirements of the relevant Participants.¹¹

Cboe SEF Rules¹² set forth the various types of permissible orders and describe how orders interact in the order book. Orders may be submitted on a firm basis (i.e., immediately executable) or on a non-firm basis (i.e., only executable following acceptance during a predetermined order review timeframe), such non-firm functionality being available to Market Makers (as defined below). Cboe SEF also provides functionalities for non-disclosed and disclosed trading on its "Sweepable" and "Full Amount" platforms, as described below.

a. Sweepable Platform

Cboe SEF operates an anonymous electronic communication network on the SEF trading system as set forth in its Rules. On the Sweepable Platform, Cboe SEF does not disclose, before or during the Order Review Timeframe (as defined in the Rules), any identifying counterparty

⁷ For a more thorough discussion of the regulatory structure of CGM's various businesses, see CGM Annual Report 10K, filed with the SEC, available at:

[Inline Viewer: Cboe Global Markets, Inc. 10-K 2025-12-31.](#)

⁸ The first line of defense is the business and project managers who are expected to take ownership and responsibility for assessing risks and managing them as part of achieving CGM's objectives. The second and third lines of defense, along with Legal, comprise the control functions. The second line of defense are the risk and compliance functions that function as a check on the first line and provide oversight, objectivity, and independence in the review of the first line. The third line of defense is CGM's Internal Audit Department that is responsible for evaluating the effectiveness of the risk management framework and recommending improvements to the adequacy and effectiveness of CGM's Enterprise Risk Management program.

⁹ See, e.g., Rule 318 (Market Maker Program).

¹⁰ See CFTC Rule 37.3(a)(2). The term "order book" includes any system or platform in which all participants in the system or platform can enter bids and offers, observe, or receive bids and offers from other participants, and transact on such bids and offers. *Id.* at (a)(3). A SEF is not prohibited from providing other trading protocols, provided that any transactions in swaps that are subject to a mandatory trading obligation are executed through either an order book or a qualifying request-for-quote protocol that operates "in conjunction with" the order book. See CFTC Rule 37.9(a).

¹¹ See Rules 504 (Order Entry on the SEF), 505 (Entry of Orders of the SEF's Order Book), 506 (Liquidity Configuration; Platforms and Functionality), and 507 (Modification and Cancellation of Orders).

¹² See note 1, above.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

information to any Participants, whether opting to provide non-firm quotes to the SEF in accordance with Rule 318 (Market Maker Program) or firm quotes.¹³

b. Full Amount Platform

In addition to the Sweepable Platform, Cboe SEF allows its Participants the ability to transact on its Full Amount Platform,¹⁴ which operates independently of the Sweepable Platform and differs from it technically and substantively. Like the Sweepable Platform, on the Full Amount Platform the SEF does not disclose, before or during the Order Review Timeframe (as defined in the Rules), any identifying counterparty information to Participants which opt to provide non-firm quotes to the SEF in accordance with SEF Rule 318, and such Participants may also receive certain post-trade data reports as provided in SEF Rule 318(2); all quotes submitted to the Full Amount Platform are non-firm.

Cboe SEF's Market Participants

Cboe SEF currently serves a global client base including global and regional banks, proprietary trading firms, brokers, hedge funds, and asset managers. Access to the System is not offered to any retail customers and is restricted to institutional users that represent and warrant to Cboe SEF that they meet the criteria of an eligible contract participant as defined in Section 1a(18) of the U.S. Commodity Exchange Act. Accordingly, Cboe SEF does not provide direct access to any retail clients. Please refer to Section 2.4 below for further information on the regulation applicable to Participants.

Cboe SEF does not have a centrally cleared model and consequently does not currently have direct connections to any clearing houses. Trading on Cboe SEF is supported through bilateral credit arrangements among Participants, which include: (1) Principal Trading Firms (as defined in the Rules), being, in general, executing dealers with the ability to settle trades; (2) Trading Firms (as defined in the Rules), being, in general, proprietary trading firms or other end-users that access liquidity via Prime Broker (as defined in the Rules) credit arrangements; and (3) Prime Brokers, being, in general, CFTC-registered swap dealers that extend credit intermediation services to Trading Firm clients. Cboe SEF also offers an intermediary-based credit model to further facilitate access to liquidity for certain Participants.

Cboe SEF Rule 505(7) provides that at any time, a Prime Broker or Principal Trading Firm (each, as defined in the Rules) will be able to enter into a NDF Transaction on Cboe SEF with another Prime Broker or Principal Trading Firm only to the extent that the counterparties to a NDF Transaction are bound, on a bilateral basis, by the terms of master documentation required by CFTC regulations to govern any such NDF Transaction and have extended bilateral credit to one another.

Cboe SEF seeks to offer direct access to Québec participants into Cboe SEF's System. To obtain trading privileges, the participant must be:

¹³ See Rule 506 (Liquidity Configuration; Platforms and Functionalities).

¹⁴ All aggressing orders sent to the Full Amount Platform shall have a minimum fill size equivalent to the full notional amount of the order (i.e., a "full amount"). A match will only occur against a single quote in respect of the full notional amount of the order (and will not occur in respect of less than such full notional amount).



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

- a. An Eligible Contract Participant ("ECP") as defined by Section 1a(18) of the Commodity Exchange Act¹⁵ ("CEA");
- b. Appropriately registered as applicable under Québec securities law or is exempt from or not subject to those requirements, if it is a Québec participant.

Cboe SEF wishes to provide direct access to Québec participants that are (i) Canadian financial institutions, (ii) certain institutional investors, and (iii) proprietary trading firms with their headquarters address in Québec or a legal address in Québec.

EXEMPTION FROM SECTION 12 OF THE DERIVATIVES ACT AND FROM REGULATIONS 21-101, 23-101 AND 23-103

Exemption from the Requirement to be Recognised as an Exchange under Section 12 of the Derivatives Act

As described in greater detail in this application, Cboe SEF is subject to the requirements of the CFTC. Recognition requirements applied to Cboe SEF are stringent and take into consideration elements such as governance, fees, fair and equitable access, regulation, market operations, systems and technology, as prescribed by the AMF.

Cboe SEF confirms it has the power to cooperate fully with the AMF and self-regulatory organizations in the Province of Québec, and to provide information and documents with respect to its operations that could be reasonably requested by the AMF.

Pursuant to the AMF's *Policy Statement respecting the Authorization of Foreign-Based Exchanges*, the AMF takes the view that a marketplace must be authorized by the AMF before allowing access to its market from Québec. Cboe SEF acknowledges that providing Québec participants with direct access to trading FX NDFs on Cboe SEF is considered by the AMF to be "carrying on business as an exchange" in Québec, and therefore must either be recognised or exempt from recognition by the AMF.

Cboe SEF notes that exemptive relief in respect of trading NDFs has been granted to the following foreign applicant: *In the matter of LMAX Pte Ltd.* (10 June 2025). Exemptive relief in respect of a swap execution facility operated by an applicant regulated by the CFTC has been granted to the following foreign applicant: *In the matter of SpectrAxe, LLC* (26 February 2024).

Based on the foregoing, Cboe SEF seeks an exemption from the requirement of Section 12 of the *Derivatives Act* allowing it to carry on derivatives activities in the Province of Québec without being recognised by the AMF as an exchange or otherwise. We believe this exemption would not be detrimental to the protection of investors in the Province of Québec and would contribute to the efficiency of Québec's derivatives market.

Exemption from Regulation 21-101, Regulation 23-101 and Regulation 23-103

Cboe SEF submits to the AMF that the application of Regulation 21-101, Regulation 23-101 and Regulation 23-103 regarding marketplace operation, trading rules and electronic trading to Cboe

¹⁵ Available at: <https://www.law.cornell.edu/uscode/text/7/chapter-1>.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

SEF would result in duplication of the CEA regulatory framework and hereby seeks an exemption from Regulation 21-101, Regulation 23-101 and Regulation 23-103.

CONSENT AND INFORMATION

Enclosed at Appendix A is a certificate of an authorized signatory of Cboe SEF certifying the truth and accuracy of the facts contained herein.

You will find below, the following information about Cboe SEF's business and policies under the following headings, which comply with Part 5 of the AMF's *Policy Statement respecting the Authorization of Foreign-Based Exchanges*:

Article 1 – Regulation of Cboe SEF in its Home Jurisdiction

Article 2 – Recognition or Authorization Process of the Foreign Regulator in the Home Jurisdiction

Article 3 – Powers of Cboe SEF Regarding Cooperation

Article 4 – Powers of the Foreign Regulator in the Home Jurisdiction Regarding Cooperation

Article 5 – Conditions of Compliance

Please do not hesitate to contact us if you require any further information or have any questions.

Very truly yours,

/s/ **Jonathan Weinberg**

Jonathan Weinberg

SVP, Global Head of FX and Off Exchange Trading



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

ARTICLE 1 REGULATION OF CBOE SEF IN ITS HOME JURISDICTION

- 1.1 Regulation of Cboe SEF
- 1.2 Authority of Foreign Regulator
- 1.3 Criteria for Products
- 1.4 IOSCO Principles

ARTICLE 2 RECOGNITION OR AUTHORIZATION PROCESS OF THE FOREIGN REGULATOR IN THE HOME JURISDICTION

- 2.1 Governance
- 2.2 Fees
- 2.3 Fair and Equitable Access
- 2.4 Regulation of Participants
- 2.5 Rulemaking
- 2.6 Record Keeping
- 2.7 Outsourcing
- 2.8 Enforcement Rules
- 2.9 Systems and Technology
- 2.10 Clearing and Settlement

ARTICLE 3 POWERS OF CBOE SEF REGARDING COOPERATION**ARTICLE 4 POWERS OF THE FOREIGN REGULATOR IN THE HOME JURISDICTION REGARDING COOPERATION****ARTICLE 5 CONDITIONS OF COMPLIANCE**



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

ARTICLE 1 REGULATION OF CBOE SEF IN ITS HOME JURISDICTION

1.1 Regulation of Cboe SEF

Cboe SEF is a SEF registered with the CFTC since 2016. Cboe SEF began listing FX NDFs on the System on June 12, 2017. Cboe SEF operates under the CFTC's regulatory oversight pursuant to Section 5h of the CEA.¹⁶ Cboe SEF believes that the CFTC's regulatory regime for SEFs is equivalent to Quebec's regime.

SEFs are subject to a high level of regulation and supervision in the United States. To obtain and maintain its SEF registration, Cboe SEF must comply with the CEA and all applicable CFTC rules and regulations, including 15 SEF Core Principles.¹⁷ The Core Principles regulate, among other things, compliance with rules and regulations, prevention of market disruption, emergency authority, execution of transactions and protection of markets and market participants. The CFTC can, at any time and on its own initiative, request a SEF to demonstrate that it complies with the SEF Core Principles, the CEA, or CFTC regulations.

A SEF is a regulated market. Participants of a SEF may execute transactions in accordance with non-discretionary rules. Under the CEA, SEFs must provide members with impartial access to their markets and services. SEFs must use access criteria that are impartial, and transparent, and must apply the criteria in a non-discriminatory manner. In addition, CFTC regulations subject SEFs to organizational requirements regarding conflicts of interests, risk management, fair and orderly trading, trading system resilience, clearing and settlement arrangements, admission to trading and compliance monitoring, all of which SEFs must comply with on an ongoing basis.¹⁸

1. Core Principle 1: Compliance with Core Principles

Core Principle 1 provides that a SEF must comply with the Core Principles and any requirement that the CFTC may impose by rule or regulation. As set forth in this application, Cboe SEF does so.

2. Core Principle 2: Compliance with Rules

Core Principle 2 provides, among other things, that a SEF shall (a) establish and enforce compliance with any rule of the SEF, including the terms and conditions of the swaps traded on the SEF; (b) establish and enforce trading, trade processing, and participation rules that will deter abusive behavior and have the capacity to detect, investigate, and enforce those rules; and (c) establish rules governing the operation of the SEF, including rules specifying trading procedures and establishing impartial access provisions.

In compliance with Core Principle 2, Cboe SEF's Participant application and rulebook establish operational and enforceable, transparent, and non-discretionary trading rules, procedures and (automated) mechanisms that provide for fair and orderly trading.¹⁹

Any Person (as defined in the Rules) wishing to become a Participant of Cboe SEF (an "Applicant") shall complete and submit, with complete and accurate information, the forms

¹⁶ 7 U.S.C. § 1, et seq.

¹⁷ See <https://www.cftc.gov/IndustryOversight/TradingOrganizations/SEF2/index.htm>.

¹⁸ 17 C.F.R. § 37.1, et seq.

¹⁹ 17 C.F.R. § 37 et seq.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

required by Cboe SEF which include, without limitation: (a) a SEF participant application, which includes, without limitation, an agreement to abide by Cboe SEF Rules and applicable law and submit to SEF jurisdiction, and a representation and warranty that the Applicant is an eligible contract participant ("ECP") as defined in section 1a(18) of the CEA²⁰ and meets the eligibility requirements as set forth in Cboe SEF Rule 307 (Eligibility); and (b) any additional documents and information that Cboe SEF may reasonably deem necessary or desirable to further clarify information provided to Cboe SEF by an Applicant.²¹

Through its Rulebook, Cboe SEF mandates a broad set of binding rules and obligations for all Participants of Cboe SEF. Cboe SEF's Rulebook addresses the following matters (numbers correspond to the applicable rulebook chapter): (1) Defined Terms; (2) Governance and Committees; (3) Applications for Participant Status; (4) Participant Obligations; (5) Trading Practices and SDR Reporting; (6) Reserved; (7) Business Conduct; (8) Arbitration; (9) Miscellaneous; and (10) Product Specifications.

In addition to its Rulebook, Cboe SEF has developed and published a Market Maker Program which set certain parameters associated with the designation by Cboe SEF of certain Participants as Market Makers ("Market Makers"), ongoing criteria required to maintain Market Maker status, and benefits resulting from a designation by Cboe SEF as a Market Maker, including the right to receive certain data.

3. Core Principle 3: Swaps Not Readily Susceptible to Manipulation

Core Principle 3 requires that a SEF permit trading only in swaps that are not readily susceptible to manipulation. As noted above, Cboe SEF only lists for trading FX NDFs. These financial instruments are not readily susceptible to manipulation because, among other things: (1) FX NDFs are cash-settled transactions which rely upon widely used and generally accepted fixing prices and conventions; (2) the broader FX market is an extremely liquid market with massive daily turnover, making manipulation difficult to achieve²²; (3) as noted elsewhere, Cboe SEF has rules that prohibit fraudulent, manipulative, and disruptive trading practices that apply to trading in FX NDFs.

4. Core Principle 4: Monitoring of Trading and Trade Processing

The CEA and CFTC regulations establish a comprehensive regulatory framework to address market integrity and prevent insider dealing and market manipulation. This framework prohibits, and authorizes the CFTC to take enforcement action against conduct which could result in distorting the functioning of the markets, such as price manipulations and communication of false or misleading information,²³ trade practice violations,²⁴ certain disruptive practices that could impair the orderly execution of transactions,²⁵ and the use, or attempted use, of a manipulative

²⁰ See Rule 302 (Participant Status and Categories of Participants). Trading on Cboe SEF is limited to ECPs.

²¹ See Rule 309 (Participant Application Process).

²² According to the Bank for International Settlements' 2025 Triennial Central Bank Survey, turnover in the OTC foreign exchange markets averaged approximately \$9.6 trillion per day in April 2025, available at https://www.bis.org/statistics/rpfx25_fx.htm.

²³ 17 C.F.R. § 180.1

²⁴ 7 U.S.C. §§ 4c(a)(1)-(2).

²⁵ 7 U.S.C. § 4c(a)(5).



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

device, scheme or artifice to defraud.²⁶ Trading on the basis of unlawfully obtained inside information or in breach of a pre-existing duty to disclose material non-public information also may be a violation of the CEA.

To further maintain market integrity, Core Principle 4 provides that SEFs must (1) establish rules detailing trading procedures to be used in entering and executing orders traded on the SEF (such as risk controls to prevent and reduce the potential for market disruptions) and procedures for trade processing of swaps on the SEF²⁷ and (2) monitor trading in swaps to prevent manipulation, price distortion, and disruptions of the cash settlement process through surveillance, compliance, and disciplinary practices and procedures, including methods for conducting real-time monitoring of trading and comprehensive and accurate trade reconstructions – i.e., establishing an audit trail sufficient to detect, investigate, and prevent customer and market abuses.

To comply with Core Principle 4, Cboe SEF has implemented Chapters 4, 5 and 7 of its Rulebook, which respectively address Participant obligations on the SEF, trading practices and swap data repository (“SDR”) reporting on the SEF, and Business Conduct for Participants on the SEF. In addition, Cboe SEF has established a T+1 surveillance program designed to monitor trading in swaps to prevent manipulation, price distortion, and disruptions of the cash settlement process.

In particular, Cboe SEF Regulation conducts trade practice surveillance to monitor for fraudulent trading, e.g., intentionally deceptive trading for personal financial gain, trading practices that Cboe SEF deems to be abusive and any other manipulative or disruptive trading practices prohibited by the CEA or CFTC Regulations, as well as the specific following types of prohibited transactions as defined by the CFTC Regulations: (1) Front-Running; (2) Wash Trading; (3) Pre-Arranged Trading; (4) Fraudulent Trading; (5) Money Pass; (6) Spoofing; (7) Marking the Close; (8) Trading Ahead of Customer Orders; (9) Trading Against Customer Orders; (10) Accommodation Trading; and (11) Improper Cross Trading.

Finally, Cboe SEF Rule 509 provides that the SEF shall conduct a real-time market monitoring program, which is governed by the Cboe FX and Cboe SEF Market Monitoring Procedures. Pursuant to those procedures, Cboe SEF’s Trade Desk performs real-time market monitoring of the System and its infrastructure including alerts generated from time to time by the System that are designed to facilitate the review by Cboe SEF staff of the conduct of its Participants, as well as to highlight system issues warranting attention. If Cboe SEF staff identifies irregular market behavior because of these alerts, issues are to be escalated in a timely manner to the Cboe Compliance and Regulatory teams for further investigation/action. These alerts include, but are not limited to the following:

i. Non-Firm Liquidity-Order Acceptance Rates

Certain Market Makers permitted to provide non-firm liquidity may accept or decline incoming orders during the order review timeframe set by Cboe SEF. Such timeframe is set forth in Rule 506(2) and may change from time to time. The System generates certain alerts which allow Cboe

²⁶ 7 U.S.C. § 6(c)(1); 17 C.F.R. § 180.1.

²⁷ 17 C.F.R. § 37.405.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

SEF associates to view each Market Maker's order acceptance rates and to take appropriate action if such rates are consistently below reasonable thresholds.

ii. Off-Market Transaction Alerts

Cboe SEF's Off-Market Transactions Policy as set forth in Rule 510 sets "Fair Trade Ranges" as Cboe SEF's determination of the prevailing market in a given currency pair at any time. To the extent that a Transaction is executed on a Platform where the Rate does not fall within the applicable Fair-Trade Range, an alert is generated to allow Cboe SEF associates to determine whether action is warranted. Although the Off-Market Transaction Policy does not require Cboe SEF to act if a Fair-Trade Range is exceeded (and, instead, allows users to seek review from Cboe SEF in accordance with the procedures set forth therein), such alerts allow Cboe SEF itself to review such Transactions on a proactive basis.

iii. Tick Rate Systematic Control

Cboe SEF has established a limit of 300 message updates per second per session on the ECN Platform and 1000 message per second per session on the Full Amount Platform. Any new update, except cancels, that exceeds this threshold will get dropped and will not be accepted.

iv. Pre-Trade Quantity Limits

Breaches of pre-trade quantity limits trigger an email to Cboe SEF staff and the affected Principal Trading Firm and/or Prime Broker. Cboe SEF staff will follow-up with the Prime Broker, as applicable, to determine whether a credit line should be increased. Each change to a credit line results in the generation of an email to Cboe SEF staff and the relevant or Prime Broker.

v. Exposure Limits

Breaches of pre-trade quantity limits trigger an email to Cboe SEF staff and the affected Prime Broker. Cboe SEF staff will follow-up with the Prime Broker to determine whether a credit line should be increased.

vi. Message Throttles

To protect against excessive quoting and other errors, the System may limit the number of orders that an account may submit within a given timeframe. If such an order number limit is breached, the System will not accept any subsequent orders from that particular account for the remainder of the timeframe. The System will, however, continue to accept cancel orders during the remainder of the message throttle timeframe. Cboe SEF staff, depending upon the results of the investigation, may temporarily disable the account.

5. Core Principle 5: Ability to Obtain Information

Core Principle 5 requires SEFs to: (a) establish and enforce rules that will allow the facility to obtain any necessary information to perform any of the functions described in section 5h of the CEA; (b) provide the information to the CFTC on request; and (c) have the capacity to carry out such international information-sharing agreements as the CFTC may require.²⁸ To accomplish this, a SEF is required to demonstrate to the CFTC that it has access to sufficient information to assess whether trading in swaps listed on its market, in the index or instrument used as a reference price, or the underlying commodity for its listed swaps is being used to affect prices on

²⁸ 17 C.F.R. §§ 37.404, 37.500.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

its market. A SEF is also required to demonstrate that it can obtain position and trading information directly from the market participants that conduct substantial trading on its facility or through an information sharing agreement with other venues or a third-party regulatory service provider.

To comply with Core Principle 5, Cboe SEF, among other things, has implemented Rules 404 and 712. Rule 404 requires each Participant of Cboe SEF to prepare and keep current, full complete records relating to the complete audit trail of all Transactions executed and attempted to execute on Cboe SEF and further to make all such records available to the CFTC upon request. Rule 712 provides that a Participant's failure to provide testimony or documents as required as part of a Cboe SEF Regulation investigation shall itself be a violation of SEF Rules.

6. Core Principle 6: Position Limits or Accountability

Core Principle 6 provides that a SEF shall adopt, as is necessary and appropriate, position limitations or position accountability for speculators. The CFTC has established a comprehensive speculative position limit framework for 25 physically settled commodity derivative contracts and certain linked instruments – e.g., coffee, soybeans, wheat.²⁹ This position limit framework does not address FX NDFs. Given the fungible nature of FX NDFs and that market participants trade FX NDFs on a wide variety of trading venues – including SEFs, multilateral trading facilities, single dealer platforms, off-SEF venues, and recognised market operators – Cboe SEF has concluded that it is neither necessary nor appropriate to establish position limits or position accountability levels for FX NDFs traded on Cboe SEF.

7. Core Principle 7: Financial Integrity of Transactions

CFTC Core Principle 7 provides that a SEF shall establish and enforce rules and procedures for ensuring the financial integrity of swaps entered on or through the facilities of the SEF, including the clearance and settlement of the swaps pursuant to section 2(h)(1) of the CEA.³⁰ To provide for the financial integrity of its transactions, a SEF must: (a) establish minimum financial standards for its Participants, which shall, at a minimum, require that members qualify as an ECP; (b) for transactions cleared by a derivatives clearing organization: (i) ensure that the SEF has the capacity to route transactions to the derivatives clearing organization in a manner acceptable to the derivatives clearing organization for purposes of clearing; (ii) and coordinate with each derivatives clearing organization to which it submits transactions for clearing, in the development of rules and procedures to facilitate prompt and efficient transaction processing in accordance with the requirements of 17 C.F.R. § 39.12(b)(7). Cboe SEF does not maintain direct connectivity to any derivatives clearing organization and does not itself route transactions for clearing, with such arrangements being managed by participants and their clearing brokers.

To comply with Core Principle 7 and CFTC implementing regulations, Cboe SEF Rule 302 limits trading on Cboe SEF to ECPs. Additionally, Cboe SEF Rule 307(1)(a) requires a potential Participant (Applicant) to be an ECP and Cboe SEF Rule 307(3) further requires an Applicant, once admitted as a Participant, to continue to comply with all eligibility criteria and to promptly notify Cboe SEF of any changes, “including but not limited to any change to its status as an ECP.”

Cboe SEF's Participant Application also includes the following representation and warranty regarding ECP status, “By executing this Application, the undersigned hereby represents and

²⁹ For more information regarding the CFTC's position limit regime, please see <https://www.cftc.gov/IndustryOversight/MarketSurveillance/SpeculativeLimits/index.htm>.

³⁰ 17 C.F.R. § 37.700.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

warrants on behalf of the Applicant that (a) the Applicant is an 'eligible contract participant' as such term is defined in Section 1a(18) of the Commodity Exchange Act, and (b) the Applicant meets the eligibility requirements as set forth in Cboe SEF Rule 307." Finally, on an annual basis, Cboe SEF's TradeDesk issues a Notice to Participants reminding them that each Cboe SEF Participant must continue to maintain its ECP status on an ongoing basis and failure to do so will subject the Participant to appropriate disciplinary action in accordance with Cboe SEF Rules.

8. Core Principle 8: Emergency Authority

Core Principle 8 requires a SEF to adopt rules to provide for the exercise of emergency authority, in consultation or cooperation with the CFTC, including the authority to liquidate or transfer open positions in any swap or to suspend or curtail trading in a swap.³¹ To comply with this Core Principle, Cboe SEF has adopted Rule 203 and 511, which respectively provide the SEF with the ability to approve and apply temporary rules and procedures and to impose Rate limits, trading pauses, and/or trading halts in the event of extraordinary rate movements or market distortions.

9. Core Principle 9: Timely Publication of Trading Information

The CFTC requires SEFs to make public timely information on price, trading volume, and other trading data on swaps to the extent prescribed by the CFTC.³² As such, Cboe SEF is required to have the capacity to electronically capture and transmit trade information with respect to transactions executed on the facility.³³

Consistent with Core Principle 9, Cboe SEF has adopted Rule 516, which provides that the SEF shall report Transactions and pricing data necessary to publicly disseminate such data pursuant to Parts 43 and 45 of CFTC Regulations to a registered SDR.

10. Core Principle 10: Recordkeeping and Reporting

SEF Core Principle 10 of the CFTC regulations requires a SEF to: (a) maintain records of all activities relating to the business of the SEF, including a complete audit trail, in a form and manner acceptable to the CFTC for a period of five (5) years; (b) report to the CFTC, in a form and manner acceptable to the CFTC, such information as the CFTC determines to be necessary or appropriate for the CFTC to perform its duties under the CEA; and (c) keep any such records relating to swaps defined in section 1a(47)(A)(v) of the CEA open to inspection and examination by the U.S. Securities and Exchange Commission.³⁴

To comply with Core Principle 10's recordkeeping requirements, Cboe SEF has adopted Rule 905, which provides that it shall keep, or cause to be kept, complete and accurate books and records of accounts of the SEF, including, without limitation, all books and records required to be maintained pursuant to CEA and CFTC regulations, as well as the Securities Exchange Act of 1934 and applicable regulations of the U.S. Securities and Exchange Commission.

In addition, CGM has adopted a global record retention policy applicable to it and its wholly-owned subsidiaries, including Cboe SEF, which ensures that necessary records are adequately protected and maintained pursuant to regulatory and legal requirements, are available to meet

³¹ 17 C.F.R. § 37.800.

³² 17 C.F.R. § 37.900.

³³ See Rule 503 (Publication of Trading Information). Cboe SEF will publish trading information as required by CEA Section 5h(f)(9) and Parts 16 and 37 of the CFTC Regulations.

³⁴ 17 C.F.R. § 37.1000.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

business needs, and are preserved with integrity. Pursuant to the Australian Market License granted to Cboe SEF's affiliate, Cboe FX Markets, LLC, the minimum retention period for all FX transaction data, including NDF Transaction data, regardless of regulatory requirements, is seven (7) years.

As noted above, to comply with Core Principle 9's and 10's reporting requirements, Cboe SEF has adopted rules designed to ensure the SEF reports all CFTC required trading data to its SDR and the CFTC. Additionally, Cboe SEF regularly reports to the CFTC such information as the CFTC determines to be necessary or appropriate for the CFTC to perform its duties.

In addition, on its website, Cboe SEF makes a variety of market data available, including daily, monthly, and quarterly volumes. To provide transparency to its Participants and the broader market, Cboe SEF posts many types of information on its website, which is fully accessible by the public. The website includes, among other things, Cboe SEF's Rulebook, Market Maker Standards, Connectivity Manual, FIX and ITCH specification files, and a variety of FAQs.³⁵ All of this information, except for subscription services for real-time market data, is available to the public at no cost.

11. Core Principle 11: Antitrust Considerations

Core Principle 11 provides that unless necessary or appropriate to achieve the purposes of the CEA, a SEF shall not (1) adopt any rules or take any actions that result in any unreasonable restraint of trade or (2) impose any material anticompetitive burden on trading or clearing. In compliance with Core Principle 11, Cboe has not adopted any rules nor taken any action resulting in the unreasonable restraint of trade nor has Cboe SEF imposed any material anticompetitive burden on trading or clearing.

12. Core Principle 12: Conflicts of Interest

Core Principle 12 provides that a SEF shall establish and enforce rules to minimize conflicts of interest in its decision-making process and establish a process for resolving the conflicts of interest.³⁶ Cboe SEF believes that it is in the best interest of the SEF and its Participants to be aware of and properly manage all conflicts of interest and appearances of conflicts of interest. Accordingly, Cboe SEF has adopted rules to mitigate potential and actual conflicts of interest, including establishing a ROC, defining a Material Conflict of Interest (as defined below), and adopting Rule 206 which expressly address rules and procedures governing the management of conflicts of interest.³⁷ In addition, as noted below, all Cboe SEF employees and directors are subject to CGM's Code of Business Conduct and Ethics Policy.

13. Core Principle 13: Financial Resources

SEF Core Principle 13 provides that a SEF must have adequate financial, operational, and managerial resources to discharge each responsibility of the SEF and that the financial resources of the SEF "shall be considered to be adequate if the value of the financial resources exceeds the total amount that would enable the swap execution facility to cover the operating costs of the swap execution facility for a one-year period, as calculated on a rolling basis."³⁸ In addition, CFTC Regulation 37.1306 requires SEFs to report to the CFTC each quarter, or any time upon the

³⁵ See <https://fx.cboe.com/guide/index.jsp>.

³⁶ 17 C.F.R. § 37.1200.

³⁷ See Rule 206 (Conflicts of Interest).

³⁸ 17 C.F.R. § 37.1300.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

request of the CFTC, various financial information, such as the value of Cboe SEF's available financial resources and its financial statements.³⁹

14. Core Principle 14: System Safeguards

Core Principle 14 requires SEFs to establish and maintain a program of risk analysis and oversight to identify and minimize sources of operational risk, through the development of appropriate controls and procedures, and automated systems, establish and maintain emergency procedures, backup facilities, and a plan for disaster recovery, and periodically conduct tests to verify that the backup resources of the swap execution facility are sufficient to ensure continued: (a) order processing and trade matching; (b) price reporting; (c) market surveillance; and (d) maintenance of a comprehensive and accurate audit trail.⁴⁰

In compliance with Core Principle 14, CGM has adopted a number of policies, procedures, and internal controls applicable to it and its wholly-owned subsidiaries, such as Cboe SEF, designed to address the integrity of its systems. For example, it has adopted the following policies:

- **Business Continuity Plan** – This plan has been designed to address business continuity relating to mission critical systems and processes. Its purpose is to prepare various CGM trading platforms, including but not limited to Cboe SEF, for a significant business disruption that may result in service outages caused by environmental factors (e.g., natural disasters, fire, power grid failure) and restore critical services to a reasonable extent, within identified recovery timeframes.
- **Enterprise Risk Management Policy** – This policy defines CGM's and its subsidiaries' risk management approach, objectives, roles and responsibilities and key components and guides them in their objective of identifying, assessing, responding to, and reporting opportunities and threats that could affect the achievement of their goals and objectives.
- **IT Asset Management Policy** – This policy outlines requirements and management guidance at CGM and facilitates enforcement of information technology procedures, standards, and guidelines. It covers all CGM-owned hardware assets contained in data center and corporate office environments.
- **IT Risk Assessment Policy and Procedure** – This policy outlines the rationale and method for the Information Technology Systems Risk Assessment, which is performed at least annually.
- **Access Control Policy and Procedures** – This policy defines CGM's methodology for controlling access to all computer information, information processing facilities, and business processes. The goal of the policy and procedures is to ensure authorized user access and to prevent unauthorized access to information and information systems.

These policies and procedures ensure the proper function, adequate security and capacity of automated trading systems and related systems such as those used for dissemination of market data and recording and safe storage of transaction data. These controls include periodic, objective

³⁹ 17 C.F.R. § 37.1306.

⁴⁰ 17 C.F.R. § 37.1400.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

testing and review of automated systems to ensure that these systems are reliable, secure and have adequate scalable capacity.

CGM also has developed an Information Security Program designed to protect the confidentiality, integrity, and availability of CGM's and its wholly-owned subsidiaries' information assets and mitigate the likelihood, frequency, and severity of information security incidents and systems disruptions and malfunctions that may negatively and materially impact their business, financial condition, and/or operating results. CGM's Information Security Program is aligned to, and consistent with, the National Institute of Standard and Technology's Special Publication 800-53 Revision 4 Security and Privacy Controls for Federal Information Systems and Organizations.

15. Core Principle 15: Designation of Chief Compliance Officer

Core Principle 15 requires Cboe SEF to designate an individual to serve as a CCO. The CCO shall:

- (1) report directly to the board or to the senior officer of the facility;
- (2) review compliance with the Core Principles in Part 37 of CFTC Regulations;
- (3) in consultation with the board of the facility, a body performing a function similar to that of a board, or the senior officer of the facility, resolve any conflicts of interest that may arise;
- (4) be responsible for establishing and administering the policies and procedures required to be established pursuant to section 5h of the CEA;
- (5) ensure compliance with the CEA and the rules and regulations issued under the CEA, including rules prescribed by the Commission pursuant to section 5h of the CEA; and
- (6) establish procedures for the remediation of noncompliance issues found during compliance office reviews, look backs, internal or external audit findings, self-reported errors, or through validated complaints.⁴¹

In addition, Core Principle 15 requires a SEF's CCO to prepare, sign and submit an Annual Compliance Report with the CFTC. Such report must sufficiently demonstrate the SEF's compliance with the CEA and CFTC regulations. Before submitting to the CFTC, the CCO must provide the report to the SEF's board.

To ensure compliance with these requirements, Cboe SEF's CCO is responsible for enforcing Cboe SEF's Rules and has available to her all the resources of Cboe SEF Compliance Department. The CCO and Cboe SEF Compliance Department are assisted by the CRO and the Regulatory Division (both as defined in the Rules), in particular with respect to the surveillance function and disciplinary proceedings of Cboe SEF. Under the direction of the CRO, the Regulation Division will determine the nature and scope of its inquiries and investigations and will perform its regulatory functions, including its surveillance function and conducting disciplinary proceedings, independently of any commercial interests of Cboe SEF.⁴²

⁴¹ 17 C.F.R. § 37.1500.

⁴² See Rule 714 (Authority of the Chief Compliance Officer, the Compliance Department, the Chief Regulatory Officer, and the Regulatory Division).



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

Consistent with Core Principle 15's implementing regulations, the CCO also regularly maintains the Cboe SEF Compliance Manual. The Compliance Manual sets forth core policies and procedures for Cboe SEF associates, and supplements applicable CGM corporate policies and procedures, many of which are cited therein, including, among others, a Code of Business Conduct and Ethics Policy, which includes specifics related to global-anti-corruption guidance, conflicts of interest, restrictions regarding excessive entertainment, and prohibitions regarding providing anything of value to government officials (domestic and foreign). These policies are available to all CGM associates on an intranet. CGM Management and the CGM Board of Directors review the Code of Business Conduct and Ethics Policy annually. CGM Management reviews the Conflict of Interest Policy annually.

Part 37 of the CFTC Regulations provides the requirements that SEFs must meet in order to comply with the "Core Principles", and is divided into 16 sections known as Subparts A through P, which are as follows.

- (i) Subpart A provides general requirements, such as the procedures for registration, product listing and acceptable methods of trade execution.
- (ii) Subpart B provides standards for compliance with Core Principle 1 (Compliance with Core Principles).
- (iii) Subpart C provides standards for compliance with Core Principle 2 (Compliance with Rules).
- (iv) Subpart D provides standards for compliance with Core Principle 3 (Swaps not Readily Susceptible to Manipulation).
- (v) Subpart E provides standards for compliance with Core Principle 4 (Monitoring of Trading and Trade Processing).
- (vi) Subpart F provides standards for compliance with Core Principle 5 (Ability to Obtain Information).
- (vii) Subpart G provides standards for compliance with Core Principle 6 (Position Limits or Accountability).
- (viii) Subpart H provides standards for compliance with Core Principle 7 (Financial Integrity of Transactions).
- (ix) Subpart I provides standards for compliance with Core Principle 8 (Emergency Authority).
- (x) Subpart J provides standards for compliance with Core Principle 9 (Timely Publication of Trading Information).
- (xi) Subpart K provides standards for compliance with Core Principle 10 (Recordkeeping and Reporting).
- (xii) Subpart L provides standards for compliance with Core Principle 11 (Antitrust Considerations).



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

- (xiii) Subpart M provides standards for compliance with Core Principle 12 (Conflicts of Interest).
- (xiv) Subpart N provides standards for compliance with Core Principle 13 (Financial Resources).
- (xv) Subpart O provides standards for compliance with Core Principle 14 (System Safeguards).
- (xvi) Subpart P provides standards for compliance with Core Principle 15 (Designation of Chief Compliance Officer).

1.2 Authority of Foreign Regulator

The CFTC has the authority to review, assess and enforce Cboe SEF's compliance with the CEA, SEF Core Principles and the CFTC Regulations regarding Cboe SEF's operations and markets.

The regulatory framework established by the CEA and CFTC Regulations are designed to protect market participants. All intermediaries who solicit and accept customer orders must be registered with the National Futures Association ("NFA"). These registered entities are subject to requirements for minimum net capital, disclosure, record-keeping, reporting, sales practices and customer protections. The handling of customer funds is subject to special requirements. Cboe SEF rules and CFTC regulations also prohibit abusive trading practices such as fraud, market manipulation, wash trading, and non-competitive trading. Trading is monitored by Cboe SEF Compliance staff to ensure that markets are fair and orderly, with direct oversight by the CFTC over SEFs, designated contract markets ("DCMs") and derivatives clearing organizations ("DCOs"). Each SEF and DCM is a self-regulatory organization responsible for enforcing such rules.

The CFTC's Division of Market Oversight ("DMO") conducts regular rule enforcement reviews ("RERs") of each SEF's ongoing compliance with the Core Principles applicable to SEFs under the CEA through the self-regulatory programs operated by Cboe SEF to enforce its rules, prevent market manipulation and customer and market abuses, and ensure the recording and safe storage of trade information.

Periodic RERs could examine any SEF core principle. Examples of topics that DMO staff could examine include examining a SEF's audit trail, trade practice surveillance, or disciplinary programs for compliance with the relevant Core Principles. In conducting an RER, DMO staff examine trading and compliance activities at the SEF in question over a designated period of time. DMO staff conduct extensive review of documents and systems used by Cboe SEF in carrying out its self-regulatory responsibilities; interview compliance officials and staff of Cboe SEF; and prepare a confidential written report of their findings.⁴³

Beyond routine RER reviews, Section 8(a)(1) of the CEA gives the CFTC broad power to conduct investigations to confirm compliance with the CEA and the CFTC regulations.⁴⁴ Pursuant to CEA Sections 5e, 6(b), 6b and 6c(a), the CFTC also may bring civil enforcement actions to enjoin violations of the CEA or CFTC regulations and obtain other equitable relief and monetary

⁴³ For more information on DMO's RER program, please see the CFTC's website: <https://cftc.gov/IndustryOversight/TradingOrganizations/DCMs/dcmruleenf.html>.

⁴⁴ 7 U.S.C. § 12.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

sanctions, bring administrative enforcement proceedings, suspend or revoke the designation of a SEF, and make and enter against a SEF a cease and desist order from violating the CEA or CFTC regulations.⁴⁵ Section 6(c) of the CEA gives the CFTC power to administer oaths and affirmations, subpoena witnesses, compel their attendance, take evidence and require the production of books, correspondence, memoranda and other records, for the purposes of enforcing the CEA or for purposes of any investigation or proceeding.⁴⁶

CFTC Market Surveillance

The CFTC's market surveillance program's primary mission is to identify situations that could pose a threat of manipulation.⁴⁷ Each trading day, for all active swaps markets, the CFTC's market surveillance staff monitors the daily activities of large traders, key price relationships, and relevant supply and demand factors in a continuous review for potential market problems. As such, the CFTC conducts a rigorous market surveillance program of the U.S. swaps markets. This program focuses on protecting market users and the public from fraud, manipulation, and abusive practices prohibited by the CEA, and fostering open, competitive, and financially sound derivatives markets. The CFTC does so by monitoring trading activity to detect and prevent manipulation or abusive practices and to ensure compliance with the CFTC's speculative position limit regulations.

1.3 Criteria for Products

Part 40 of the CFTC Regulations, entitled Provisions Common to Registered Entities ("Part 40") sets forth the process for a swap execution facility to list new products. Part 40 provided for two methods of approval of new products. The first method is self-certification pursuant to CFTC Regulation 40.2 – Listing Products for Trading and Certification and CFTC Regulation 40.6 – Self-Certification of Rules. The second method is by requesting CFTC approval of the product prior to listing pursuant to CFTC Regulation 40.3 Voluntary Submission of New Products for Commission Review and Approval and CFTC Regulation 40.5 Voluntary Submission of Rules for Commission Review and Approval.

Cboe SEF has submitted its product listing by self-certification. Pursuant to CFTC Regulation 40.2 the CFTC must receive the submission of the new product listing no later than "the open of business on the business day preceding the product's listing". The product listing submission must contain a concise explanation and analysis of the product and its compliance with the applicable sections of the CEA and the regulations thereunder. The applicable section of the CEA is Section 5h(f) which delineates the SEF Core Principles. The relevant SEF Core Principles are Core Principle 2 – Compliance with the Rules, Core Principle 3 – Swaps not Readily Susceptible to Manipulation, Core Principle 4 – Monitoring of Trading and Trade Processing, Core Principle 5 – Ability to Obtain Information, Core Principle 6 – Position Accountability, and Core Principle 9 – Timely Publication of Trading Information. All of the products listed by Cboe SEF have been approved by the CFTC. A SEF's product listing are all swaps which may trade on the SEF, which includes "permitted" transactions as well as those transactions which are required to trade on a SEF because of a previous MAT determination by a SEF. In making a MAT determination, SEFs follow Section 2(h)(8) of the CEA and Rule 37.10 and 38.12, pursuant to the procedures of Part 40 of the CFTC's regulations, which identify six enumerated factors with respect to making a MAT determination: (i) whether there are ready and willing buyers and sellers; (ii) the frequency

⁴⁵ 7 U.S.C. §§ 7b, 8(b), 13a, and 13a-1.

⁴⁶ 7 U.S.C. § 9.

⁴⁷ For more details regarding the CFTC's market surveillance program, please see its website: <https://cftc.gov/IndustryOversight/MarketSurveillance/CFTCMarketSurveillanceProgram/index.htm>.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

or size of transactions; (iii) trading volumes; (iv) the number and types of market participants; (v) the bid/ask spread; and (vi) the usual number of resting firm or indicative bids and offers. The factors are qualitative in nature, and the CFTC does not impose any absolute quantitative test. Cboe SEF expects to submit all MAT determinations via self-certification and does not anticipate using voluntary submission for review and approval by the CFTC. The voluntary submission for review and approval is typically used for products which are truly novel in character, rather than the type products listed by Cboe SEF, which are commonly traded in the FX NDF marketplace today.

The products listed by Cboe SEF conform to the usual commercial customs and terms used in connection with trading such products, as established by Cboe SEF's review of available market standards from the International Swaps and Derivatives Association ("ISDA"), CFTC requirements and consultation with market participants. The FX NDF market is primarily supported by established industry documentation and market practices, including standard terms and definitions developed by the International Swaps and Derivatives Association (ISDA) and the Emerging Markets Traders Association (EMTA).

1.4 IOSCO Principles

SEFs comply with the IOSCO principles by virtue of the fact that it must comply with the CEA and the CFTC which reflect those principles.

ARTICLE 2 RECOGNITION OR AUTHORIZATION PROCESS OF THE FOREIGN REGULATOR IN THE HOME JURISDICTION

2.1 Governance

Cboe SEF is a Delaware limited liability company with its principal place of business in New York, New York, USA. Cboe SEF's registered office in its state of formation is 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801. Its agent at that address is The Corporation Trust Company.

CGM, a publicly traded U.S. company, is the ultimate parent company of Cboe SEF. CGM is the direct parent of Cboe Bats, LLC, an intermediate holding company. Cboe Bats, LLC is the direct parent of Cboe Services Company, an intermediate holding company. Cboe Services Company is the sole member of Cboe FX Holdings, LLC ("Cboe FX Holdings"), which is an intermediate holding company for CGM's 100% ownership interest in Cboe SEF.

2.1.1 Board and Committee Representation

Cboe SEF's governance and management arrangements are set out in the Rules.⁴⁸ Overall responsibility for the operation of Cboe SEF, including adoption and amendment of the Rules, is vested in Cboe SEF's Board of Managers ("Board").⁴⁹ Each member of the Board is appointed in accordance with Cboe SEF's operating agreement, and must include at least 35% "public directors."⁵⁰ All Board members must meet certain minimum standard fitness criteria and must

⁴⁸ See 17 C.F.R. Part 37.

⁴⁹ See Rule 202.

⁵⁰ For these purposes, the term "public director" means a director that has no material relationship with the SEF.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

not be subject to any “statutory disqualifications” set out in CFTC Rule 1.63.⁵¹ All Board members are located in, and all Board meetings take place in, the United States.

The Rules also provide for the creation of several specialist Board committees:

- (i) The Executive Committee, comprised of the Board chair and which must include at least 35% public directors, has the power to manage the business and affairs of the SEF on behalf of the Board.⁵²
- (ii) The Participation Committee, comprised exclusively of public directors, is responsible for determining initial and ongoing standards for admission of Participants and to review SEF staff denials of Participant applications.⁵³
- (iii) The Regulatory Oversight Committee (“ROC”), comprised exclusively of public directors, is responsible for overseeing the SEF’s regulatory program “for sufficiency, effectiveness and independence,” and meets regularly with the Chief Compliance Officer (“CCO”) and the Chief Regulatory Officer (“CRO”).⁵⁴

Other Board committees may be established from time to time. All Board committee meetings take place in the United States.

As of the date of this application, the members of Cboe SEF’s Board are: (1) Craig Donohue (Chairman of the Board), (2) Bruce Andrews, (3) Gilbert Bassett, Jr., (4) Ananda Radhakrishnan, (5) Miguel Rivera, (6) David Roscoe, (7) Hillary Sale, and (8) Scott Wagner. Jill Griebenow serves as Cboe SEF’s and CGM’s Chief Financial Officer (“**CFO**”) and Treasurer. The remainder of the directors are independent of Cboe SEF and CGM.

Additionally, as noted above, Cboe SEF has constituted a ROC that is composed of three (3) Public Directors – Messrs. Radhakrishnan (ROC Chairman), Bassett, and Roscoe. The ROC is responsible for overseeing the SEF’s regulatory program, meets regularly with the CCO and the CRO, and regularly receives and reviews reports from Cboe SEF Regulation staff regarding the adequacy and sufficiency of Cboe SEF’s regulatory program.

The Board is required to delegate sufficient authority, dedicate sufficient resources, and allow sufficient time for the ROC to fulfill its mandate. The ROC makes recommendations to the Board as well, in its judgment, to best promote the interests of Cboe SEF. The ROC also has other powers and performs other duties as set forth in the Cboe SEF’s Rules and as the Board may delegate to it from time to time.⁵⁵ The ROC assists Cboe SEF in minimizing actual and potential

⁵¹ See Rule 205.

⁵² See Rule 214 (Executive Committee). The Executive Committee may not, however, amend the Cboe SEF’s certificate of formation of the Company or the Operating Agreement, adopt any agreement of merger or consolidation, approve the sale, lease, or exchange of all or substantially all of Cboe SEF’s property and assets or approve the dissolution of the SEF or a revocation of a dissolution.

⁵³ See Rule 215 (Participant Committee).

⁵⁴ See Rule 216 (Regulatory Oversight Committee).

⁵⁵ See Rule 216 (Regulatory Oversight Committee).



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

conflicts of interest. The ROC also supervises the CRO of Cboe SEF, who reports directly to the ROC in relation to Cboe SEF regulatory functions.

2.1.2 Independent Member Board and Committee Representation

Independent Managers on Cboe SEF's Board of Managers

Independent Managers of Cboe SEF's Board of Managers were selected based on broad industry or academic experience to represent interests of the public as well as Cboe SEF's Participants. Each of the Independent Managers meets the definition of Public Director under the Proposed Conflict of Interest Rules. As required by the Proposed Conflict of Interest Rules, none of the Independent Managers have a "material relationship" with Cboe SEF that could reasonably affect the independent judgment or decision making of the Independent Manager.

As noted above, Cboe SEF has Board committees with defined responsibilities, including management of Cboe SEF affairs, participant admissions, and independent regulatory oversight, with committee composition aligned to applicable public director requirements.

2.1.3 Director Qualifications, Remuneration and Limitation of Liability

Board Manager Nominations and Fitness Standards

The Cboe SEF Board of Managers seeks candidates for the Board which have industry or professional experience which will help the management of Cboe SEF. Prior to their appointment to the Board, a Committee or any other oversight panel of the SEF, the Legal Department shall screen all nominees to determine their eligibility for service pursuant to CFTC Regulation 1.63.

The Board Managers of the SEF shall be of good repute, and possess skills and expertise to fulfill their responsibilities in overseeing the governance of the SEF. They shall have a clear understanding of their responsibilities including, their fiduciary duty to the SEF as well as their responsibility to exercise sound judgment about the operations, management, growth and compliance of the SEF. The fitness standards also support the creation of a composition of the Company's Board of Managers that provides a diversified set of talents and perspectives. Cboe SEF may conduct personal interviews of candidates for Board of Managers and committee appointments. In addition, Cboe SEF may perform registration checks with the NFA, FINRA, FCA, and standard OFAC checks. Cboe SEF may also conduct a check of educational background, where appropriate, or work history and reference checks, as determined by the CCO. Specifically, the board managers must:

- (i) Have ethics and the desire to do the "right thing" at all times, at the core of their approach in business and life. The board manager must exhibit independence, objectivity and be capable of serving as a representative of not only the shareholders but also other core constituencies.
- (ii) Have the availability, commitment and personal qualities to be able to make a substantial active contribution to Board deliberations. These qualities include intelligence, self-assuredness, a high moral standard, integrity, inter-personal and communication skills, independence, courage, and a willingness to ask the difficult questions.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

- (iii) Have no prior judgment or regulatory sanction issued against them or a company for which they controlled or had a controlling interest.
- (iv) Have experience in the financial services and/or technology, or other field of expertise useful to the SEF.
- (v) Have a good overall reputation.
- (vi) Have significant educational and either business or teaching experience.
- (vii) Have an appreciation of, and experience with, a regulatory environment sufficient to foster a culture of compliance within the SEF.
- (viii) Have the ability to develop a good working relationship with other board managers and contribute to the Board's working relationship with the senior management of the SEF as well as regulators.

Further, the following may disqualify a potential candidate for the Cboe SEF Board of Managers. No person may serve as a member of the Board or a Committee of Cboe SEF if such person:

- (i) within the past three years was found by a Final Decision to have committed a disciplinary offense;
- (ii) within the past three years entered into a settlement agreement in which any of the findings, or in the absence of such findings, any of the acts charged included a disciplinary offense;
- (iii) is currently or has been barred, expelled from membership or suspended from trading on a self-regulatory organization, is serving any sentence of probation or owes any portion of a fine imposed as a result of either:
 - a. a settlement agreement in which any of the findings, or in the absence of such findings, any of the acts charged included a disciplinary offense; or
 - b. a final decision determining such person committed a disciplinary offense;
- (iv) is currently subject to an agreement with the CFTC or any self-regulatory organization not to apply for registration with the CFTC or membership in any self-regulatory organization;
- (v) is currently subject to or has had imposed on him or her within the prior three years a registration revocation or suspension in any capacity for any reason, or has been convicted within the prior three years of any of the felonies listed in Section 8a(2)(D)(ii) through (iv) of the CEA; or
- (vi) is currently subject to a denial, suspension or disqualification from serving on the disciplinary committee, arbitration committee or governing board of any self-regulatory organization as that term is described in Section 3(a)(26) of the Securities Exchange Act of 1934.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

Cboe SEF has a nominating and approval process for members of the Cboe SEF Board of Managers which includes a complete curriculum vitae as well as a representation by each member that he or she meets the requirements and has no disqualification conditions as detailed in Fitness Standards above.

Cboe SEF further has a representation from each employee that the employee consents to the jurisdiction of Cboe SEF's regulator.

Cboe SEF performs background checks on any new employees. Such background checks include any felony offenses as well as any industry sanctions (e.g., CFTC, SEC or FINRA). See also Article 2.1.5 below.

Remuneration

The Independent Managers receive remuneration for their board service. This remuneration is not dependent upon the performance of Cboe SEF.

Limitation of Liability

Article VII of the Limited Liability Company Agreement of Cboe SEF ("Cboe SEF Operating Agreement") provides that officers, employees and agents of the Company (each, an "Indemnitee") shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted under the Delaware Limited Liability Company Act and the general corporate law of the state of Delaware.

Cboe SEF Rule 512 provides for the limitation of liability against Cboe SEF and its officers, board managers, employees, agents, consultants and committee members.

2.1.4 Conflicts of Interest

Policies and Procedures to Manage Conflicts of Interest

Cboe SEF strongly believes in the mitigation of conflicts of interest. Cboe SEF Rule 206 "Conflicts of Interest" applies to potential and actual conflicts of interest. Cboe SEF Rule 206 provides that a person authorized to act on behalf of Cboe SEF (including officers, board managers, members of a disciplinary committee) are prohibited from participating in deliberations and voting regarding any disciplinary proceeding or emergency action if the person is an "Interested Person". An Interested Person has a "Material Conflict of Interest". A "Material Conflict of Interest" exists if a person:

- (a) is a potential or actual respondent in a disciplinary proceeding,
- (b) has an employment relationship or is affiliate of a potential or actual respondent in a disciplinary proceeding,
- (c) has significant on-going business relationship with a potential or actual respondent in a disciplinary proceeding,
- (d) has a family relationship with a potential or actual respondent in a disciplinary proceeding,



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

- (e) has a direct and substantial financial interest in the result of a vote, other than based on a direct or indirect equity or other interest in Cboe SEF, that could reasonably be expected to be affected by the Self-Regulatory Action, as defined in Cboe SEF Rule 206. For the purposes of this definition a “direct and substantial financial interest” includes, without limitation, positions held in transactions in the accounts of, controlled by, or affiliated with the Interested Person or any other types of direct and substantial financial positions of the Interested Person that are reasonably expected to be affected by the vote; and/or
- (f) any other circumstance that creates a conflict between the person authorized to act on behalf of Cboe SEF (including officers, managers, members of a disciplinary committee) exercise of authority and their own personal interests.

Each person deliberating in a disciplinary proceeding or emergency action has an affirmative obligation to disclose if they have a Material Conflict of Interest prior to deliberations and voting. Rule 206 further provides that a person with a Material Conflict of Interest may participate in deliberations and voting if:

- (a) the Material Conflict of Interest is disclosed to or known by the deliberating body (i.e.; the board of managers or the disciplinary committee) at the time of deliberations and voting,
- (b) the deliberating body determines that the person's participation in voting and deliberations would be consistent with the public interest,
- (c) a majority of the members of the deliberating body that do not have a Conflict of Interest vote in favor of permitting the Interested Person to participate in the deliberations and voting.

If all of the members of a deliberating body are Interested Persons that the Chief Executive Officer will appoint a panel of individual who are not Interested Persons to deliberation and vote on the matter.

2.2 Fees

Cboe SEF charges Participants fees primarily on a per-transaction basis for trade execution, with fees assessed based on the notional amount of each transaction and applied in a fair and non-discriminatory manner across Participants. Transaction fees may vary depending on contract characteristics and whether a Participant acts in a “passive” or “removing” capacity. In addition, Cboe SEF may charge certain Participants connectivity fees to access the SEF Trading System, as well as pass-through fees for third-party services such as independent software vendor access, post-trade messaging services, and optional market data products. Cboe SEF does not provide clearing services and therefore does not charge clearing fees.

Cboe SEF's fees are designed to be consistent with prevailing industry practice and do not impose unreasonable conditions or limitations on access to the SEF. The applicable dues, fees, and other charges are set out in Cboe SEF's publicly available fee schedule, which is accessible to all Participants and available at:
https://cdn.cboe.com/resources/fx/Hotspot_SEF_Dues_and_Fees.pdf



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

CFTC Regulations require that SEFs have adequate financial resources consisting of assets at least equal to one year of operating expense and liquid assets equal to six months of operating expense to enable the SEF to wind down in an order manner. Cboe SEF has adequate financial resources to meet its responsibilities. Cboe SEF completes quarterly reporting to the CFTC on financial resources.

2.3 Fair and Equitable Access

Any entity that trades on Cboe SEF must be an ECP (as defined by Section 1a(18) of the CEA), and Québec participants must be appropriately registered, as applicable, under Québec securities law or be exempt from or not subject to those requirements.

Cboe SEF, pursuant to its rulebook, will provide any ECP with impartial access to its markets and market services, provided that the ECP complies with the documentation and eligibility requirements set forth in the Cboe SEF Rules. Documentation and eligibility requirements are clearly set out in the Cboe SEF Rulebook. These requirements are applied reasonably and do not discriminate among participants, as described below.

Those wishing to transact on Cboe SEF may become a Participant of Cboe SEF. Cboe SEF keeps records of each grant, denial and limitation of access for applicants of Cboe SEF, including the reasons for granting, denying or limiting access. Cboe SEF Participants who are authorized to do so may also enter transactions as agent for customers ("Agency Execution") who have been accepted by Cboe SEF to enter into transactions on Cboe SEF.

An entity meeting the requirements as described above that wishes to become a Participant of Cboe SEF may complete an application and submit it for approval by Cboe SEF. The application is available on Cboe's SEF website. The application materials include Cboe SEF's Rulebook and an affirmative undertaking by the applicant to submit to the jurisdiction of Cboe SEF. Cboe SEF must receive names of proposed traders ("Authorized Traders") at any Participant applying to trade on Cboe SEF, and will perform due diligence reviews on those individuals. In addition, Cboe SEF Rule 403 provides that Cboe SEF Participants must implement and maintain adequate supervisory procedures.

In reviewing an application, Cboe SEF reviews the information provided on the application to determine whether or not all of the eligibility requirements in the Cboe SEF Rules have been satisfied. Cboe SEF requires Participants to notify Cboe SEF of any material changes to their ECP status and/or their compliance with the requirements of Cboe SEF Rules 307 and 308.

Cboe SEF's requirements for Participant status are contained in the Cboe SEF Rulebook, which is available on Cboe SEF's website. Other than requirements stated in its Rulebook, Cboe SEF has no other requirements or restrictions on Participant eligibility. An applicant that is unable to satisfactorily demonstrate its ability to satisfy the eligibility criteria to become or remain a participant, is unable to satisfactorily demonstrate its capacity to adhere to Cboe SEF's rules or for other cause reasonably determined by Cboe SEF, may be denied participant status or granted conditional participant status. Any applicant granted conditional or denied Participant status may appeal that decision to the Cboe SEF's Participation Committee.

Chapter 5 of Cboe SEF's Rulebook contains procedures for order entry on Cboe SEF. These procedures are transparent as the Cboe SEF Rulebook is available to the public on Cboe SEF's website. Order routing on Cboe SEF is done after the order has been checked against applicable



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

risk-based limits (a “pre-trade credit check”). Once the order has passed the pre-trade credit check, it is entered into Cboe SEF.

Cboe SEF Rules set forth the various types of permissible orders and describe how orders interact in the order book. Orders may be submitted on a firm basis (i.e., immediately executable) or on a non-firm basis (i.e., only executable following acceptance during a predetermined order review timeframe), such non-firm functionality being available to Market Makers. Cboe SEF also provides functionalities for non-disclosed and disclosed trading on its “Sweepable” and “Full Amount” platforms

Rule 505 describes the procedures for order entry on Cboe SEF’s order books: Acceptable order types include Market Orders, and Limit Orders (each, as defined in the Rules). Entry of Orders may be submitted by the Participant directly. All Orders received in the order book are sorted and matched based on a protocol of variables to be considered in the following order: (i) Rate, (ii) firm (displayed, then hidden), (iii) indicative; and (iv) time. This is fair and equitable in that all Participants are treated equally and given equal access to enter and execute in Cboe SEF’s order books. Unfilled orders are cancelled upon system disconnect. Such a disconnect may occur during the trading day due to operational issues or, more generally, at the end of the applicable trading session. In practice, unfilled API orders are typically cancelled at the end of the trading day, whereas unfilled GUI orders may persist until the end of the trading week, subject in each case to system connectivity.

Cboe SEF provides daily high, low, settlement and volume data, which is provided to the CFTC and is available on Cboe SEF’s website to the public in a timely manner. In addition, Cboe SEF provides a daily tape of all transactions executed on Cboe SEF with price and volume information which is commercially available to all Participants through the Cboe SEF electronic platform and other permitted dissemination mechanisms. This information is always anonymous. Cboe SEF further provides the transaction details to the CFTC on a daily and confidential basis, as required. Cboe SEF is currently connected and reporting to the DTCC SDR, having completed an agreement with this firm.

Cboe SEF provides the following data (from the previous day’s trading) to the public for free: (a) open, (b) close, (c) high, (d) low, (e) settlement price, and (f) volume.

2.4 Regulation of Participants

Certain Participants, in effecting NDF Transactions through Cboe SEF, provide financial services to other persons. Participants that are registered and regulated by the CFTC as Swap Dealers may act on Cboe SEF as Prime Brokers. The CEA requires all Swap Dealers to register as such, unless they qualify for an exemption (e.g., (a) a firm that engages in a de minimis quantity of swap dealing (less than USD 8 billion) in connection with transactions with or on behalf of its customers; or (b) a non-U.S. firm with only non-U.S. customers does not have to register if it submits all trades for clearing to a Futures Commission Merchant⁵⁶ (“FCM”). Additionally, all registered Swap Dealers are required to be members of the National Futures Association (the “NFA”) and also may be members of one or more SEFs. The NFA is a self-regulatory organization that is required to enforce CFTC-approved minimum financial and reporting requirements for its members.⁵⁷

⁵⁶ See <https://www.nfa.futures.org/registration-membership/who-has-to-register/fcm.html>.

⁵⁷ See <https://www.nfa.futures.org/index.html>.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

Cboe SEF regulates its Participants primarily through its Rulebook, which governs eligibility for access, the conditions of continued participation, the conduct of Participants on the SEF, and Cboe SEF's monitoring, investigatory and disciplinary powers.

Under the Rulebook, trading on Cboe SEF is limited to ECPs. An applicant seeking Participant status must submit the required application materials, provide such additional information as Cboe SEF may reasonably request, agree to be bound by the Rulebook and applicable law, and submit to Cboe SEF's jurisdiction. The applicant must also satisfy the eligibility criteria set out in the Rulebook on admission and on an ongoing basis. Cboe SEF may deny or condition access where an applicant does not satisfy those requirements, and a denial or conditional grant of Participant status may be reviewed in accordance with the procedures set out in Chapter 3 of the Rulebook.

Once admitted, Participants are subject to ongoing obligations under the Rulebook. These include, among other things, obligations to comply with Cboe SEF Rules and applicable law, to act through properly authorized personnel, to maintain adequate supervisory procedures and internal controls in relation to their SEF activity, to keep required books and records, and to provide information to Cboe SEF when requested. Participants must also continue to satisfy the applicable eligibility standards and promptly notify Cboe SEF of material changes relevant to their status or continued access.

Cboe SEF monitors compliance with its Rules through its compliance and regulatory functions, including surveillance and review processes. Rule 509 provides for real-time monitoring of trading activity on the SEF as part of its operational oversight of trading on the platform, and the Rules further empower Cboe SEF to identify and investigate potential rule violations (Rule 706) and to initiate disciplinary and summary proceedings where appropriate (Rule 707). This monitoring framework is supported by governance and oversight arrangements under the Rulebook, including the Regulatory Oversight Committee (Rule 216), which oversees all aspects of the SEF's regulatory program, encompassing trade practice and market surveillance, real-time monitoring, audits, and enforcement, and assesses the sufficiency, effectiveness and independence of those functions. In addition, the Business Conduct Committee (Rule 217) forms part of the enforcement framework by adjudicating disciplinary matters through designated panels, including hearing panels responsible for determining alleged rule violations and settlement panels that review proposed resolutions.

The Rulebook also establishes standards of conduct applicable to Participants on the SEF and, together with applicable law, prohibits fraudulent, manipulative, disruptive and other improper trading practices. Rule 706 identifies and sanctions such conduct as rule violations, including disruptive trading practices and conduct detrimental to the SEF. Where Cboe SEF identifies a potential breach, it may act in accordance with its disciplinary procedures, including issuing warning letters, imposing conditions or restrictions, pursuing disciplinary proceedings and, where appropriate, suspending or terminating trading privileges.

2.5 Rulemaking

Pursuant to the obligations imposed by the Section 5h of the CEA and Part 37 – Core Principles and Other Requirements for Swap Execution Facilities (collectively “CFTC Requirements”), Cboe SEF has implemented rules, policies and procedures designed to clearly delineate the obligations of participants to maintain complete books and records, to comply with SEF rules, to cooperate in investigations and to participate in disciplinary procedures (if warranted), as well as to comply with the CFTC Requirements. Cboe SEF's Rulebook and explanatory “Notices to Participants” codify federal requirements for swap execution facilities. The Rulebook applies equally to all



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

participants and consists of ten chapters that can be generally described as follow. Chapter 1 is entitled "Defined Terms" and provides the defined terms used in the Rulebook. Chapter 2 is entitled "Governance and Committees" and provides a description of the committee structure of Cboe SEF, disqualification of committee members, committee member conflicts of interest, prohibition of the disclosure of material non-public information, and sets out procedures for the exercise of emergency authority. Chapter 3 is entitled "Applications for Participant Status" and describes the jurisdiction of Cboe SEF, procedures related to the participant application process and the scope participant trading privileges. Chapter 4 is entitled "Participant Obligations" and describes participant obligations. Chapter 5 is entitled "Trading Practice and SDR Reporting" and describes the procedures for trade entry on Cboe SEF, handling of error trades, SDR reporting and pre-execution order screening. Chapter 7 is entitled "Business Conduct" and describes Cboe SEF's disciplinary process. Chapter 8 is entitled "Arbitration" and describes Cboe SEF's arbitration program. Chapter 9 is entitled "Miscellaneous" and contains rules regarding various topics such as market data, governing law and books and records. Chapter 10 is entitled "Product Specifications" and provides a description of the products that can be traded on Cboe SEF. Cboe SEF has not entered into any formal information sharing agreements, although it does maintain regulatory cooperation arrangements with certain regulators as described in Article 3 below.

Cboe SEF's Rules prevent fraudulent and manipulative practices because they enable Cboe SEF to: (a) facilitate price transparency, (b) authorize Cboe SEF's Compliance Department to conduct surveillance of Cboe SEF's markets, and (c) prohibit fraudulent and manipulative trade practices. Cboe SEF Rule 503 provides that Cboe SEF will furnish trade data required by Core Principle 9 and Parts 16 and 37 of CFTC Regulations, which require real time reporting to swap data repositories and daily reporting to the CFTC and the public. In addition, Cboe SEF Rule 508 provide that Cboe SEF will make market data available, on an anonymous basis, market information regarding bids, offers and trades executed to Participants. Cboe SEF Rules provide for real time and post trade surveillance. Cboe SEF Rule 509 authorizes the real time monitoring of trading on Cboe SEF. Cboe SEF Rules 702 and 714 authorizes Cboe SEF's Regulatory Division and Compliance Department to monitor compliance with Cboe SEF's rules and to conduct investigations. Please see Core Principle 4 for a description of Cboe SEF's surveillance system. In addition, the Cboe SEF Rules state which practices are prohibited fraudulent trading practices. Cboe SEF Rule 706 prohibits, without limitation, the following improper trading practices: (a) fictitious trading, (b) disruptive trading practices such as spoofing (bidding or offering with the intent to cancel the bid or offer before execution), (c) market manipulation, (d) non-competitive trades, (e) trading ahead of a customer order, (f) wash trading, and (g) money passing.

Cboe SEF ensures that Participants observe high standards of fair dealing and just and equitable principles of trade by identifying improper practices in its publicly accessible rulebook and explanatory "Notices to Participants," and conducting surveillance to identify possible instances of those improper practices, thus fostering participant compliance with the rules. Cboe SEF Rule 706 identifies prohibited improper conduct. Cboe SEF believes that prohibiting the following types of conduct promotes the just and equitable principles of trade: (a) aiding and abetting, (b) conduct detrimental to Cboe SEF, (c) disclosing customer orders, (d) fraud, (e) material misstatements of fact to Cboe SEF, (f) improperly taking the opposite side of customer orders, and (g) withholding customer orders.

Enforcement of the Cboe SEF Rules provides for a fair and orderly market by identifying improper practices in its rules, conducting surveillance to identify possible instances of improper conduct and conducting enforcement proceedings to ensure compliance with the Cboe SEF Rules. Chapter 7 of the Cboe SEF Rulebook provides the framework of the disciplinary process that for



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

enforcing Cboe SEF rules. Cboe SEF Rule 701 provides Cboe SEF with the authority to hold its Participants accountable for their acts and omissions that constitute violations of Cboe SEF Rules. Cboe SEF Rules 702, 707, and 714 authorize Cboe SEF's CCO and Compliance Department to monitor compliance with the Cboe SEF Rules and conduct investigations. Cboe SEF Rule 706 describes improper conduct that violates Cboe SEF Rules. Cboe SEF Rule 716 requires that at the conclusion of an investigation the Compliance Department must prepare an investigative report, which is reviewed by the CCO. In the investigative report the Compliance Department must indicate if there is reasonable cause to believe that a rule violation has occurred and make one of the following recommendations: (a) the investigation is closed without further action, (b) issue a warning letter, (c) the matter be settled before preparation of a complaint, or (d) a complaint be issued. Cboe SEF Rule 717 provides that the investigative report be reviewed by the Chief Regulatory Officer. Upon due consideration of the investigative report the Chief Regulatory Officer can reject or accept (in whole or in part) the recommendations of the Compliance Department. (A Review Panel is appointed by the ROC pursuant to Cboe SEF Rule 216.) If the Review Panel accepts the Compliance Department's recommendation that the matter should be settled without issuing a complaint, the Review Panel may settle the matter, pursuant to Cboe SEF Rule 723. If the Review Panel accepts the Compliance Department's recommendation that a complaint should be issued, then the Compliance Department will draft and serve the complaint on the respondent pursuant to Cboe SEF Rules 708 and 718, and the ROC will appoint a hearing panel, pursuant to Cboe SEF Rule 704, to hear the matter. The hearing panel will be screened for conflicts of interest, pursuant to Cboe SEF Rule 704. The respondent then must then answer a complaint, pursuant to Cboe SEF Rule 719. The Compliance Department and the respondent then proceed with pre-hearing procedures, pursuant to Cboe SEF Rule 720, which governs discovery, pre-hearing conferences and setting of hearing date. If the respondent determines to settle a complaint then the matter may be settled by the Hearing Panel, pursuant to Cboe SEF Rule 723. If the matter does not settle a hearing will be held, pursuant to Cboe SEF Rule 721, and the Hearing Panel will issue a written decision, pursuant to Cboe SEF Rule 722. CFTC Regulation 9.11 requires that Cboe SEF provide the CFTC with notice of final disciplinary action is taken. Notice of final disciplinary action must be sent to the CFTC within 30 days of the disciplinary action and contain the following information: (a) the name of the respondent(s), (b) a statement of the reasons for the disciplinary action and the rules that were violated, (c) statement of the findings and conclusions regarding each rule violation, (d) the terms of the disciplinary action, and (e) the date on which the action was taken and its effective date.

CFTC Oversight

The Cboe SEF Rulebook and any future changes are submitted to the CFTC and become effective 10 days after their submission, unless the CFTC stays such effectiveness. Cboe SEF's Rulebook is available to the public from its website or from the CFTC's website through Cboe SEF's regulatory filings.

Cboe SEF's Board of Managers sets a high standard for corporate governance, and the Board of Managers serve as a prudent fiduciary for shareholders and Cboe SEF Participants, and oversees the management of Cboe SEF through its selected executive management team. This governance approach also supports Cboe SEF's role as a self-regulatory organization, subject to the oversight of the CFTC.

2.6 Record Keeping

SEF Core Principle 10 requires that SEFs maintain records of all activities relating to business of the SEF, including a complete audit trail for a period of at least five years.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

CFTC Regulations require that the SEF shall capture and maintain all audit trail data necessary to detect, investigate and prevent customer and market abuses. These regulations further provide that the SEF's audit trail include original source documents that include unalterable, sequentially identified records on which trade execution information is recorded manually or electronically.

Cboe SEF's Rule 905 require that it maintain complete and accurate books and records of accounts including all books and records it is required to maintain pursuant to federal regulations.

Pursuant to Cboe SEF Rule 404, participants are required to maintain all records pertaining to transactions on Cboe SEF, and are required to promptly respond to all inquiries made by Cboe SEF's Compliance Department and, pursuant to Rule 712, to produce records in response to a demand issued by Cboe SEF.

2.7 Outsourcing

Cboe SEF has not outsourced any key functions to a service provider.

2.8 Enforcement Rules

Cboe SEF's due process procedures with related to disciplinary procedures and arbitration proceedings are described and controlled by the Cboe SEF Rulebook, which is a publicly available document which Cboe SEF submits to the CFTC for review before any changes, additions or revisions become final. The process and procedures related to Cboe SEF's disciplinary process are detailed in Chapter 7 of Cboe SEF's Rulebook. The process and procedures related to Cboe SEF's arbitration procedures are detailed in Chapter 8 of Cboe SEF's Rulebook. Cboe SEF Rules 801 and 802 provide that disputes between Participants that arise out of any trading activity on or subject to the Rules shall generally be subject to mandatory arbitration in accordance with NFA's Code of Arbitration. Chapter 8 of the Cboe SEF Rules would apply to all Cboe SEF Participants, including Québec Users.

Inquiries and investigations are pursued by Cboe SEF's Compliance Department and referred to the ROC, (a committee of the Cboe SEF Board).

- (i) All respondents (i.e.; the subject of disciplinary action) are provided (a) a written notice of the charges, (b) an opportunity to respond to the charges, (c) an opportunity to present evidence in its defense at a hearing, (d) a written decision of the hearing panel's decision and (e) an opportunity to appeal the decision of the hearing panel. The Respondent may represent himself or be represented by counsel during all phases of the disciplinary process.
- (ii) SEF Rule 718 provides that a written notice of charges, or a "complaint" be issued by the Regulatory Division within 30 days of the Review Panel's decision that a complaint should be issued. The complaint must contain the following information: (a) a description of the conduct or omission that is alleged to have occurred, (b) the Cboe SEF Rules alleged to have been violated, (c) sanctions sought by the Compliance Department, (d) notice of respondent's right to a hearing and time deadlines for requesting a hearing, and (e) advise respondent that failure to respond to the complaint within the deadline will be deemed a waiver of the right to a hearing.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

- (iii) Cboe SEF Rule 719 provides that the respondent must answer the complaint no later than fifteen (15) days of service and that the answer must provide: (a) statement of the allegations the respondent admits and denies, (b) a statement of the allegations the respondent does not have sufficient knowledge to admit or deny, (c) state any affirmative defenses and (d) be signed by the respondent or its representative.
- (iv) A respondent may propose and offer of settlement at any time during the disciplinary process pursuant to Cboe SEF Rule 723. Offers of settlement must be in writing and signed by the respondent and contain proposed findings and sanctions agreed upon by the respondent and Regulatory Division. The respondent must serve a copy of the offer of settlement on the Regulatory Division and the Review Panel or Hearing Panel, as applicable (the "Panel"). The offer of settlement will be reviewed by the Panel, and any offer of settlement accepted by the Panel will be submitted to Cboe SEF's board for final approval. A respondent may withdraw an offer of settlement any time before board approval. An offer of settlement that is not accepted by the Panel or Cboe SEF's board or is withdrawn by the respondent (prior to board approval) may not be used by either the respondent or the Regulatory Division for any purpose during the disciplinary proceedings.
- (v) Cboe SEF Rule 720 provides the respondent with an opportunity to review the evidence against them. At any time before the start of a hearing the respondent may make a written request to the Regulatory Division to review records, information and tangible evidence that will be relied upon by the Regulatory Division at the hearing. The Regulatory Division may withhold documents that: (a) are privileged or constitute attorney work product, (b) will not be relied upon at the hearing, or (c) may disclose compliance enforcement techniques, or (d) disclose the identity of confidential sources.
- (vi) Hearings are held pursuant to Cboe SEF Rule 721. The Hearing Panel must be present during the hearing and the hearing will be recorded in a format that can be transcribed. The formal rules of evidence do not apply and the Hearing Panel chairperson will make all ruling regarding the admissibility and relevance of evidence. The Regulatory Division, representing Cboe SEF at the hearing, will have the burden of proof and will present evidence and testimony in support of its case. The respondent may present evidence and testimony in support of their defense. Both parties have the right to cross-examine witnesses. As soon as practicable after the conclusion of the hearing the Hearing Panel will issue a written decision, pursuant to Cboe SEF Rule 722, and will constitute the final decision of the Hearing Panel. The hearing decision must contain: (a) a summary of the allegations in the complaint, (b) a summary of the answer, (c) a summary of the evidence presented during the hearing, (d) the Hearing Panel's findings and conclusions, (e) the sanctions imposed and their effective date, and (f) notice of right to appeal.

Cboe SEF's process and procedures with respect to the review the denial of an application for participant status are described in Chapter 3 of Cboe SEF Rulebook.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

Pursuant to Cboe SEF Rule 313, an applicant (a) receives written notice of denial of their applications for participant status on Cboe SEF, (b) is afforded an opportunity to appeal that decision, (c) the Participation Committee may schedule a hearing to consider the appeal.

Cboe SEF is a self-regulatory organization and as such has jurisdiction over its market participants to perform market regulation, conduct compliance surveillance and enforcement. Cboe SEF Participants are subject to the jurisdiction of Cboe SEF, and Cboe SEF and its Participants operate on the SEF under SEF rules defined in the Cboe SEF Rulebook.

Chapter 7 of the Cboe SEF Rules sets out the procedures for Cboe SEF's disciplinary process. Chapter 3 of the Cboe SEF Rules set out the procedures for applying for access to Cboe SEF, including eligibility requirement, trading privileges and restrictions on trading privileges.

As described above, Cboe SEF performs its surveillance of the trading activity on Cboe SEF employs software to assist in real time market monitoring and post trade market surveillance. The software employed to monitor trading on Cboe SEF was developed in house by Cboe SEF.

2.9 Systems and Technology

Connectivity

The System operates through a matching engine located in the United States (Equinix NY5) and a second independent matching engine in London at Equinix Slough (LD4). Cboe SEF's matching technology is developed in-house and owned by Cboe SEF.

Cboe SEF has established fully transparent Participant connectivity processes and endeavors to consider every prospective Participant in a consistent manner with respect thereto. Please refer to the Cboe SEF Fee Schedule (https://cdn.cboe.com/resources/hotspotfx/resources/Hotspot_SEF_Dues_and_Fees.pdf) and the Cboe FX Connectivity Manual (https://fx.cboe.com/pdfs/Cboe_FX_Connectivity_Manual.pdf) for additional details.

Cboe SEF publishes the graphic user interface (Cboe SEF GUI) specifications, in addition to ITCH and FIX specifications, on its website, which are made available to authorized users.

Trading

The System features customized liquidity solutions designed to optimize the trading experience for market makers and liquidity takers. The System operates on an order book per instrument basis, with each such order book enabling Participants to post and aggress upon liquidity. Configuration and filtering logic are applied to determine which orders are eligible to interact for matching purposes. Cboe SEF provides anonymous trading for Participants, each of which trades on the platforms, either principally or, in the case of certain Trading Firms, as agents of their Prime



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

Broker.⁵⁸ As noted above, Cboe SEF offers two distinct platforms: (1) Sweepable and (2) Full Amount.

Access to Cboe SEF and the System

Cboe SEF does not have any physical presence in Canada. Access to the System may be provided to customers via the internet in the form of the Cboe SEF GUI, or through an API. Participants also may opt to connect directly to Cboe SEF's matching engine located at Equinix NY5 or LD4.

In June 2023 and consistent with CFTC regulations, Cboe SEF launched (i.e., LD4), along with a supporting technology stack. Cboe SEF's spot market affiliate has successfully operated two matching engines in NY5 and LD4 for a number of years. Under this new arrangement, each matching engine operates independently of one another and represent distinct pools of liquidity and price discovery - i.e., there is no routing of liquidity between NY5 and LD4.

Cboe SEF provides 24/5 global operational support, with SEF Trade Desk personnel staffed in its Singapore, London, Chicago, and New York offices, as well as occasional support from personnel in the Kansas City office.

Cboe SEF's systems and technology framework is designed to ensure the adequate performance of its trading activities and the integrity, reliability, and security of its systems, consistent with applicable regulatory expectations.

Systems Performance and Capacity Management

Cboe SEF maintains policies, procedures, and controls designed to ensure that the System delivers adequate performance and capacity for the conduct of its exchange activities. The infrastructure supporting the System is subject to ongoing operational monitoring and maintenance, including the application of software updates, security patches, and performance enhancements to ensure continuity of operations and system reliability.

A formal vulnerability management program is in place, including regular internal assessments and annual external penetration testing conducted by independent third parties. Identified vulnerabilities are assessed by management, assigned remediation actions, and tracked to resolution, with status reporting provided to senior leadership.

The System architecture incorporates geographically separated production environments, enabling Participants to connect to alternate locations in the event of disruption and supporting operational resilience and performance continuity.

Systems Integrity, Security and Reliability

Cboe SEF maintains a comprehensive information security framework designed to ensure the integrity, confidentiality, and availability of its systems. This framework includes documented cybersecurity, access control, and network security policies that are approved by management and communicated across the organization.

⁵⁸ As noted above, Participants which interact on either the Sweepable Platform or the Full Amount Platform may elect to trade on a disclosed basis.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

Security controls include layered network protections such as firewalls, network segmentation, intrusion detection and prevention systems, and continuous monitoring through a centralized Security Information and Event Management (SIEM) system. These controls are supported by a 24/7 global cyber monitoring function responsible for identifying and responding to potential threats.

Access to systems is governed by formal access control policies, including credential management and role-based permissions. For external access, connectivity is restricted through controlled channels (e.g., whitelisted IP addresses), with encryption applied where appropriate.

System configurations are standardized and monitored for compliance with established security baselines, with deviations investigated and remediated. All systems and network devices are subject to regular patching and maintenance processes to address known vulnerabilities and ensure operational integrity.

Systems Development and Change Management

Cboe SEF develops and maintains its trading systems using proprietary, in-house technology, supported by a structured software development lifecycle that incorporates security, release management, and operational considerations.

Development, testing, and production environments are segregated to ensure system integrity and to mitigate the risk of unintended impacts on live operations.

All system changes are governed by formal change management policies and procedures, which are approved by management and applied consistently across production systems. Information security requirements are integrated into system changes, upgrades, and enhancements.

Incident Management and Monitoring

Cboe SEF maintains a formal incident management framework, including an incident response policy and a designated Computer Security Incident Response Team with defined roles and responsibilities.

System activity is centrally logged and monitored to detect potential security incidents. Logging and monitoring processes are supported by automated alerting mechanisms designed to identify suspicious activity, including potential malware infections.

Incident response procedures include escalation processes and documentation requirements to ensure that incidents are effectively identified, managed, and resolved while preserving system integrity.

Business Continuity and Disaster Recovery

Cboe SEF maintains a business continuity framework designed to ensure the continuity of critical systems and operations in the event of a disruption. This includes geographically separated infrastructure and backup systems supporting the electronic trading environment.

The business continuity program includes documented procedures for restoring critical services following a significant disruption, supported by annual testing and participation in industry-wide disaster recovery exercises.



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

Operational resilience is further supported by a formal enterprise risk management framework that identifies and addresses risks affecting business operations, including risks related to system performance and availability.

Governance and Risk Management of Systems

Cboe SEF's systems and technology are subject to an enterprise risk management framework approved by management, which defines roles, responsibilities, and processes for identifying, assessing, and managing technology-related risks.

Cboe SEF maintains documented cybersecurity and information technology policies, which are reviewed periodically and aligned with applicable regulatory and operational requirements. These policies are supported by controls covering asset management, network security, access control, and operational processes.

2.10 Clearing and Settlement

Pursuant to Cboe SEF rule 501, Cboe SEF supports Permitted Transactions (as defined in the Rules) in swaps not intended to be cleared, see generally CFTC Regulation 37.9(f)(1), Cboe SEF is not involved in settlement; it provides Transaction information to Participants so that they are able to make their own arrangements with respect to settlement. There is no central counterparty in relation to the System as all Transactions are executed on a bilateral basis and settlement takes place off-System between the counterparties.

ARTICLE 3 POWERS OF CBOE SEF REGARDING COOPERATION

Cboe SEF confirms that it has the power to cooperate fully with the AMF and self-regulatory organizations in the Province of Québec, and to provide information and documents with respect to its operations that could be reasonably requested by the AMF.

As set forth in Cboe SEF's Rulebook (Rule 903), Cboe SEF may cooperate with other regulatory bodies, SEFs, etc., to share information which may be useful in the pursuit of each entity's regulatory or self-regulatory process, such as known fraudulent activity, manipulative trading conduct and/or other trading activity that may adversely affect the market.

Cboe SEF maintains information sharing and regulatory cooperation arrangements with its primary regulator, the CFTC, as well as with the Ontario Securities Commission pursuant to the terms of its exemption order. In addition, Cboe SEF is subject to regulatory reporting, notification and cooperation obligations in certain foreign jurisdictions, including Australia, Hong Kong and Switzerland, in connection with its licences, approvals and recognitions in those jurisdictions.

ARTICLE 4 POWERS OF THE FOREIGN REGULATOR IN THE HOME JURISDICTION REGARDING COOPERATION

As far as Cboe SEF is aware, the CFTC has entered into an MOU arrangement for cooperative enforcements with foreign regulatory authorities in numerous jurisdictions, including Québec. The MOU between the CFTC and the AMF is dated March 25, 2014 and is available here: <https://lautorite.qc.ca/fileadmin/lautorite/reglementation/valeurs-mobilieres/0-ententes-vm/2014mar25-amf-cftc-cross-border-covered-entities-en.pdf>. The MOUs typically provide for access to non-public-documents and information already in the possession of the regulatory



433 W Van Buren St.

cboe.com

Chicago, IL

60607

authorities, and often include undertakings to obtain documents and to take testimony of, or statements from, witnesses on behalf of a requesting regulatory authority.

SEF Core Principle 10 requires that SEFs maintain records of all activities relating to business of the SEF, including a complete audit trail for a period of five years.

Books and records of a SEF are made available to the CFTC and the United States Department of Justice pursuant to Section 8c of the CEA. In addition, written book and records requests made by the AMF to Cboe SEF would be handled by Cboe SEF's legal department and/or CCO on a timely basis.

ARTICLE 5 CONDITIONS OF COMPLIANCE

If authorization is granted, Cboe SEF undertakes to provide the AMF with the following information and any other information that may be required, notably but not limited to: (i) its annual financial statements; (ii) any material amendment to the laws or regulations governing its activities; (iii) any amendment to its internal by-laws; (iv) any change respecting its right to operate or the existence of conditions respecting the performance of activities in its home jurisdiction; and (v) notice of any situation that could have an impact on its financial viability or its ability to operate.

Furthermore, Cboe SEF undertakes to comply with any other applicable Québec law to maintain its recognition or authorization in its home jurisdiction and to abide by any AMF decision.

Appendix A

Verification Certificate

To: Autorité des marchés financiers

Dear Sirs/Madam:

RE: Application by Cboe SEF, LLC

Cboe SEF, LLC hereby authorizes the filing of the attached application and confirms the truth of the facts contained therein.

Dated: June 22, 2026

CBOE SEF, LLC

By: /s/ Jonathan Weinberg
Name: Jonathan Weinberg
Title: **SVP, Global Head of FX and Off
Exchange Trading**

A-1

**Avis de consultation sur la *Règle sur la cotisation*
de la Chambre de l'assurance**

La Chambre de l'assurance (« Chambre ») soumet à une consultation publique sa nouvelle *Règle sur la cotisation* pour l'année 2027. Les modifications proposées à la *Règle sur la cotisation* permettent à la Chambre d'agir dans l'intérêt public pour :

- Assurer la protection du public en maintenant la discipline et en veillant à la formation et à la déontologie de ses membres.
- Favoriser la sensibilisation du public au rôle des représentants et la confiance du public à l'égard du secteur financier.

Cette cotisation contribue à assurer la pérennité des mécanismes de protection du public et la capacité de l'organisation à remplir pleinement son mandat. Le maintien d'un encadrement professionnel fort et crédible est essentiel à la confiance du public envers la profession.

Cheminement des modifications proposées :

- Les modifications proposées ont été adoptées par le conseil d'administration de la Chambre lors de la séance du 18 août 2026.
- Les modifications proposées doivent faire l'objet d'un processus de consultation équitable et transparent.
- Les modifications proposées à la *Règle sur la cotisation* doivent être approuvées par l'Autorité des marchés financiers et ce, conformément à ce qui est prévu dans la décision de reconnaissance à titre d'organisme d'autoréglementation.

La date d'entrée en vigueur de la nouvelle *Règle sur la cotisation* proposée est le 1^{er} janvier 2027.

Modalités de participation à la consultation :

La Chambre invite toute personne intéressée à lui transmettre ses commentaires sur les modifications proposées à la *Règle sur la cotisation*.

Les personnes intéressées à soumettre des commentaires doivent en transmettre copie, au plus tard le **21 septembre 2026**.



Chambre
de l'assurance

La Chambre publiera sur son site Web tous les commentaires reçus durant la période de consultation.

Les commentaires doivent être transmis à :

Nancy De Bruyn
Secrétaire corporatif
Chambre de l'assurance
2000, av. McGill College, 12e étage
Montréal (Québec) H3A 3H3
ndebruyn@chambresf.com

Des renseignements additionnels peuvent être demandés à :

M^e Jannick Desforges
Directrice Affaires juridiques et réglementation
Chambre de l'assurance
999, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 1200
Montréal (QC) H3A 3L4
jdesforges@chad.qc.ca



Avis de publication de la *Règle sur la cotisation* de la Chambre de l'assurance

Contexte

La Chambre de l'assurance (« Chambre ») a été créée par la sanction de la *Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier* (Loi 16) en juin 2025 et est issue de la fusion de la Chambre de l'assurance de dommages et de la Chambre de la sécurité financière.

À l'automne 2025, une *Règle sur la cotisation* a été adoptée pour l'année 2026. Celle-ci prévoyait une période de transition pour les représentants en épargne collective qui ont été transférés à l'Organisme canadien de réglementation des investissements et les représentants en plan de bourses d'études qui ont été transférés à l'Autorité des marchés financiers, le 4 juillet dernier.

Nouvelle *Règle sur la cotisation* pour l'année 2027

Dans le cadre de la fusion, la Chambre a réalisé une analyse en profondeur concernant l'ensemble de ses charges d'exploitation.

La décision de reconnaissance¹ prévoit que :

- La Chambre élabore, maintient et applique une cotisation qui est juste, équitable et qui ne représente pas un obstacle à l'accès.
- La cotisation doit permettre à la Chambre de disposer de revenus suffisants pour remplir adéquatement ses fonctions et responsabilités à titre d'organisme d'autoréglementation.
- La Chambre doit s'assurer du recouvrement de l'ensemble des coûts.

La Chambre soumet à une consultation publique son projet de nouvelle *Règle sur la cotisation* pour l'année 2027.

Principes directeurs pour établir la *Règle sur la cotisation* :

Dans le cadre de l'élaboration et de l'évaluation du projet de modification de la cotisation, la Chambre a appliqué les principes directeurs suivants :

¹ https://lautorite.qc.ca/fileadmin/lautorite/bulletin/2026/vol23no14/vol23no14_7-5.pdf#page=2



- a) **Intérêt public** : la cotisation permet à la Chambre d'agir dans l'intérêt public pour, entre autres :
 - Assurer la protection du public en maintenant la discipline et en veillant à la formation et à la déontologie de ses membres.
 - Favoriser la sensibilisation du public au rôle des représentants.
 - Favoriser la confiance du public à l'égard du secteur financier.
- a) **Uniformité et proportionnalité** : la cotisation s'applique de manière uniforme à l'ensemble des membres et est proportionnée aux activités exercées par les membres.
- b) **Équitable** : la cotisation n'a pas pour effet de créer des obstacles déraisonnables à l'accès des nouveaux membres à la Chambre.
- c) **Caractère pratique** : il est plus pratique pour les membres de payer leur cotisation en même temps que l'émission ou le renouvellement de leur certificat plutôt qu'à une date fixe distincte. Cette façon de faire permet de facturer une seule fois dans l'année et d'éviter des coûts administratifs supplémentaires.
- d) **Pérennité** : la Chambre doit exercer ses activités selon le principe du recouvrement des coûts, sans compromettre sa capacité à accomplir son mandat. Les membres de la Chambre paient une cotisation annuelle pour chaque exercice financier. La cotisation annuelle des membres est le principal moyen de recouvrer les charges de fonctionnement de la Chambre.

Le présent projet de modifications de la cotisation satisfait ces principes directeurs. Cette cotisation contribue à assurer le maintien des mécanismes de protection du public et la capacité de l'organisation à remplir pleinement son mandat. Le maintien d'un encadrement professionnel crédible est essentiel à la confiance du public envers la profession.

Modifications proposées à la Règle sur la cotisation :

1. Harmonisation du montant de la cotisation pour l'ensemble des membres :



Par souci d'équité, la cotisation annuelle proposée de 405 \$ plus indexation est la même pour l'ensemble des représentants membres de la Chambre.

À titre d'information, pour l'année 2026, la cotisation des représentants en assurance de personnes, en assurance collective de personnes et en planification financière était de 402 \$. Pour les agents en assurance de dommages, courtiers en assurance de dommages et les experts en sinistre, la cotisation était de 380 \$.

Pour fixer le montant de la cotisation, un exercice de modélisation financière a été réalisé en visant l'équilibre budgétaire et en permettant d'assurer la pérennité financière de la Chambre.

2. Harmonisation de l'échéance de paiement de la cotisation :

Le moment du paiement de la cotisation par les représentants en assurance de personnes, en assurance collective de personnes et en planification financière est modifié pour l'harmoniser avec celui applicable aux représentants en assurance de dommages et en expertise en règlement de sinistre. Ainsi pour tous les membres de la Chambre, la cotisation sera dorénavant payable lors de l'émission du certificat ou du renouvellement du certificat.

Pour ce faire, une mesure transitoire est prévue à cet effet pour l'année 2027 pour les représentants en assurance de personnes, en assurance collective de personnes et en planification financière.

3. Cotisation incluant le cours obligatoire en conformité à partir de 2028 :

Pour l'année 2028, la cotisation sera majorée de 20 \$ afin de couvrir les frais d'une unité de formation continue obligatoire faisant partie du cours obligatoire en conformité. Cette cotisation sera indexée selon les modalités de l'article 4 de la *Règle sur la cotisation* proposée.

Ainsi les représentants n'auront plus à procéder à l'achat du cours obligatoire en conformité, puisque celui-ci sera automatiquement inclus dans la cotisation. Cette intégration permet d'alléger le modèle opérationnel pour la Chambre, les représentants et les cabinets.



4. Retrait de la facture de trois mois pour les nouveaux membres :

Pour les nouveaux membres, la facture minimale de 3 mois est retirée.

Un nouveau membre paiera donc sa cotisation selon le nombre réel de mois d'adhésion jusqu'à son renouvellement de certificat. Il ne sera plus facturé pour une période de trois mois minimum lorsque son adhésion réelle concerne un ou deux mois seulement.

Cheminement des modifications proposées :

- Les modifications proposées à la *Règle sur la cotisation* ont été présentées au comité d'audit le 13 août 2026 et adoptées par le conseil d'administration de la Chambre, lors de la séance du 18 août 2026.
- Les modifications proposées doivent faire l'objet d'un processus de publication et de consultation équitable et transparent.
- La Chambre analysera tous les commentaires reçus.
- À titre d'organisme d'autoréglementation, les modifications proposées à la *Règle sur la cotisation* doivent être approuvées par l'Autorité des marchés financiers et ce, conformément à ce qui est prévu dans la décision de reconnaissance.

La date d'entrée en vigueur de la nouvelle *Règle sur la cotisation* proposée est le 1^{er} janvier 2027.



RÈGLE SUR LA COTISATION

ADOPTION Conseil d'administration	Date :	Résolution :
APPROBATION AMF	Date : xx 2026	
ENTRÉE EN VIGUEUR	Date : 1 ^{er} janvier 2027	
RESPONSABLE		
CLASSIFICATION		
ADOPTÉ EN VERTU DE	Décision de reconnaissance	



1. INTRODUCTION

La présente règle fait partie intégrante du cadre de gouvernance de la Chambre de l'assurance (« Chambre ») et a pour but d'établir la cotisation annuelle payable par l'ensemble des membres de la Chambre.

2. CADRE JURIDIQUE ET NORMATIF

La présente règle est prise en application de la décision de reconnaissance qui prévoit que la Chambre élabore, maintient et applique une cotisation qui est juste, équitable et qui ne représente pas un obstacle à l'accès.

Cette cotisation permet également à la Chambre de disposer de revenus suffisants pour remplir adéquatement ses fonctions et responsabilités à titre d'organisme d'autoréglementation.

3. MONTANT DE LA COTISATION

La cotisation annuelle que doit verser un membre de la Chambre pour l'année 2027 s'élève à 405 \$, indexée selon les modalités prévues à l'article 4.

4. INDEXATION DE LA COTISATION

À partir de l'année 2027, la cotisation annuelle sera indexée au 1^{er} janvier de chaque année selon le taux d'augmentation de l'indice général des prix à la consommation pour le Québec pour la période se terminant le 30 septembre de l'année précédente.

Elle est diminuée au dollar le plus près si elle comprend une fraction de dollar inférieure à 0,50 \$; elle est augmentée au dollar le plus près si elle comprend une fraction de dollar égale ou supérieure à 0,50 \$.



Le résultat de l'indexation annuelle est, chaque année, publié sur le site Internet de la Chambre.

5. ÉCHÉANCE DU PAIEMENT

La cotisation annuelle est versée au moment de la délivrance d'un premier certificat de représentant pour adhérer à la Chambre.

Dans le cas d'un renouvellement, la cotisation doit être versée au plus tard le jour précédant la date de renouvellement.

6. COTISATION NON REMBOURSABLE

La cotisation payée est non remboursable.

7. ADOPTION ET APPROBATION

La présente règle est adoptée par le conseil d'administration de la Chambre et est soumise à l'approbation de l'Autorité des marchés financiers conformément à la décision de reconnaissance.

8. ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente règle entre en vigueur le 1^{er} janvier 2027.

9. DISPOSITIONS TRANSITOIRES

9.1. Pour les représentants en assurance de personnes, en assurance collective de personnes et en planification financière, une cotisation transitoire est exceptionnellement due pour la période allant du 1^{er} janvier 2027 au jour précédant la date de renouvellement du certificat du représentant.



Cette cotisation est calculée au prorata du nombre de mois et basée sur la cotisation de 2027 de 405 \$, indexée selon les modalités prévues à l'article 4.

La cotisation est versée au plus tard le 30^e jour qui suit la réception de la facture qui lui est acheminée en janvier.

9.2. Pour l'année 2028, la cotisation correspond au montant de base majoré de 20 \$ afin de couvrir les frais d'une unité de formation continue obligatoire faisant partie du cours obligatoire en conformité. Ce montant total majoré sera indexé selon les modalités prévues à l'article 4.

9.3. La présente règle abroge et remplace la *Règle sur la cotisation* de la Chambre entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2026.



Chambre
de l'assurance

VERSION COMPARÉE RÈGLE SUR LA COTISATION 2026-2027

RÈGLE SUR LA COTISATION 2026	RÈGLE SUR LA COTISATION 2027
	1. INTRODUCTION La présente règle fait partie intégrante du cadre de gouvernance de la Chambre de l'assurance (« Chambre ») et a pour but d'établir la cotisation annuelle payable par l'ensemble des membres de la Chambre.
	2. CADRE JURIDIQUE ET NORMATIF La présente règle est prise en application de la décision de reconnaissance qui prévoit que la Chambre élabore, maintient et applique une cotisation qui est juste, équitable et qui ne représente pas un obstacle à l'accès. Cette cotisation permet également à la Chambre de disposer de revenus suffisants pour remplir adéquatement ses fonctions et responsabilités à titre d'organisme d'autoréglementation.



1. La cotisation annuelle que doit verser un membre de la Chambre de l'assurance pour l'année 2025 varie selon les disciplines suivantes : a) 368 \$ pour les agents en assurance de dommages, courtiers en assurance de dommages et les experts en sinistre, et b) 389 \$ pour les représentants en assurance de personnes, en assurance collective de personnes et en planification financière. 2. Pour l'année 2026, les représentants détenant seulement les disciplines en épargne collective et/ou en plans de bourses d'études, devront payer la moitié de la cotisation prévue à l'article 1 b). Cette cotisation couvrira la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026, soit jusqu'au retrait de l'encadrement de ces disciplines par la Chambre de l'assurance.	3. MONTANT DE LA COTISATION La cotisation annuelle que doit verser un membre de la Chambre pour l'année 2027 s'élève à 405 \$, indexée selon les modalités prévues à l'article
3. À partir de l'année 2026, les cotisations annuelles sont indexées au 1^{er} janvier de chaque année selon le taux d'augmentation de l'indice général des prix à la consommation pour le Québec pour la période se terminant le 30 septembre de l'année précédente. Elle est diminuée au dollar le plus près si elle comprend une fraction de dollar inférieure à 0,50 \$; elle est augmentée au dollar le plus près si elle comprend une fraction de dollar égale ou supérieure à 0,50 \$. Le résultat de l'indexation annuelle est, chaque année, publié sur le site Internet de la Chambre de l'assurance.	4. INDEXATION DE LA COTISATION À partir de l'année 2027, la cotisation annuelle sera indexée au 1^{er} janvier de chaque année selon le taux d'augmentation de l'indice général des prix à la consommation pour le Québec pour la période se terminant le 30 septembre de l'année précédente. Elle est diminuée au dollar le plus près si elle comprend une fraction de dollar inférieure à 0,50 \$; elle est augmentée au dollar le plus près si elle comprend une fraction de dollar égale ou supérieure à 0,50 \$. Le résultat de l'indexation annuelle est, chaque année, publié sur le site Internet de la Chambre.



4. Pour les agents en assurance de dommages, les courtiers en assurance de dommages et les experts en sinistre, la cotisation annuelle est versée au moment de la délivrance d'un premier certificat de représentant, ou au plus tard 30 jours après la date de renouvellement du certificat dans le cas d'un renouvellement. La facturation minimale pour une nouvelle demande est de trois mois. 5. Pour les représentants en assurance de personnes, en assurance collective de personnes et en planification financière, la cotisation est versée au plus tard le 30^e jour qui suit la réception de la facture qui lui est acheminée en janvier de chaque année. Lorsqu'il s'agit d'une première demande de certificat, le montant de cette cotisation correspond au plus élevé des montants suivants, arrondi au dollar le plus près : a) le quart de la cotisation annuelle, ou b) le montant obtenu en multipliant la cotisation annuelle prévue, par la proportion que représente, par rapport à 12 mois, le nombre de mois non écoulés à l'année civile en cours.	5. ÉCHÉANCE DU PAIEMENT La cotisation annuelle est versée au moment de la délivrance d'un premier certificat de représentant pour adhérer à la Chambre. Dans le cas d'un renouvellement, la cotisation doit être versée au plus tard le jour précédant la date de renouvellement.
6. La cotisation payée est non remboursable.	6. COTISATION NON REMBOURSABLE La cotisation payée est non remboursable.
	7. ADOPTION ET APPROBATION La présente règle est adoptée par le Conseil d'administration de la Chambre et est soumise à l'approbation de l'Autorité des marchés financiers conformément à la décision de reconnaissance.



7. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026.	8. ENTRÉE EN VIGUEUR La présente règle entre en vigueur le 1^{er} janvier 2027.
	9. DISPOSITIONS TRANSITOIRES 9.1. Pour les représentants en assurance de personnes, en assurance collective de personnes et en planification financière, une cotisation transitoire est exceptionnellement due pour la période allant du 1^{er} janvier 2027 au jour précédant la date de renouvellement du certificat du représentant. Cette cotisation est calculée au prorata du nombre de mois et basée sur la cotisation de 2027 de 405 \$, indexée selon les modalités prévues à l'article 4. La cotisation est versée au plus tard le 30^e jour qui suit la réception de la facture qui lui est acheminée en janvier. 9.2. Pour l'année 2028, la cotisation correspond au montant de base majoré de 20 \$ afin de couvrir les frais d'une unité de formation continue obligatoire faisant partie du cours obligatoire en conformité. Ce montant total majoré sera indexé selon les modalités prévues à l'article 4. 9.3. La présente règle abroge et remplace la <i>Règle sur la cotisation</i> de la Chambre entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

7.3.2 Publication

Bloomberg SEF LLC Demande de dispense

Vu la décision de dispense temporaire de reconnaissance n° 2013-PDG-0158 prononcée le 2 octobre 2013 par l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») et publiée au Bulletin de l'AMF du 3 octobre 2013 [(2013) vol. 10, n° 39, B.A.M.F., Supplément], accordant à Bloomberg SEF LLC (l'« Bloomberg SEF » ou le « demandeur ») une dispense temporaire de l'obligation de reconnaissance à titre de bourse prévue au premier alinéa de l'article 12 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « LID »), et des obligations prévues au *Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché*, RLRQ, c. V-1.1, r. 5 (le « Règlement 21-101 ») et au *Règlement 23-101 sur les règles de négociation*, RLRQ, c. V-1.1, r. 6 (le « Règlement 23-101 ») qui lui sont applicables;

Vu la demande déposée par Bloomberg SEF auprès de l'AMF le 16 décembre 2016 (la « demande ») afin d'obtenir une dispense des obligations suivantes :

1. l'obligation de reconnaissance à titre de bourse prévue au premier alinéa de l'article 12 de la LID pour exercer ses activités au Québec; et
2. les obligations prévues au Règlement 21-101 et au Règlement 23-101 qui lui sont applicables;

(la « demande initiale de dispense »);

Vu la décision n° 2017-SMV-0056 (la « décision de 2017 ») prononcée le 23 octobre 2017 par l'AMF et publiée au Bulletin de l'AMF du 26 octobre 2017 [(2017) vol. 14, n° 42, B.A.M.F., section 7.3.2], accordant la demande initiale de dispense;

Vu la demande déposée par Bloomberg SEF auprès de l'AMF le 8 juin 2026 afin de modifier la décision de 2017 pour ajouter la dispense de l'obligation prévue au *Règlement 23-103 sur la négociation électronique et l'accès électronique direct aux marchés*, RLRQ, c. V-1.1, r. 7.1 (le « Règlement 23-103 ») qui lui est applicable et afin que ses activités à titre de *Security-Based Swap Execution Facility* (la « plateforme d'exécution de swaps sur titres » ou « SBSEF ») au sens de l'article 3(a)(77) de la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934* (la « loi de 1934 ») soient également visées par la dispense accordée dans cette décision;

Vu les faits et les représentations soumises par Bloomberg SEF au soutien de la demande, notamment :

1. Bloomberg SEF est une société à responsabilité limitée assujettie aux lois de l'État du Delaware aux États-Unis et elle est une filiale à part entière de Bloomberg L.P., une société en commandite du Delaware;
2. Bloomberg SEF est actuellement autorisée à exploiter au Québec un *Swap Execution Facility* (la « plateforme d'exécution de swaps » ou « SEF ») inscrit auprès de la *Commodity Futures Trading Commission* (la « CFTC ») des États-Unis au sens de la loi américaine intitulée *Commodity Exchange Act* (la « CEA ») en vertu de la dispense octroyée dans la décision de 2017;
3. Bloomberg SEF est également assujettie à la supervision de la *Securities and Exchange Commission* (la « SEC ») qui lui a accordé une inscription à titre de plateforme d'exécution de swaps sur titres le 29 janvier 2025 au sens de la loi de 1934 pour la négociation des *Total Return Swaps* sur titres (un « TRS »);
4. Le SEF et le SBSEF, ensemble la « plateforme d'exécution », permet la négociation ou l'exécution de swaps par des *Eligible Contract Participants* (le « participant admissible ») au sens de la CEA et de la loi de 1934;

5. Le SEF du demandeur permet la négociation via une fonctionnalité de demande de cotation d'instruments dérivés sur taux d'intérêt, crédit et devises étrangères et un registre d'ordres à cours limité pour les instruments dérivés sur taux d'intérêt et crédit qui sont compensés. Le SBSEF du demandeur permet la négociation actuellement que des swaps de crédit à nom unique et un registre d'ordres à cours limité pour les TRS compensés;
6. Selon les règles de la CFTC et de la SEC, Bloomberg SEF doit prévoir des obligations encadrant la conduite des participants admissibles, veiller à ce qu'elles soient respectées et prendre des mesures disciplinaires en cas de non-respect à l'encontre de ses participants admissibles, y compris par d'autres moyens que l'exclusion du marché;
7. Bloomberg SEF accueille certains participants admissibles du Québec et leur confère un accès à sa plateforme d'exécution;
8. Bloomberg SEF n'a pas de bureau ou d'établissement au Québec et n'a pas l'intention d'en établir;
9. Selon l'information dont dispose Bloomberg SEF et sous réserve de l'exercice des pouvoirs prévus par la CEA et les règlements de la CFTC et exercés par cette dernière, ainsi que sous réserve de l'exercice des pouvoirs prévus par la loi de 1934 et les règlements de la SEC et exercés par cette dernière, il n'existe aucune obligation pour les participants admissibles de Bloomberg SEF qui ont un établissement au Québec d'être inscrits auprès d'un organisme ou d'une agence gouvernementale des États-Unis ou de devenir membres d'un organisme de réglementation des instruments dérivés ou d'une autre entité aux États-Unis pour exercer les activités décrites dans la présente décision du seul fait d'être un participant admissible de Bloomberg SEF;

Vu la publication de la demande initiale de dispense pour commentaires au Bulletin de l'AMF du 24 novembre 2016 [(2016) vol. 13, n° 47, B.A.M.F., section 7.3] pour une période de 30 jours conformément à l'article 14 de la LID;

Vu l'absence de commentaires à la suite de cette publication;

Vu la conclusion de l'AMF que Bloomberg SEF satisfait les attentes énoncées dans l'*Instruction générale relative à l'autorisation de Bourses étrangères* établies par la décision n° 2005-PDG-0087 prononcée le 30 mars 2005 et publiée au Bulletin de l'AMF du 1^{er} avril 2005 [(2005) vol. 2, n° 13, B.A.M.F., Supplément];

Vu la conclusion de l'AMF que le régime d'encadrement réglementaire des États-Unis est similaire à celui du Québec;

Vu l'existence d'ententes de coopération et d'échange d'informations concernant la supervision des activités de Bloomberg SEF entre l'AMF, la CFTC et la SEC;

Vu l'avis de l'AMF que les activités de Bloomberg SEF sont assimilables à des activités de bourse au sens de la LID;

Vu les articles 11.22.2 et 11.22.3 du *Règlement sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01, r. 1 (le « RID ») qui prévoient, respectivement, que le Règlement 21-101 et le Règlement 23-101 s'appliquent, entre autres, et compte tenu des adaptations nécessaires, à une personne et une entité qui exerce une activité en dérivés au Québec;

Vu l'article 86 de la LID, en vertu duquel l'AMF peut, aux conditions qu'elle détermine, dispenser un dérivé, une personne, un groupement de personnes, une offre ou une opération de tout ou partie des

obligations prévues par la LID, lorsqu'elle estime que cette dispense ne porte pas atteinte à l'intérêt public;

Vu l'acte d'autorisation de signature de certains actes, documents ou écrits pris en vertu de l'article 24.1 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1 et des pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de cette même loi;

Vu le pouvoir de l'AMF de déterminer s'il convient toujours d'accorder les dispenses aux conditions exposées à la présente décision à la lumière des résultats de son suivi de l'évolution des marchés financiers canadiens et internationaux et des activités de Bloomberg SEF;

Vu la confirmation par Bloomberg SEF de l'acceptation des conditions et modalités énoncées dans la présente décision;

Vu l'analyse faite par la Direction de l'encadrement des marchés et des dérivés et des affaires internationales et la recommandation de la Direction principale des marchés et des dérivés d'accorder une dispense de l'application de l'article 12 de la LID ainsi que des articles 11.22.2 et 11.22.3 du RID (la « dispense demandée ») aux conditions prévues à la présente décision du fait qu'elle ne porte pas atteinte à l'intérêt public.

En conséquence, l'AMF révoque la décision de 2017 et accorde, en vertu de l'article 86 de la LID, la dispense demandée aux conditions suivantes :

1. Informations soumises au soutien de la demande

Bloomberg SEF s'assure que les informations, faits et déclarations soumis au soutien de sa demande sont vrais et le demeurent à tout moment.

2. Réglementation et supervision de Bloomberg SEF

- 2.1 Bloomberg SEF maintient son inscription à titre de plateforme d'exécution de swaps auprès de la CFTC et à titre de plateforme d'exécution de swaps sur titres auprès de la SEC et demeure assujettie aux pouvoirs de supervision de ces dernières.
- 2.2 Bloomberg SEF respecte les obligations continues qui lui incombent à titre de plateforme d'exécution de swaps inscrite auprès de la CFTC et à titre de plateforme d'exécution de swaps sur titres inscrite auprès de la SEC.
- 2.3 Bloomberg SEF avise l'AMF dès que son inscription auprès de la CFTC à titre de plateforme d'exécution de swaps ou de plateforme d'exécution de swaps sur titres auprès de la SEC est révoquée, suspendue ou modifiée ou s'il survient des changements importants dans les conditions de son inscription à titre de plateforme d'exécution de swaps ou de plateforme d'exécution de swaps sur titres.

3. Accès

- 3.1 Bloomberg SEF n'offre un accès direct à un participant que s'il est une contrepartie qualifiée au sens de la LID et un participant admissible au sens de la CEA (un « participant admissible du Québec »).
- 3.2 Bloomberg SEF offre une formation appropriée aux participants admissibles du Québec, incluant une formation pour chaque personne autorisée à effectuer des opérations sur la plateforme d'exécution de Bloomberg SEF.
- 3.3 Avant de donner accès à sa plateforme d'exécution à titre de participant admissible du Québec à toute personne, Bloomberg SEF doit s'assurer, le cas échéant :

- 3.3.1 d'obtenir une attestation écrite de cette personne qu'elle est une contrepartie qualifiée au sens de la LID et un participant admissible au sens de la CEA lors de la signature initiale de tout contrat de participants;
 - 3.3.2 d'informer cette personne que l'attestation prévue à l'alinéa 3.3.1 de la présente décision est réputée être pleinement exécutoire chaque fois que celle-ci effectue une opération ou entre un ordre, demande une cotation ou répond à une demande de cotation;
 - 3.3.3 d'être avisé immédiatement lorsqu'elle cesse d'être un participant admissible du Québec;
 - 3.3.4 d'obtenir une confirmation écrite de cette personne que des arrangements de compensation appropriés pour la compensation et le règlement de chacune des opérations sur la plateforme d'exécution de Bloomberg SEF ont été mis en place;
 - 3.3.5 d'obtenir une confirmation de cette personne que l'entité responsable de la compensation ou du règlement d'une opération réalisée par cette personne sur la plateforme d'exécution de Bloomberg SEF dont elle est membre est dûment reconnue ou dispensée de reconnaissance à titre de chambre de compensation ou de système de règlement au Québec par l'AMF;
 - 3.3.6 d'obtenir une confirmation de cette personne qu'elle agira pour son propre compte, à moins d'être un courtier ou un conseiller dûment inscrit en vertu de la LID;
 - 3.3.7 d'obtenir une confirmation de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (l'« OCRI ») que la personne qui est un courtier membre de l'OCRI se conforme à la réglementation de l'OCRI.
- 3.4 Bloomberg SEF retire l'accès à un participant admissible du Québec à sa plateforme d'exécution dès qu'elle est informée que celui-ci cesse d'être un participant admissible du Québec.

4. Activités au Québec et opérations effectuées par les participants admissibles du Québec

Au Québec, Bloomberg SEF exerce uniquement des activités de bourse eu égard à des swaps et des swaps sur titres, au sens de l'article 1a de la CEA et comme défini dans la loi de 1934 et ne permet pas aux participants admissibles du Québec d'effectuer des opérations sur des produits autres que des swaps et des swaps sur titres.

5. Désignation d'un fondé de pouvoir au Québec

Bloomberg SEF désigne et maintient en fonction un fondé de pouvoir pour la représenter au Québec et informe l'AMF dans les meilleurs délais de son nom et de ses coordonnées. Bloomberg SEF avise également l'AMF dans les meilleurs délais de tout changement de fondé de pouvoir.

6. Information à communiquer

- 6.1 Bloomberg SEF fournit aux participants admissibles du Québec de l'information précisant que :
 - 6.1.1 leurs droits et leurs recours contre Bloomberg SEF pourraient être régis uniquement par les lois des États-Unis, et non par celles du Québec, et devoir être invoqués ou intentés aux États-Unis plutôt qu'au Québec;

- 6.1.2 les règles applicables à la négociation sur la plateforme d'exécution de Bloomberg SEF pourraient être soumises aux lois des États-Unis, et non à celles du Québec.

7. Supervision de Bloomberg SEF

La CFTC et la SEC continuent d'agir à titre d'autorités principalement responsables de la supervision de Bloomberg SEF.

8. Documents déposés auprès de la CFTC ou de la SEC

- 8.1 Bloomberg SEF dépose rapidement auprès de l'AMF, et au plus tard dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la date de dépôt auprès de la CFTC ou de la SEC, un avis relatif à toute détermination d'un produit disponible pour négocier.
- 8.2 Bloomberg SEF dépose rapidement auprès de l'AMF, et au plus tard dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la date de dépôt ou de transmission auprès de la CFTC ou de la SEC, l'information suivante, si elle est tenue de la déposer auprès de la CFTC ou de la SEC ou de la lui transmettre :
 - 8.2.1 le détail de toute poursuite importante intentée contre elle;
 - 8.2.2 un avis indiquant qu'elle a présenté une requête de mise en faillite ou en insolvabilité ou toute autre mesure semblable, ou en liquidation, ou qu'une telle requête a été présentée contre elle;
 - 8.2.3 la nomination d'un séquestre ou la conclusion d'un arrangement avec ses créanciers.

9. Avis ou dépôt auprès de l'AMF

- 9.1 Bloomberg SEF avise rapidement l'AMF, et au plus tard dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la date à laquelle elle est informée, de ce qui suit :
 - 9.1.1 tout changement à ses règlements ou aux lois, aux règles et aux règlements des États-Unis applicables aux swaps ou aux swaps sur titres, si ce changement peut avoir une incidence importante sur sa capacité à satisfaire aux conditions de la présente décision;
 - 9.1.2 toute condition ou tout changement faisant que Bloomberg SEF n'est pas en mesure de respecter, ou estime ne plus être en mesure de respecter, les *SEF Core Principles* établis en vertu de l'article 5 h de la CEA et de la Partie 37 de la réglementation de la CFTC, ou toute autre obligation prévue par la CEA ou les règlements de la CFTC ou les *Core Principles* établis en vertu de l'article 3D de la loi de 1934 ou toute autre obligation prévue par les *Regulation SE* et *SBSR*, ou tout autre règlement de la SEC;
 - 9.1.3 toute enquête connue sur Bloomberg SEF ou toute mesure disciplinaire prise à son endroit par la CFTC ou la SEC ou toute autre autorité réglementaire à laquelle elle est assujettie;
 - 9.1.4 toute affaire ou question connue de Bloomberg SEF qui pourrait avoir une incidence importante et défavorable sur sa viabilité financière ou opérationnelle, y compris toute déclaration d'une situation d'urgence selon ses règles;
 - 9.1.5 tout cas de manquement, d'insolvabilité ou de faillite d'un participant admissible de Bloomberg SEF dont elle ou ses représentants ont connaissance et qui pourrait avoir un effet préjudiciable important sur Bloomberg SEF, une chambre de compensation ou un participant admissible du Québec;

9.1.6 toute panne, interruption de système ou délai important.

9.2 Bloomberg SEF avise rapidement l'AMF, et au plus tard dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la date du changement de tout changement important à ses activités, à son fonctionnement ou à l'information figurant dans la demande et la demande initiale de dispense, notamment les changements apportés à la supervision réglementaire par la CFTC ou la SEC, sa structure de gouvernance, le modèle d'accès à sa plateforme d'exécution, tels les critères d'admissibilité, pour les participants admissibles du Québec, les systèmes et la technologie utilisés pour ses activités, ses ententes en matière de compensation et de règlement;

9.3 Bloomberg SEF dépose rapidement à l'AMF, et au plus tard dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la date de publication de la version définitive, une copie de tout rapport intitulé *Rule Enforcement Review* relatif à son inspection par la CFTC ou de tout rapport intitulé *Service Organization Controls 1 and 2* préparé conformément aux normes de l'*American Institute of Certified Public Accountants* par son auditeur indépendant.

10. Rapports semestriels

10.1 Bloomberg SEF tient à jour l'information suivante et la transmet d'une manière et dans une forme acceptable pour l'AMF, au plus tard dans un délai de 30 jours suivant la fin de chaque semestre, et dans les meilleurs délais lorsque l'AMF en fait la demande :

- 10.1.1 la liste à jour de tous les participants admissibles du Québec et, dans la mesure où Bloomberg SEF en est informée, la liste des clients dudit participant qui sont situés au Québec;
- 10.1.2 l'identifiant unique pour les entités juridiques attribué à chacun des participants admissibles du Québec conformément aux normes établies par le système d'identifiant international pour les entités juridiques et, dans la mesure où Bloomberg SEF en est informée, l'identifiant de chacun des clients dudit participant qui sont situés au Québec;
- 10.1.3 la liste de tous les participants admissibles du Québec qui ont fait l'objet d'une mesure disciplinaire au cours du semestre par Bloomberg SEF, son fournisseur de service de réglementation (« FSR ») agissant au nom de, et, dans la mesure où Bloomberg SEF en est informée, par la CFTC ou la SEC, pour des activités de ces participants admissibles sur sa plateforme d'exécution, ainsi que le nombre total de mesures disciplinaires prises à l'égard de tous les participants de Bloomberg SEF au cours du semestre par Bloomberg SEF ou son FSR;
- 10.1.4 la liste des nouvelles enquêtes et des dossiers d'enquête complétés au cours du semestre que Bloomberg SEF ou son FSR mène à l'égard des participants admissibles du Québec, ainsi que le nombre total de nouvelles enquêtes et de dossiers d'enquêtes complétés par Bloomberg SEF ou son FSR au cours du semestre relativement à tous les participants de Bloomberg SEF;
- 10.1.5 la liste de toutes les entités dont la demande afin de devenir un participant admissible ou d'avoir accès à la plateforme d'exécution de Bloomberg SEF a été refusée au cours du semestre, ainsi que les motifs du refus;
- 10.1.6 une copie de toutes les modifications apportées au formulaire intitulé *Form SEF* (y compris toutes ses annexes) que Bloomberg SEF a déposé auprès de la CFTC et au formulaire *Form SBSEF* déposé auprès de la SEC au cours du semestre, notamment toutes les modifications aux règles de négociation de Bloomberg SEF;

- 10.1.7 la liste de tous les produits pouvant être négociés sur la plateforme d'exécution de Bloomberg SEF au cours du semestre, en indiquant les ajouts, les retraits ou les changements par rapport au semestre précédent;
- 10.1.8 le nombre total et la valeur totale des opérations provenant des participants admissibles du Québec, et dans la mesure où Bloomberg SEF en est informée, provenant des clients dudit participant qui sont situés au Québec, présentés par participant admissible du Québec et par client, le cas échéant, pour chaque produit;
- 10.1.9 la proportion du nombre total et de la valeur totale des opérations sur la plateforme d'exécution de Bloomberg SEF réalisées par les participants admissibles du Québec, et dans la mesure où Bloomberg SEF en est informée, réalisées par les clients dudit participant qui sont situés au Québec, par rapport au nombre total et la valeur totale de l'ensemble des opérations, pour chacun des participants admissibles du Québec et pour chaque client de celui-ci, le cas échéant;
- 10.1.10 la liste énumérant chaque panne importante ou tout retard ou défaut de fonctionnement important de ses systèmes au cours du semestre pour tout système lié à l'activité de négociation, notamment les opérations, l'acheminement ou les données, en précisant la date, la durée, la raison et la mesure corrective prise.

11. Rapports annuels

- 11.1 Bloomberg SEF dépose rapidement auprès de l'AMF tout rapport annuel ou états financiers annuels transmis ou déposé(s) auprès de la CFTC ou de la SEC.
- 11.2 Bloomberg SEF dépose tout rapport annuel intitulé *Service Organization Controls 1* préparé conformément aux normes de l'*American Institute of Certified Public Accountants* auprès de l'AMF rapidement après la publication de la version définitive par son auditeur indépendant.

12. Autre information à fournir à l'AMF

Bloomberg SEF communique rapidement à l'AMF ou fait en sorte que son FSR communique rapidement, le cas échéant, toute autre information relative à son activité, utile à l'exercice des fonctions et pouvoirs de l'AMF et que cette dernière pourrait requérir de temps à autre, et coopère de toute autre manière avec l'AMF, sujet à toute loi sur la confidentialité applicable ou toute autre loi gouvernant le partage d'information et la protection de renseignements personnels.

13. Confidentialité des renseignements

Bloomberg SEF préserve la confidentialité des renseignements qui lui sont soumis dans le cadre de ses activités auprès de ses participants admissibles du Québec, le tout, en conformité avec les lois qui lui sont applicables en matière de protection des renseignements personnels.

14. Conformité aux décisions

Bloomberg SEF se conformera à toute décision de l'AMF visant ses activités au Québec.

Fait le 18 août 2026.

Hugo Lacroix
Surintendant des marchés de valeurs et de la distribution

Décision n° 2026-SMVD-1053824

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

8.

Mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière

- 8.1 Avis et communiqués
 - 8.2 Réglementation
 - 8.3 Sanctions administratives pécuniaires
 - 8.4 Décisions de révision
 - 8.5 Annexes et autres renseignements
-

8.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

8.2 RÈGLEMENTATION

Aucune information.

8.3 SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

Aucune information.

8.4 DÉCISIONS DE RÉVISION

Aucune information.

8.5 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

Aucune information.

9.

Régimes volontaires d'épargne-retraite

9.1 Avis et communiqués

9.2 Réglementation

9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire
d'épargne-retraite

9.4 Autres décisions

9.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

9.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

9.3 AUTORISATION D'AGIR COMME ADMINISTRATEUR D'UN RÉGIME VOLONTAIRE D'ÉPARGNE-RETRAITE

Aucune information.

9.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

10.

Agents d'évaluation du crédit

- 10.1 Avis et communiqués
 - 10.2 Réglementation et lignes directrices
 - 10.3 Désignation à titre d'agent d'évaluation du crédit
 - 10.4 Sanctions administratives
 - 10.5 Autres décisions
-

10.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

10.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

Aucune information.

10.3 DÉSIGNATION À TITRE D'AGENT D'ÉVALUATION DU CRÉDIT

Aucune information.

10.4 SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉCUNIAIRES

L'Autorité des marchés financiers publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires.

La section 10.4.1 contient les décisions de sanctions administratives pécuniaires initiales imposées en vertu de l'article 78 de la *Loi sur les agents d'évaluation du crédit*, RLRQ, c. A-8.2 (la « LAEC »). Les sanctions administratives pécuniaires sont imposées lorsqu'un assujetti fait défaut de respecter une disposition de cette loi ou de ses règlements.

La section 10.4.2 contient les décisions de réexamen des sanctions administratives pécuniaires imposées aux assujettis en vertu de la LAEC.

L'imposition d'une sanction administrative et son réexamen, le cas échéant, sont sans préjudice quant à toute autre mesure ou recours que pourrait prendre l'Autorité.

10.4.1 Décisions de sanctions administratives pécuniaires

La liste ci-dessous indique le nom de l'assujetti concerné, la loi visée, le numéro de référence de la décision d'imposer une sanction administrative, ainsi que la date de la décision et le montant imposé.

Nom de l'assujetti	Loi	No de référence	Date de décision	Montant imposé
TRANS UNION DU CANADA, INC.	LAEC	2026-SIF-1051590	2026-08-14	325 000,00 \$

10.4.2 Décisions de réexamen

Aucune information.

10.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.